adf
AFRICA DEFENSE FORUM

# Menaces cachées

## Changement de tactiques à l'âge de la guerre asymétrique

RETROUVEZ-NOUS SUR INTERNET : ADF-MAGAZINE.COM

# TABLE DES MATIÈRES

## articles


**8** **Une arme qui tue sans discernement**
Les EEI deviennent l'arme de choix dans la guerre asymétrique.

**16** **Une quête mortelle**
Des groupes extrémistes recherchent des armes NRBC, mais quelle est la probabilité d'une attaque ?

**22** **Défendre les gains durement acquis**
Un entretien avec le commandant de la force de l'AMISOM.

**30** **Menaces asymétriques + Ripostes en mer**
Études de cas de l'Iran, du Sri Lanka et de la Somalie.

**36** **L'EI pénètre en Afrique**
En Afrique du Nord, les extrémistes ayant combattu aux côtés de l'EI sur le champ de bataille rentrent chez eux.

**42** **Reconquérir la côte**
Une organisation kényane lutte contre l'extrémisme en conférant aux jeunes une autonomie accrue.

**44** **Dans le sillage d'Ebola**
L'épidémie ouest-africaine met en lumière la nécessité d'une infrastructure d'eau et d'assainissement.

**50** **Armés et dangereux**
Le Nigeria cherche à juguler le trafic d'armes vers Boko Haram.

30

# rubriques


4 Point de vue

5 Perspective africaine

6 L'Afrique aujourd'hui

28 Battement du cœur de l'Afrique

56 Culture et sports

58 Point de vue mondial

60 Défense et sécurité

62 Chemins de l'espoir

64 Croissance et progrès

66 Image du passé

67 Où suis-je ?



***Africa Defense Forum* est à présent disponible en ligne.**

Veuillez nous rendre visite sur le site adf-magazine.com

ILLUSTRATION D'*ADF*

**EN COUVERTURE :** Cette illustration montre un véhicule blindé au premier plan et le souffle de l'explosion causée par un engin explosif improvisé (EEI) en arrière plan. L'Afrique est devenue un terreau fertile pour la conduite de la guerre au moyen d'EEI, et ces engins sont devenus l'arme de choix pour de nombreux groupes d'insurgés.

# POINT DE VUE

Les conflits entre États sont devenus relativement rares. Aujourd'hui, les armées ne sont pas souvent appelées à défendre les frontières nationales contre l'invasion de l'ennemi. Les menaces du 21e siècle, en Afrique et partout dans le monde, émanent principalement de groupes extrémistes, de rebelles, de mouvements séparatistes et d'autres groupes de combattants.

Ces groupes savent qu'ils ne peuvent pas combattre une armée nationale à armes égales. Ils savent aussi que la majorité de la population civile n'est pas de leur côté. Alors, au lieu de mener une guerre classique, ils cherchent à obtenir un avantage asymétrique. Il se produit une guerre asymétrique lorsqu'une force de combat plus faible adopte des tactiques non conventionnelles pour infliger des pertes à une force plus importante et mieux équipée.

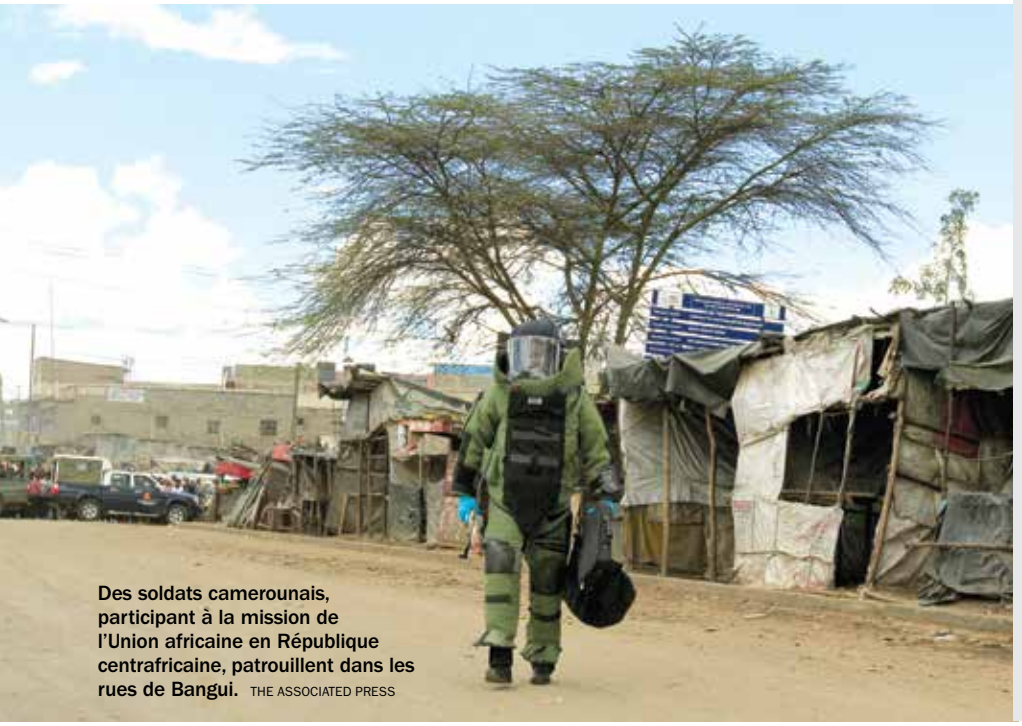
L'un des instruments rencontrés le plus souvent dans ce genre de conflits est l'engin explosif improvisé (EEI), qui est largement utilisé en Afrique et y fait d'importants dégâts. En 2014, il y a eu 835 attentats aux EEI sur le continent, faisant 2.559 victimes. Près de la moitié de ces attentats se sont produits en Somalie où les artificiers d'al-Shebab atteignent de nouveaux sommets de barbarie en fabriquant des bombes artisanales et des ceintures explosives pour mutiler et tuer un grand nombre de gens.

Pour vaincre un ennemi non conventionnel, il faut penser de manière non conventionnelle. C'est pourquoi les armées africaines entraînent des unités spéciales et investissent dans de nouveaux équipements pour lutter contre ces nouvelles menaces. En plus des compétences et des technologies nécessaires, il faut aussi être conscient de la situation pour pouvoir anticiper les tactiques susceptibles d'être utilisées par les forces adverses.

L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique est prêt à apporter son soutien. En 2014, nous avons organisé des cours pour les Forces armées du Burundi et la Force de défense du peuple ougandais sur la lutte contre les EEI. Ces cours comprenaient la formation des soldats à se déplacer dans les environnements urbains, à identifier les caches éventuelles d'EEI et à désamorcer la menace. En janvier 2015, L'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique a fait don, à ces deux pays, de 20 véhicules renforcés contre les mines et les embuscades pour la Mission de l'Union africaine en Somalie.

Il reste encore beaucoup à faire, mais en exploitant les nouvelles technologies et les enseignements tirés des expériences passées, les menaces asymétriques peuvent être vaincues.

Personnel de l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique



**Des soldats camerounais, participant à la mission de l'Union africaine en République centrafricaine, patrouillent dans les rues de Bangui.** THE ASSOCIATED PRESS


**Menaces asymétriques**

Volume 8, 2e trimestre

**L'ÉTAT MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS UNIS POUR L'AFRIQUE**



**POUR NOUS CONTACTER**

U.S. AFRICA COMMAND
Attn: J3/Africa Defense Forum
Unit 29951
APO-AE 09751 U.S.A.
ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com

HEADQUARTERS
U.S. AFRICA COMMAND
ATTN: J3/AFRICA DEFENSE FORUM
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART
GERMANY



*ADF* est un magazine militaire professionnel trimestriel publié par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique qui permet au personnel militaire africain de bénéficier d'un cadre international propice aux échanges. Les opinions exprimées dans ce magazine ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de cette organisation ni d'aucune autre agence du gouvernement des États-Unis. Certains articles sont écrits par l'équipe d'*ADF*, tout autre contenu est noté avec la source d'origine. Le Secrétaire de la Défense a déterminé que la publication de ce magazine est nécessaire à la conduite des affaires publiques, conformément aux obligations légales du Département de la Défense.

# La lutte contre le terrorisme *exige* une approche multidimensionnelle

**Smaïl Chergui,** *commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union africaine, a prononcé un discours lors de la huitième réunion annuelle des points focaux du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme, à Alger, en Algérie, le 7 décembre 2014. Son intervention a été remaniée pour correspondre au présent format.*

**En novembre 2014, un attentat horrible a été perpétré contre une mosquée de Kano au nord du Nigeria, faisant plus de 100 victimes civiles innocentes. Selon toutes les apparences, il portait l'empreinte de Boko Haram.**

Dans le nord du Kenya, al-Shebab a lancé deux attaques effroyables. Le 2 décembre, des éléments du groupe ont fondu sur une carrière à proximité de la ville de Mandera, décapitant et abattant 36 ouvriers. Une semaine avant cela, et dans la même région, le groupe a assassiné 28 voyageurs après avoir forcé leur bus à quitter la route.

Au Mali, des groupes terroristes continuent de tendre des embuscades meurtrières aux soldats du maintien de la paix. Entre le début du déploiement de la force des Nations Unies en juillet 2013 et le début du mois d'octobre 2014, 31 soldats du maintien de la paix ont été tués et 91 ont été blessés.

La région du Sahel endure depuis longtemps la menace d'al-Qaida au Maghreb islamique. Une fois de plus, nous assistons à l'impact déstabilisateur des événements qui se déroulent au Moyen-Orient et qui affectent non seulement cette région, mais constituent également une source d'inspiration pour les groupes terroristes en Afrique qui continuent, avec leur idéologie tortueuse et leurs promesses fallacieuses, à inciter de nombreux jeunes à quitter leur foyer et à rejoindre leurs rangs.

En septembre 2014, un groupe, se désignant sous le nom de Jund al-Khalifa, qui avait fait allégeance à l'organisation autoproclamée État islamique (EI, également connu sous le nom d'État islamique en Irak et en Syrie [EIIS]), a pris en otage et décapité un citoyen français en Algérie. D'autres groupes en Libye et en Tunisie ont également fait allégeance à l'EI. On estime que plus de 4.000 Africains figurent dans les rangs de l'EI. Ces éléments constitueront une grave menace une fois de retour en Afrique et si nous échouons à mettre en place les mécanismes nécessaires pour traiter leurs cas conformément à la loi.

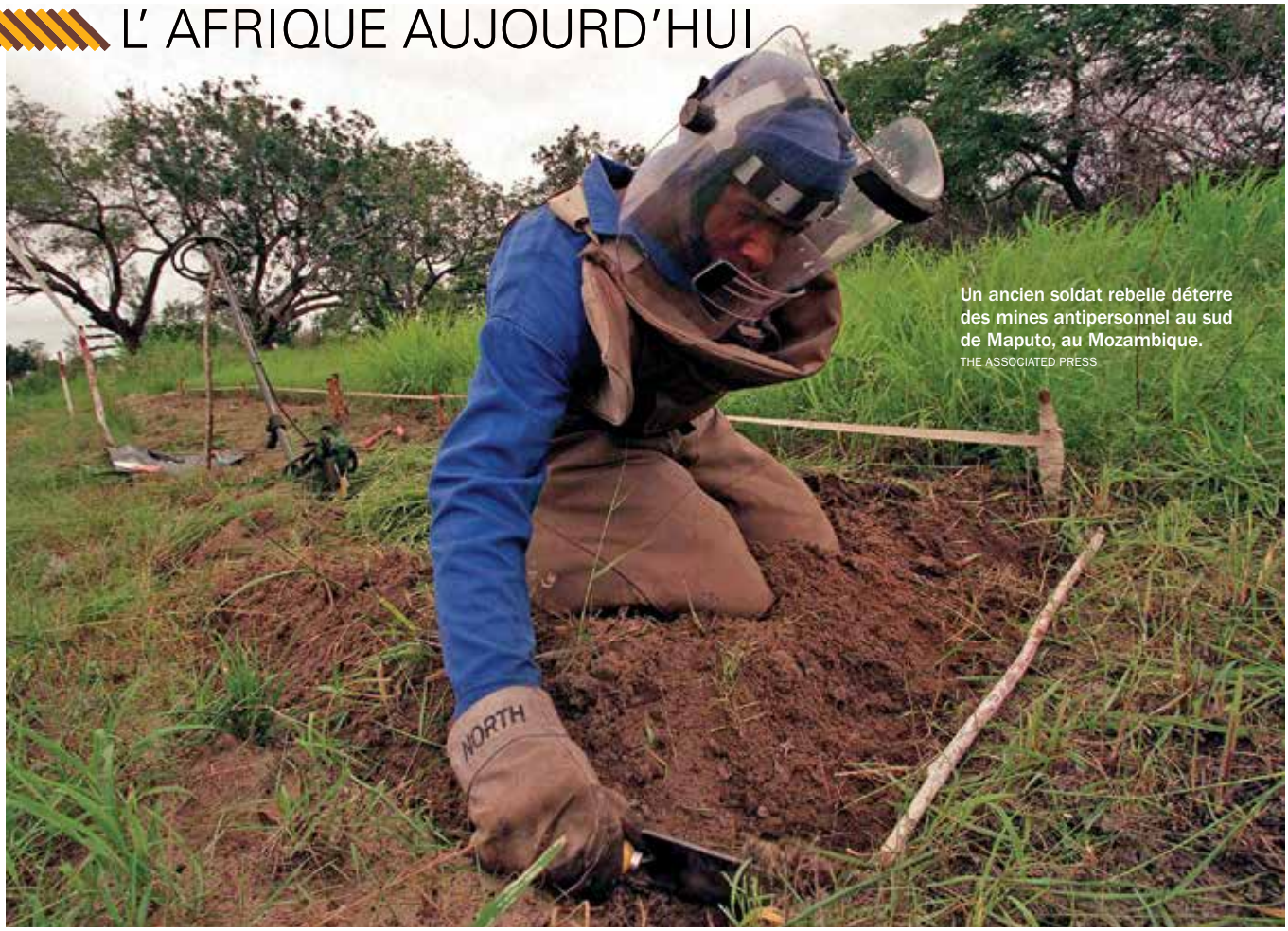
C'est dans ce contexte que le Conseil de paix et de sécurité a organisé son sommet en septembre 2014. Le sommet a mis l'accent sur le fait que le traitement du terrorisme est une affaire multidimensionnelle s'exerçant à plusieurs niveaux, et qui exige des efforts sérieux et continus de la part des États membres, des communautés économiques régionales et de la communauté internationale. À cet égard, le sommet a fait état de son inquiétude quant au fait que, malgré les avancées réalisées dans l'élaboration d'un cadre opérationnel complet dans la lutte contre le terrorisme, il n'en demeure pas moins que les graves lacunes en matière de mise en œuvre constituent une véritable préoccupation, ce qui pourrait entraver la lutte de l'Afrique contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Premièrement, nous devons renforcer la réaction de la justice pénale contre le terrorisme et en faveur de l'état de droit. L'Union africaine et la communauté internationale ont mis en place un certain nombre d'instruments juridiques qui traitent du terrorisme et des crimes qui s'y rattachent. Toutefois, le rythme de la ratification et de la mise en œuvre de ces instruments demeure lent, et nos tribunaux, nos services de police et nos services de renseignement sont insuffisamment équipés et qualifiés pour poursuivre, punir et dissuader les terroristes.

Deuxièmement, si nous ne nous penchons pas sur les conditions ayant conduit à la propagation du terrorisme, nous continuerons d'en traiter les symptômes au lieu de traiter ses causes sous-jacentes. Il se peut que nous ayons des désaccords sur ce qui conduit un jeune homme ou une jeune femme à perpétrer un acte terroriste ou à rejoindre un groupe terroriste. Toutefois, nous pouvons nous attaquer aux conditions qui aliènent notre jeunesse, qui conduisent ces jeunes à perdre leur foi dans les valeurs démocratiques et dans la justice sociale, et qui les enferment dans la pauvreté et la marginalisation.

**La police ougandaise monte la garde devant un centre commercial populaire de Kampala en septembre 2014 après l'arrestation d'extrémistes suspectés d'appartenir à Al-Shebab, accusés d'avoir préparé des attentats à la bombe.** AFP/GETTY IMAGES

Des progrès ont été réalisés, et je vous félicite pour votre engagement envers cet effort de collaboration, mais il reste à cette plateforme à atteindre son plein potentiel. Des améliorations sont encore nécessaires, et il nous faut encore renforcer nos rôles de coordination au niveau national et régional, afin de partager efficacement les informations et de prendre une part plus active dans la mobilisation des autorités nationales pour la mise en œuvre des différents aspects de la lutte contre le terrorisme.




Un ancien soldat rebelle déterre des mines antipersonnel au sud de Maputo, au Mozambique.
THE ASSOCIATED PRESS

# LE MOZAMBIQUE ENTRE AVEC CONFIANCE DANS UNE NOUVELLE ÈRE SANS MINES

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Mozambique, autrefois l'un des pays les plus fortement minés du monde, se déclare libéré de ce fléau mortel.

En 1992, alors qu'il sortait de 16 ans de guerre civile, le Mozambique était considéré – avec l'Angola, l'Afghanistan, la Bosnie-Herzégovine et le Cambodge – comme l'un des cinq pays comportant le plus de terrains minés au monde.

Bientôt, dès le début 2015, le Mozambique sera le premier des cinq pays à être déclaré « sans impact ».

Les champs de mines étaient l'héritage meurtrier du carnage qui a coûté la vie à un million de personnes dans les combats qui opposaient le mouvement de libération Frelimo aux rebelles anticommunistes de la Renamo. Les mines étaient aussi des cicatrices durables de conflits oubliés depuis longtemps, comme la guerre d'indépendance avec le Portugal de 1964 à 1975 et les hostilités le long de la frontière avec la Rhodésie, l'actuel Zimbabwe.

Les experts craignaient que le déminage de milliers d'armes enterrées prenne entre 50 et 100 ans. Au lieu de cela, il aura suffi d'un peu plus de vingt ans.

Cette réussite exceptionnelle est le fruit de la coopération entre le gouvernement de Maputo, des organisations non gouvernementales et des bailleurs de fonds internationaux comme la Grande-Bretagne, la Suède et les États-Unis.

Les spécialistes du déminage ont loué la persévérance et le courage des villageois qui ont tracé des sentiers dans ces champs de mines en y lançant des rochers qui servaient de pierres de gué.

Depuis 1993, les États-Unis sont le plus grand donateur des programmes de déminage humanitaire, avec une dotation de 2,3 milliards de dollars répartie entre 90 pays, soit 30 pour cent du total mondial. De cette somme, 53 millions de dollars ont été alloués au Mozambique.

Le bilan au Mozambique a été lourd. Les chiffres exacts ne sont pas connus, mais l'Institut national de déminage a enregistré 2.145 victimes jusqu'en 2001, sans faire de distinction entre les blessés et les morts. Ces dernières années, le nombre d'accidents annuels a été ramené à un chiffre simple.

Environ 182.000 mines antipersonnel ont été déterrées depuis 1993, parmi lesquelles 150.000 ont été retirées en toute sécurité par le HALO Trust, l'ONG britannique parrainée par la défunte Lady Diana.

Le Mozambique a aussi bénéficié de nouvelles technologies de pointe, comme des détecteurs de métaux perfectionnés, qui ont contribué à accélérer les travaux. L'innovation probablement la plus insolite a été l'utilisation de rats. Les rats, entraînés à détecter le TNT enfoui dans le sol en échange d'une récompense, peuvent parcourir une zone beaucoup plus rapidement que les humains.

*Le Président Namibien*

# POHAMBA LAURÉAT DU PRIX MO IBRAHIM

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président sortant de Namibie a remporté le prix Mo Ibrahim de la bonne gouvernance en Afrique, le prix le plus richement doté du monde, qui n'avait plus trouvé, depuis longtemps, de candidats méritants.

Âgé de 79 ans, Hifikepunye Pohamba n'est que le quatrième lauréat du prix annuel de 5 millions de dollars, lancé en 2007 pour encourager et récompenser la bonne gouvernance à travers le continent. Bien que les élections soient désormais la règle en Afrique, de nombreux dirigeants essayent de faire passer en force des changements constitutionnels pour rester au pouvoir, parfois jusqu'à un âge avancé, tandis que d'autres meurent dans l'exercice de leurs fonctions ou sont contraints de fuir. Hifikepunye Pohamba a été récompensé pour avoir choisi une voie différente.

« Le comité a été séduit par la détermination du président Pohamba à conforter en priorité la cohésion et la réconciliation nationales, au moment où la Namibie abordait une phase décisive pour la consolidation de la démocratie et du développement social et économique », a déclaré Salim Ahmed Salim, président du comité d'attribution du prix Mo Ibrahim et ancien premier ministre de la Tanzanie, en annonçant le lauréat à Nairobi, au Kenya.

Fondé par l'entrepreneur anglo-soudanais des télécommunications et milliardaire Mo Ibrahim, le prix récompense un ancien chef d'État élu démocratiquement, ayant quitté ses fonctions au cours des trois dernières années et ayant fait preuve d'un « leadership exceptionnel », dans le respect des limites du mandat présidentiel prévues par la Constitution.

Les lauréats reçoivent 5 millions de dollars, versés sur 10 ans, et une allocation à vie annuelle de 200.000 dollars, considérée comme un encouragement à une bonne conduite, et représentant suffisamment d'argent pour que les dirigeants s'abstiennent de se livrer à la corruption à grande échelle avant de prendre leur retraite.

M. Salim a aussi loué le « leadership juste et avisé » du président Pohamba et son « humilité » au cours de ses deux mandats. Hifikepunye Pohamba n'a pas contesté les élections nationales en décembre 2014 et a quitté la présidence en mars 2015.

De nature pacifique, le président Pohamba a été salué pour s'être réconcilié avec les opposants, pour avoir imposé l'égalité des genres en politique et augmenté les subventions pour le logement et l'éducation. Le prix n'a été attribué que trois fois, en 2007, 2008 et 2011, par manque de candidats méritants. Les lauréats étaient les ex-présidents du Mozambique, du Botswana et du Cap-Vert.

**Le président namibien sortant Hifikepunye Pohamba, à gauche, en conversation avec le président mozambicain de l'époque, Armando Guebuza, pendant le sommet États-Unis-Afrique, à Washington, en 2014. M. Pohamba est le quatrième lauréat du prix Mo Ibrahim de la bonne gouvernance en Afrique.** AFP/GETTY IMAGES

**Photographie d'un rappeur local exposée au Freedom Park pendant le festival LagosPhoto.** AFP/GETTY IMAGES

# Le festival de la photographie de Lagos tourne le négatif en positif

AGENCE FRANCE-PRESSE

Depuis son lancement il y a cinq ans, LagosPhoto est devenu l'un des plus grands festivals de photographie d'Afrique. L'événement annuel s'attache à montrer la vie sur le continent à travers les yeux des Africains et non uniquement de photographes venus d'ailleurs.

En 2014, les organisateurs se sont tournés vers l'imagination et la fiction pour encourager les artistes à aller au-delà des réalités de la vie quotidienne et des soucis associés aux premières nécessités. « L'objectif est de donner à l'Afrique, au Nigeria, à Lagos – à la ville et à ses habitants – une voix », a expliqué le fondateur du festival Azu Nwagbogu. « Nous voulons que les gens puissent raconter leur histoire ».

Des photos imprimées sur de larges toiles suspendues à des bambous ornaient les sentiers de Freedom Park, un centre culturel et espace vert dans le centre de Lagos. Des clichés similaires étaient exposés dans des galeries d'art, un hôtel et une boutique de mode, dans la capitale économique du Nigeria.

À l'Eko Hotel, dans le quartier de Victoria Island, Mary Sibande a présenté son œuvre, « Long Live the Dead Queen » (Longue vie à la défunte reine), une série de photos représentant Sophie, une femme noire voluptueuse, portant une majestueuse robe victorienne bleue avec un tablier blanc de domestique, dans une série de situations fantastiques avec des accessoires fabuleux.

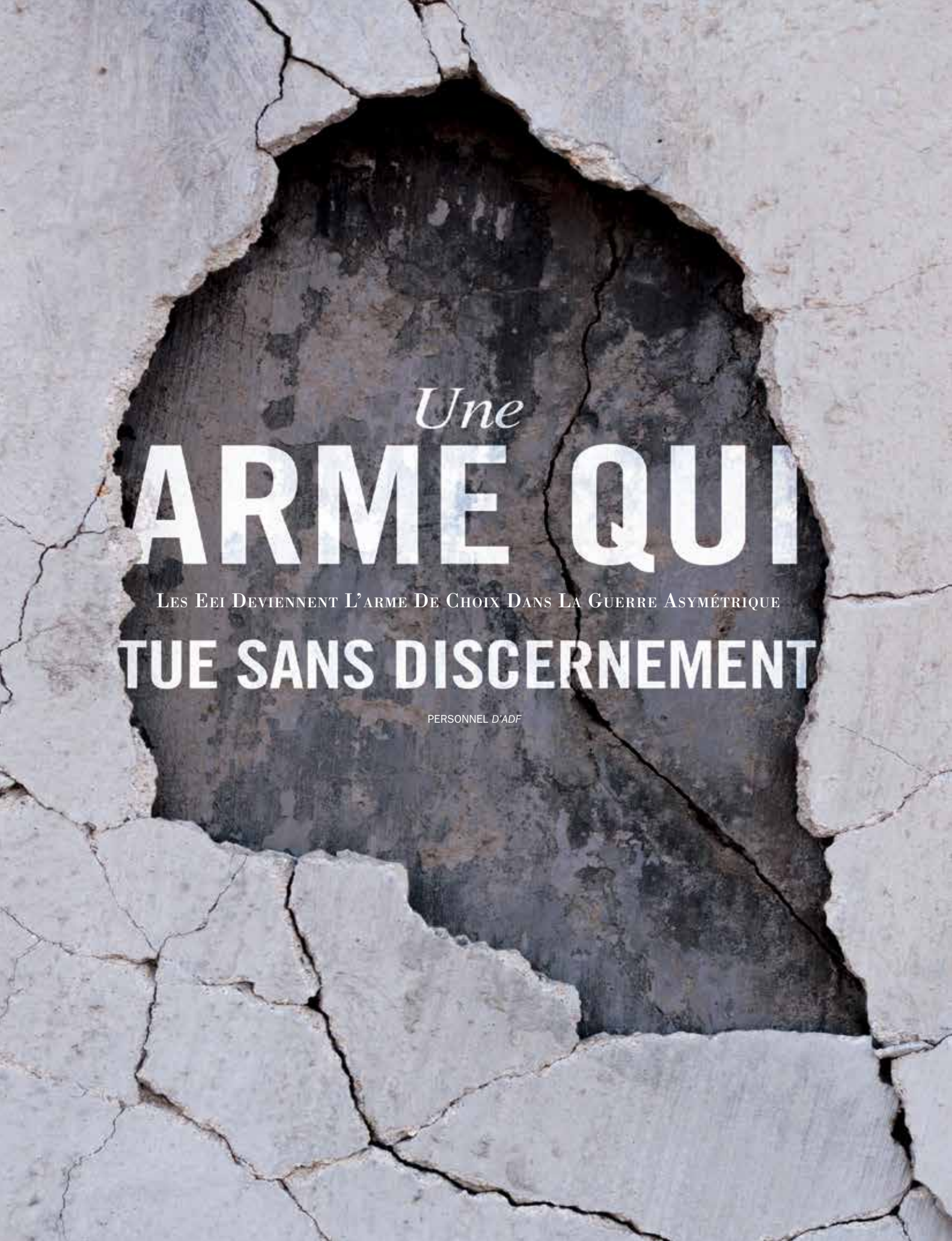
Pour l'artiste sud-africaine, issue d'une famille où toutes les femmes ont été employées de maison pendant trois générations, ces photos sont une façon de s'interroger sur le rôle des femmes dans la société africaine.

Il y avait plusieurs photographes nigérians parmi les 40 artistes qui ont exposé en 2014. Ade Adekola a exploré le mythe de la réincarnation dans la culture yoruba du sud-ouest du pays. Jide Odukoya a représenté la vie des Africains super-riches.

Pour Azu Nwagbogu, qui a créé la Fondation des artistes africains, raconter l'histoire de l'Afrique à travers les yeux des Africains est un moteur essentiel du festival qui a débuté en octobre 2010.

Lors de débats et d'ateliers, les jeunes nigérians ont été encouragés à étudier les contributions et à échanger des impressions avec les photographes pour développer un regard plus critique sur leur propre quotidien.

« L'objectif est de continuer à récupérer la culture visuelle, à raconter nos propres histoires et à encourager plus de gens », a souligné M. Nwagbogu. « La photographie est le média le plus puissant parce que tout le monde peut le faire ; tout le monde peut participer ».



# *Une* ARME QUI TUE SANS DISCERNEMENT

## Les Eei Deviennent L'arme De Choix Dans La Guerre Asymétrique

PERSONNEL *D'ADF*

Le dimanche 28 décembre 2014, une vendeuse de canne à sucre de Potiskum, au Nigeria, a été tuée en marchant sur une bombe qui se trouvait sur le terrain de football d'une école. Elle avait 12 ans.

La bombe avait été placée le dimanche pour être déclenchée le lendemain, lorsque le terrain serait rempli d'enfants. Au lieu de cela, la fillette a marché dessus en début de soirée, alors qu'elle était l'une des rares personnes présentes sur les lieux.

Quelques mois plus tôt, dans l'État de Yobe, au Nigeria, un kamikaze avait lancé son pousse-pousse motorisé dans la foule rassemblée pour regarder un match de football télévisé, la bombe faisant au moins 21 victimes.

Dans les deux cas, les poseurs de bombe étaient des extrémistes de Boko Haram utilisant des engins explosifs improvisés (EEI). Depuis qu'il a attaqué et mis à sac une exploitation minière chinoise, en mai 2014, le groupe détiendrait une quantité non négligeable de produits chimiques explosifs et létaux.

Tel est le monde de la guerre asymétrique où les extrémistes ne respectent aucune règle et où les cibles sont aléatoires. Les extrémistes recherchent la notoriété et sèment la peur par des attaques où ils frappent au hasard, sans discernement. Pour eux, la réussite se mesure au nombre de victimes.

L'utilisation peut-être la plus connue d'EEI en Afrique a eu lieu en 2010, lors de la finale de la Coupe du Monde de football où le groupe extrémiste somalien al-Shebab a fait exploser trois EEI à Kampala, la capitale ougandaise, faisant 74 morts et 70 blessés. Les attentats visaient les fans de football qui regardaient les matches à la télévision. La tête d'un Somalien a été retrouvée sur un site, conduisant les enquêteurs à penser qu'un kamikaze avait déclenché l'explosion.

Boko Haram et al-Shebab ne sont pas les seuls à utiliser des EEI sur le continent. Selon le site d'informations Aswat Masriya, le 6 janvier 2014, un policier a été tué alors qu'il essayait de désamorcer un EEI placé près d'un poste de police à Gizeh, en Égypte. Quelques semaines plus tôt, un EEI avait explosé sur un quai de la gare Ramsès au Caire, faisant trois blessés. Depuis la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi, de tels engins sont devenus courants en Égypte, visant les forces de sécurité et les installations publiques. Selon les autorités, les auteurs de ces attentats sont des extrémistes islamiques.

En 2014, l'utilisation d'EEI au Kenya, en Libye et dans le nord du Mali a régulièrement été rapportée.

« Pour les artificiers qui utilisent des EEI, l'Afrique est devenue leur terrain d'entraînement », a déclaré une porte-parole de l'Organisation conjointe des États-Unis de lutte contre les engins explosifs improvisés (JIEDDO). « Ils peuvent s'entraîner sans être dérangés, agir ouvertement et mettre leurs nouvelles compétences en pratique sur les populations locales,

THE ASSOCIATED PRESS

**Les habitants inspectent le site d'attentats à la bombe perpétrés à la mosquée centrale de Kano, au Nigeria, en novembre 2014. Ces explosions ont fait plus de 100 victimes.**

*Au moins huit pays africains (Djibouti, l'Égypte, le Kenya, la Libye, le Mali, le Nigeria, la Somalie et la Tanzanie) ont fait état d'attentats aux EEI en 2014.*

**Un soldat somalien photographie les restes d'un attentat suicide à la voiture piégée, qui visait un convoi des Nations Unies à Mogadiscio, en décembre 2014. La bombe a tué trois personnes.**

THE ASSOCIATED PRESS

utilisant des EEI contre tous ceux avec lesquels ils sont en conflit ».

Au moins huit pays africains (Djibouti, l'Égypte, le Kenya, la Libye, le Mali, le Nigeria, la Somalie et la Tanzanie) ont fait état d'attentats aux EEI en 2014. Les chercheurs de la JIEDDO ont indiqué qu'entre novembre 2013 et novembre 2014, il y avait eu 835 attentats aux EEI, soit 15 pour cent de moins que l'année précédente. Cependant, le nombre de victimes avait augmenté de 41 pour cent, avec 2.559 tués et 2.010 blessés.

En 2014, il y a eu plus de victimes d'attentats aux EEI au Nigeria que dans tout autre pays africain. Entre novembre 2013 et novembre 2014, le Nigeria a été le théâtre de 124 attentats aux EEI, soit 15 pour cent de tous les attentats en Afrique, mais avec 2.569 victimes et blessés, soit 56 pour cent de tout le continent.

## PIÈGES EXPLOSIFS

Les EEI, aussi connus sous le nom de pièges explosifs et de bombes artisanales, existent depuis longtemps. Bien que leur objectif premier soit de mutiler et de tuer, les EEI ont aussi pour but de créer une atmosphère de prudence et de méfiance. Ils sont très efficaces pour retarder les mouvements de troupes et sont considérés comme les engins de choix pour la guerre psychologique.

Le Nigeria et la Somalie sont des points chauds particuliers pour les EEI. En Somalie, les armes, probablement fabriquées par des membres d'al-Shebab, sont remplies d'explosifs militaires tels que des variantes de cyclotriméthylène et des tétranitrates de pentaérythritol. Ils utilisent généralement des détonateurs électriques commerciaux. Selon le Centre d'analyse des dispositifs explosifs terroristes (TEDAC) du FBI aux États-Unis, les insurgés déclenchent habituellement les bombes artisanales avec des alarmes de motos ou des téléphones portables.

Les alarmes de motos télécommandées par radio sont bon marché, généralement fabriquées en Chine et sont actionnées par de petites télécommandes qui passent inaperçues.

Al-Shebab fabrique habituellement ses EEI avec des roulements à billes. Lorsque les engins sont déclenchés, l'explosion projette les billes comme des balles de fusil. Dernièrement, la saisie de roulements à billes les a forcés à passer à d'autres matériaux de fragmentation, comme des petits morceaux d'acier ou des barres de renforcement du béton, connues sous le nom de barres d'armature.

THE ASSOCIATED PRESS

**Des sauveteurs évacuent un corps de la scène d'un attentat à la voiture piégée à Mogadiscio, en Somalie, en octobre 2014. La bombe a explosé au passage d'enfants, faisant au moins cinq morts et plusieurs blessés.**

U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE

U.S. DEPARTMENT OF DEFENSE

**Moto piégée pour servir d'engin explosif improvisé. Le réservoir d'essence était rempli de nitrate d'ammonium.**

Al-Shebab a commencé à utiliser des EEI antichar mi-2011. Ils ont fait leurs preuves contre des véhicules blindés légers en raison de la puissance des engins et du manque de contre-mesures. Depuis, on trouve aussi des EEI d'al-Shebab en Ouganda et au Kenya.

Le spécialiste militaire des engins explosifs, John Myrick, a déclaré à l'Associated Press que les bombes et les attentats plus efficaces en Somalie « indiquent une augmentation du soutien logistique de la part de certains des groupes les plus sophistiqués sur le continent, ainsi qu'une intensification de l'entraînement ».

Des enquêteurs ont observé que, comparés aux EEI trouvés dans d'autres parties du monde, les EEI d'al-Shebab sont de qualité et de construction relativement médiocres. Au lieu de la méthode classique de déclenchement sans fil des EEI, certains engins sont commandés par fil, ce qui est plus risqué. Une équipe de soldats des Forces de défense du peuple ougandais a repéré trois hommes le long d'une route se trouvant en position d'opérateur et de guetteur pour déclencher un EEI. Ils ont trouvé l'EEI enterré dans la route, avec 160 mètres de fil menant à la position de l'opérateur.

Les engins sont généralement mis à feu par une plaque de pression souvent montée sur un ressort de sorte que le poids d'un soldat ou d'un véhicule passant comprimera le ressort, fermant un circuit et déclenchant le dispositif.

Les EEI retrouvés en Afrique ont été équipés d'une variété de détonateurs rudimentaires comprenant des plaques de pression équipées de feuilles de métal, séparées par des bouts de papier, des plaques de pression utilisant des lames de scie et des bombes déclenchées par des interrupteurs de récupération, comme ceux utilisés pour allumer et éteindre la lumière dans les maisons.

## TECHNIQUES SOPHISTIQUÉES

Même dans les cas où les extrémistes utilisent des bombes artisanales, leurs tactiques, affinées par l'expérience, deviennent plus sophistiquées. En

# PRÉCAUTIONS À PRENDRE AVEC LES EEI

PERSONNEL *D'ADF*

Un démineur s'est approché d'un sac en plastique suspect dans la ville nigériane de Kaduna. Sans aucun vêtement de protection, il a regardé dans le sac qui a alors explosé et l'a tué. L'Autorité de télévision nigériane, un service public, a filmé l'incident.

Selon les experts, sa mort, le 14 février 2012, aurait pu être évitée par un meilleur entraînement.

Depuis des années, les soldats étudient les EEI et les moyens d'y survivre. Certaines précautions ont résisté à l'épreuve du temps.

~ Tous les soldats en poste dans des zones à haut risque doivent être formés à la reconnaissance des différents types d'EEI et à leur détection. Par exemple, pendant la guerre du Vietnam, les combattants du Viêt-cong avaient remarqué que les soldats américains avaient l'habitude de shooter dans des canettes de boisson vides. Les Viêt-cong ont alors placé des EEI dans des canettes qui explosaient quand les Américains shootaient dedans.

~ Tous les soldats devraient avoir une formation de secouriste. Ils doivent savoir comment sont causées les blessures par l'onde de choc du blast primaire, les multiples types de blessures causées par le blast secondaire et les blessures résultant de la projection par la déflagration. La formation au traitement des états de choc est particulièrement importante.

~ Les soldats se trouvant dans des zones à risque doivent porter des gilets de protection et des casques en permanence.

~ Le plancher des véhicules utilisés dans les zones à haut risque doit être protégé par des sacs de sable fin. Tout matériau autre que du sable fin se transforme en missile en cas d'explosion.

~ Lorsque la situation le permet, les passagers d'un véhicule blindé doivent voyager au-dessus et non à l'intérieur du véhicule. Les lucarnes des véhicules blindés doivent être entre-ouvertes avec la tige de verrouillage en place, pour permettre la dispersion de la secousse causée par l'explosion d'un EEI.

~ Tout incident impliquant un EEI doit être signalé immédiatement. Le signalement doit aller au-delà des canaux de renseignement classiques ; l'unité militaire doit disposer d'une unité de coordination et d'information sur les EEI/mines antipersonnel.

~ Les soldats d'infanterie doivent se méfier de toute chose semblant trop simple, ou trop intéressante. Les choses pouvant être considérées comme des souvenirs de guerre ou des objets de valeur sont souvent piégées. Les soldats doivent être entraînés à faire preuve de prudence. Il en va de même lorsqu'il y a une seule porte ouverte dans un bâtiment qui a été sécurisé. S'il est nécessaire d'occuper un bâtiment vide, on doit partir du principe qu'il a été piégé aux EEI.

~ Le passage quelque peu dégagé dans une rue ou un champ difficilement praticable est un endroit évident où poser un EEI.

~ D'autres indices de la présence d'EEI comprennent des empreintes de pas qui s'arrêtent abruptement, de la terre ou du sable remués, des boîtes isolées le long d'une piste. Des véhicules et du matériel militaire abandonné et des détritus comprenant des câbles, des cordes et des morceaux d'acier.

~ Le contrôle des piétons et des chauffeurs reste un élément primordial de la prévention de l'utilisation des EEI. En novembre 2014, des agents de sécurité étaient en train de fouiller les sacs de piétons à l'entrée d'une zone souvent ciblée, à Gombe, au Nigeria, lorsqu'un homme a essayé de forcer le barrage. Des passants ont maîtrisé l'individu qui portait sur lui des EEI. La presse nigériane a rapporté que l'homme avait été brûlé vif par la foule sur place.

**Un soldat somalien passe près d'un bâtiment détruit par un attentat suicide à la voiture piégée qui visait un convoi des Nations Unies à Mogadiscio, en décembre 2014.**

THE ASSOCIATED PRESS

mars 2013, une unité de déminage a trouvé des EEI reliés à des alarmes de motos, dans la ville côtière de Merca, en Somalie. L'unité a rapporté qu'un engin avait été enterré plus profondément, probablement pour déjouer la détection par des chiens renifleurs. Il contenait aussi deux charges explosives principales au lieu d'une, ce qui est inhabituel. L'unité a aussi observé qu'un deuxième engin avait servi d'appât, placé de telle manière que le véhicule de déminage aurait été garé directement au-dessus de la véritable bombe, alors qu'il s'occupait de l'appât.

Si les EEI fabriqués en Somalie sont rudimentaires, ils n'en sont pas moins efficaces. En 2013 et 2014, les cibles visées par les EEI d'al-Shebab comprenaient les employés et les installations des Nations Unies et l'aéroport international d'Aden Adde. Entre le 1er octobre 2013 et le 1er octobre 2014, la Somalie a connu 432 attentats aux EEI, faisant 1.251 victimes.

Les EEI somaliens contiennent habituellement des explosifs provenant d'obus d'artillerie ou de mines. Toutefois, les enquêteurs du TEDAC ont trouvé des explosifs de fabrication artisanale dans certains engins ainsi que des mélanges d'explosifs militaires et commerciaux.

Un EEI peut être n'importe quoi, tant qu'il contient un matériau pouvant causer des blessures, et quelque chose pour le faire exploser. Les variations sont infinies, allant d'engins fabriqués à partir d'armes à des explosifs « faits maison ».

La charge principale est souvent fabriquée à partir de munitions militaires, y compris les explosifs au plastic C-4 et PE4, mais d'autres matériaux peuvent être adaptés, comme l'explosif civil TNT. Un explosif peut être fabriqué à partir de nitrate d'ammonium, que l'on trouve dans l'engrais ordinaire. On peut aussi utiliser des réactifs chimiques et inflammables comme l'essence.

## TROIS TYPES D'EEI

Les experts classent généralement les EEI en trois groupes :

**Les EEI à enveloppe** comprennent les bombes et engins artisanaux fabriqués à partir d'armes et d'explosifs existants. Ils sont généralement jetés vers leurs cibles ou cachés le long de routes ou dans des bâtiments. Les constructeurs de ces EEI à enveloppe sont très ingénieux pour les dissimuler, leur donnant l'aspect de matériau de construction ou de blocs de ciment. L'enveloppe de la bombe peut être pratiquement n'importe quoi, d'une canette de soda à une carcasse d'animal.

**Les EEI montés sur véhicule** ou

Cette fillette nigériane de 13 ans a été donnée à Boko Haram par son père. Le groupe extrémiste lui a attaché des explosifs sur le corps pour s'en servir comme kamikaze. Lorsqu'elle a refusé de déclencher la bombe, les autorités ont pu la sauver.

THE ASSOCIATED PRESS

EEIMV utilisent un véhicule comme enveloppe ou contenant pour faire parvenir l'explosif à la cible. Les véhicules peuvent aller de gros camions à des charrettes à ânes. Plus le véhicule est grand, plus il peut transporter d'explosifs. En 2011, une camionnette remplie d'explosifs a été conduite près de l'immeuble des Nations Unies d'Abuja, au Nigeria, où elle a été mise à feu, tuant 23 personnes et en blessant 76. Il s'agirait du premier EEIMV au Nigeria.

Les **EEI d'attentats suicides** sont conçus pour avoir un impact hautement explosif ou fragmentaire. Bien qu'en général, la personne portant la bombe saute avec elle, l'objectif est de tuer le plus de soldats et de civils possible. La personne qui porte la bombe la met à feu en utilisant un commutateur ou un bouton manuel. Lorsqu'un kamikaze est découvert, la seule option est généralement la force létale. Lors d'une tentative d'immobilisation d'un kamikaze, les soldats doivent tirer depuis une position protégée ou située le plus loin possible.

Al-Shebab utilise des ceintures explosives depuis des années. Le TEDAC rapporte que les ceintures se reconnaissent à une certaine signature comme un type de nœud particulier pour relier les fils ou des connecteurs mâles-femelles à neuf broches, comme ceux utilisés dans les autoradios ou encore des interrupteurs en plastique blanc.

Quel que soit le type d'EEI, ils ont tous en commun un bouton/détonateur, une charge d'amorçage, une charge explosive, une source d'alimentation pour le détonateur et un conteneur.

Il existe essentiellement deux types de détonateurs : électriques et manuels. Les dispositifs de mise à feu électriques peuvent varier à l'infini, mais ils ont toujours besoin d'une source d'alimentation, en général une pile. Si la pile ne fonctionne pas, l'EEI ne peut pas être activé.

Les détonateurs manuels sont plus simples et moins variés. Ils nécessitent une pression, le relâchement de la pression, un système de dégoupillage ou d'actionnement par fil piège.

## TECHNIQUES À RECONNAÎTRE

Le terme « improvisé » montre à quel point les engins peuvent être variés. GlobalSecurity.org indique qu'il y a un certain nombre de techniques pratiquées qu'il faut savoir reconnaître :

**Le montage en série** consiste à relier un engin explosif à d'autres, généralement avec un cordeau détonant. Lorsqu'un engin explosif détone, il fait détoner les charges reliées. Cette technique a pour but de mettre hors d'état les équipements de déminage.

Le **roulement** est autant une tactique qu'une technique. Un véhicule roule en toute sécurité sur un engin explosif initial, mais déclenche un deuxième explosif, directement au-dessous du véhicule ou de celui qui le suit. Ce deuxième engin déclenchera alors le premier. Lorsque cette tactique est utilisée avec des mines à fragmentation directionnelle, les dégâts peuvent être immenses.

**Le renforcement** consiste à enterrer des mines, souvent récupérées, les unes sur les autres. Seules les mines du fond, celles enterrées le plus profond, sont mises à feu. Les tas de mines sont difficiles à détecter et, lorsqu'ils sont mis à feu, ils intensifient la force de l'explosion.

**Le câblage en marguerite** consiste à relier entre elles des petites mines antipersonnel et à les équiper de fil piège ou de cordeau détonant. Lorsque l'une des mines est activée, elle déclenche les autres, créant ainsi une vaste zone mortelle.

Les mines antichars sont conçues pour se déclencher sous le poids des tanks, et non des soldats. **La sensibilisation** des mines antichars non métalliques consiste à pratiquer une ouverture dans la plaque de pression qui déclenche l'engin et à retirer le ressort, réduisant considérablement la pression nécessaire pour mettre à feu un engin suffisamment

# VICTIMES D'EEI EN AFRIQUE

L'Organisation conjointe des États-Unis de lutte contre les engins explosifs improvisés recense les incidents impliquant des EEI à travers le monde. Ceux-ci concernent l'Afrique au cours des dernières années. Les chiffres couvrent des périodes de 12 mois se terminant en novembre, et non des années civiles.

| Année | Nombre d'incidents | Morts | Blessés |
|---|---|---|---|
| 2012 | 865 | 1.223 | 2.120 |
| 2013 | 978 | 1.189 | 1.642 |
| 2014 | 835 | 2.559 | 2.010 |

**POINTS CHAUDS DES** EEI SUR LE CONTINENT

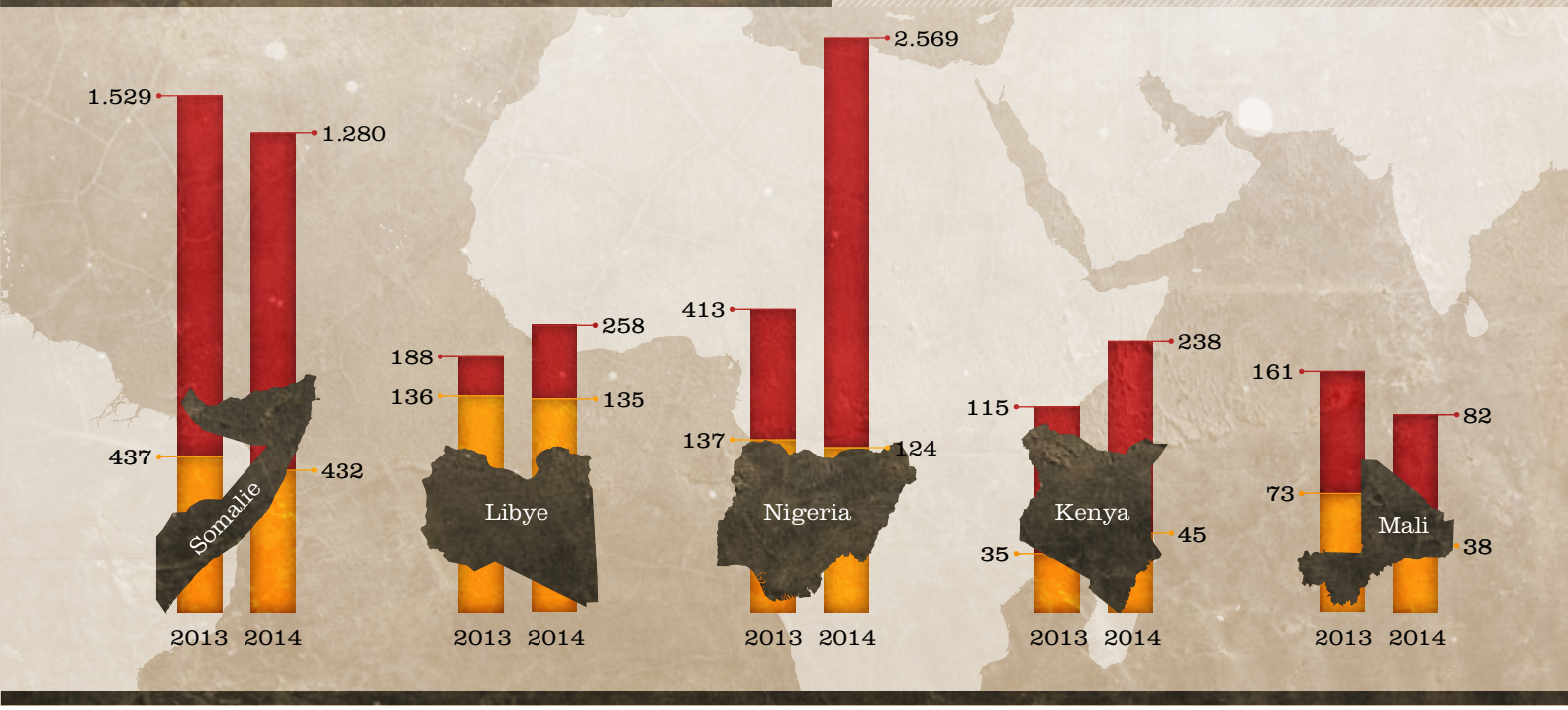



ILLUSTRATION *ADF*

puissant pour détruire un tank. On obtient le même effet en retirant complètement la plaque de pression des mines antichars métalliques. On peut aussi utiliser une petite mine antipersonnel pour déclencher une mine antichar plus puissante.

## DES GRENADES À MAIN COMME EEI

Cela fait plusieurs décennies que les extrémistes convertissent des grenades en EEI. Normalement, les grenades sont jetées dans des bâtiments ou depuis des ponts. Mais lorsqu'elles servent à fabriquer des pièges, les soldats doivent prendre des précautions spéciales.

**La grenade dans une boîte de conserve** a été l'une des premières adaptations en tant qu'EEI. La goupille de sécurité de la grenade est enlevée, la cuillère compressée et la grenade placée dans une boîte de conserve ou un autre conteneur. Un cordon ou un fil piège est déroulé à travers un chemin ou attaché à une poignée de porte, par exemple. Lorsque l'on tire sur le cordon, la cuillère est relâchée, mettant à feu la grenade.

**La grenade dans un bocal en verre** consiste simplement à dégoupiller la grenade et à la mettre dans un bocal en verre maintenant la cuillère en place. La grenade n'explosera que lorsque le verre se cassera, la rendant idéale pour être lancée depuis des hauteurs ou placée sur un chemin emprunté par des véhicules.

**La grenade à élastique** est activée par le feu. La grenade est dégoupillée et la cuillère est maintenue en place par une épaisse bande de caoutchouc. L'engin est placé dans un endroit qui devrait être incendié par l'ennemi ou là où le poseur de bombe peut déclencher l'incendie. Une fois l'élastique fondu, la grenade explose. ❑

# Une QUÊTE MORTELLE

Un policier participe à un exercice sur le terrain dans le domaine chimique, biologique, radiologique et nucléaire à Hong Kong. REUTERS

**DES GROUPES EXTRÉMISTES RECHERCHENT DES ARMES NRBC, MAIS QUELLE EST LA PROBABILITÉ D'UNE ATTAQUE ?**

**ALEXANDER DETERT**/ANCIEN ÉLÈVE DU CENTRE EUROPÉEN GEORGE C. MARSHALL POUR LES ÉTUDES DE SÉCURITÉ

L'instabilité qui a suivi le printemps arabe et une nouvelle fournée d'organisations terroristes agressives, y compris l'État islamique en Irak et en Syrie (EI), ont incité certains à annoncer que nous entrons dans une nouvelle ère de l'extrémisme. Cela signifie qu'il est nécessaire de considérer les vieilles menaces sous des angles nouveaux, tels que le recours à des armes nucléaires, radiologiques biologiques et chimiques (NRBC) par des organisations terroristes.

L'extrémisme a-t-il tellement changé que les groupes terroristes contemporains se mettent à rechercher des armes NRBC ? Des groupes, auparavant récalcitrants, pourraient surmonter ce que le spécialiste de la lutte contre le terrorisme, Adam Dolnik, appelle des « contraintes de motivation » pour utiliser des armes NRBC, en raison de l'attrait de l'attention des médias et du désir de l'emporter dans la concurrence avec d'autres organisations terroristes. Ils pourraient également tirer profit des changements dans la disponibilité des armes NRBC, dans le type de vecteurs et dans le degré de complexité. Pour examiner la menace, il est important de considérer les trois principaux aspects d'une attaque terroriste définis par l'expert en terrorisme James Forest comme l'intention, la capacité et l'opportunité.

## FACTEURS DE MOTIVATION TERRORISTE

### L'attention des médias

Les terroristes font usage de la violence comme forme de communication pour influencer leur public. Par conséquent, l'attention des médias est un objectif central de nombreuses organisations terroristes. Les médias sont plus attirés par des attentats terroristes faisant de nombreuses victimes, comme les détournements d'avion et les attaques contre des cibles associées à des pays occidentaux. Inversement, les attaques dans des pays comme l'Irak et l'Afghanistan sont perçues comme normales et reçoivent moins d'attention des médias internationaux et d'intérêt de la part du public.

Pour maintenir ou retrouver l'attention des médias, les terroristes « doivent rehausser la barre de l'assaut spectaculaire », explique Robert Kupperman, de l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement. Cela contribue à expliquer la tendance des terroristes à se concentrer sur la maximisation du nombre de victimes en agissant sans discernement contre des cibles civiles et en augmentant le recours aux attentats suicides. Par rapport aux tactiques terroristes classiques, les attaques avec des armes NRBC pourraient donner l'impulsion nécessaire pour attirer l'attention des médias. Les armes de destruction massive (ADM) ont été appelées « armes de perturbation massive » en raison de leur large impact sur la société.

L'utilisation d'ADM par des terroristes est la plus haute menace pour la sécurité de l'Occident et sa plus grande peur. Par conséquent, il peut être suffisant pour les organisations terroristes de menacer tout simplement d'utiliser de telles armes. Par exemple, le 24 décembre 1998, Oussama ben Laden a déclaré dans une interview avec le magazine *Time* qu'« acquérir des armes (ADM) pour la défense des musulmans est un devoir religieux », une déclaration qui a attiré l'attention des groupes de médias internationaux et des gouvernements occidentaux.

On pourrait faire valoir que l'utilisation des armes NRBC pourrait discréditer un groupe terroriste, surtout quand les gens s'identifient aux victimes. Mais les groupes extrémistes sont convaincus que l'immense couverture médiatique et le large public touché en valent le risque. Une attaque faciliterait la propagation de la peur et augmenterait nettement l'intérêt des clients, permettant aux auteurs de diffuser leur message sur une échelle sans précédent.

Une équipe d'experts libyens et d'ingénieurs militaires déchargent du carburant de missiles SA-2 périmés, sous la supervision des Nations unies à Tripoli. L'équipe élimine les produits chimiques toxiques contenus dans les missiles antiaériens. REUTERS

Un désir de se démarquer au milieu de la circulation régulière de rapports sur le terrorisme est un puissant facteur de motivation potentiel pour des organisations extrémistes contemporaines d'utiliser des armes NRBC.

### La concurrence entre les organisations extrémistes

Lorsqu'al-Qaida a déclaré, le 2 février 2014, qu'il n'avait aucun lien avec l'EI, ce fut un signe que la lutte pour la première place dans le monde, parmi les organisations extrémistes, avait atteint un nouveau niveau d'intensité. La peur d'al-Qaida de perdre son influence mondiale et sa crédibilité parmi ses adeptes extrémistes et les groupes affiliés, comme al-Qaida dans la péninsule arabique et al-Qaida au Maghreb islamique, proches de l'EI, pourrait être considérée comme un facteur de motivation potentiel pour organiser une autre attaque terroriste spectaculaire. Al-Qaida pourrait utiliser la publicité dont le groupe ferait l'objet pour démontrer ses capacités à un public mondial et récupérer sa position de leader parmi les organisations extrémistes. Pour atteindre l'impact psychologique nécessaire et nuire au plus grand nombre de victimes, al-Qaida est maintenant plus susceptible de tenter une attaque aux armes NRBC que par le passé. Cela permettrait d'évaluer la faisabilité des armes NRBC dans ce contexte. La plupart des analystes conviennent qu'un tel événement porterait probablement la signature d'al-Qaida avec des attentats suicides simultanés et bien coordonnés sur plusieurs cibles associées à l'Occident.

## POTENTIEL DE TERREUR DES ARMES NRCB

### Acquisition d'armes chimiques

L'acquisition d'armes chimiques de qualité militaire, prêtes à l'emploi, dans une quantité permettant une attaque terroriste efficace, ainsi que des vecteurs nécessaires, ne serait possible pour les acteurs non étatiques que dans trois circonstances : (1) par le biais de canaux de criminalité transnationale organisée (CTCO) ; (2) par l'intermédiaire d'un État voyou en possession d'armes chimiques, comme cela pourrait se produire avec le Hezbollah et le régime syrien d'Assad ; ou (3) en s'emparant par la force d'armes provenant des stocks appartenant à l'État, comme cela s'est déjà produit lors de l'insurrection syrienne ou lors de la saisie par l'EI du complexe d'armes chimiques irakien désaffecté de Muthanna.

Le développement et la fabrication d'armes chimiques, d'une qualité et en quantité suffisante, serait probablement trop complexe et coûteux pour la plupart des organisations terroristes, comme l'a démontré Aum Shinrikyo, le groupe ayant libéré du sarin, un agent neurotoxique, dans une rame de métro de Tokyo en 1995, tuant 12 personnes et en contaminant environ 6.000. Il est plus facile d'acquérir des substances chimiques toxiques à double usage, destinées aux applications industrielles ou agricoles, que des armes chimiques de qualité militaire.

### Utilisation des armes chimiques

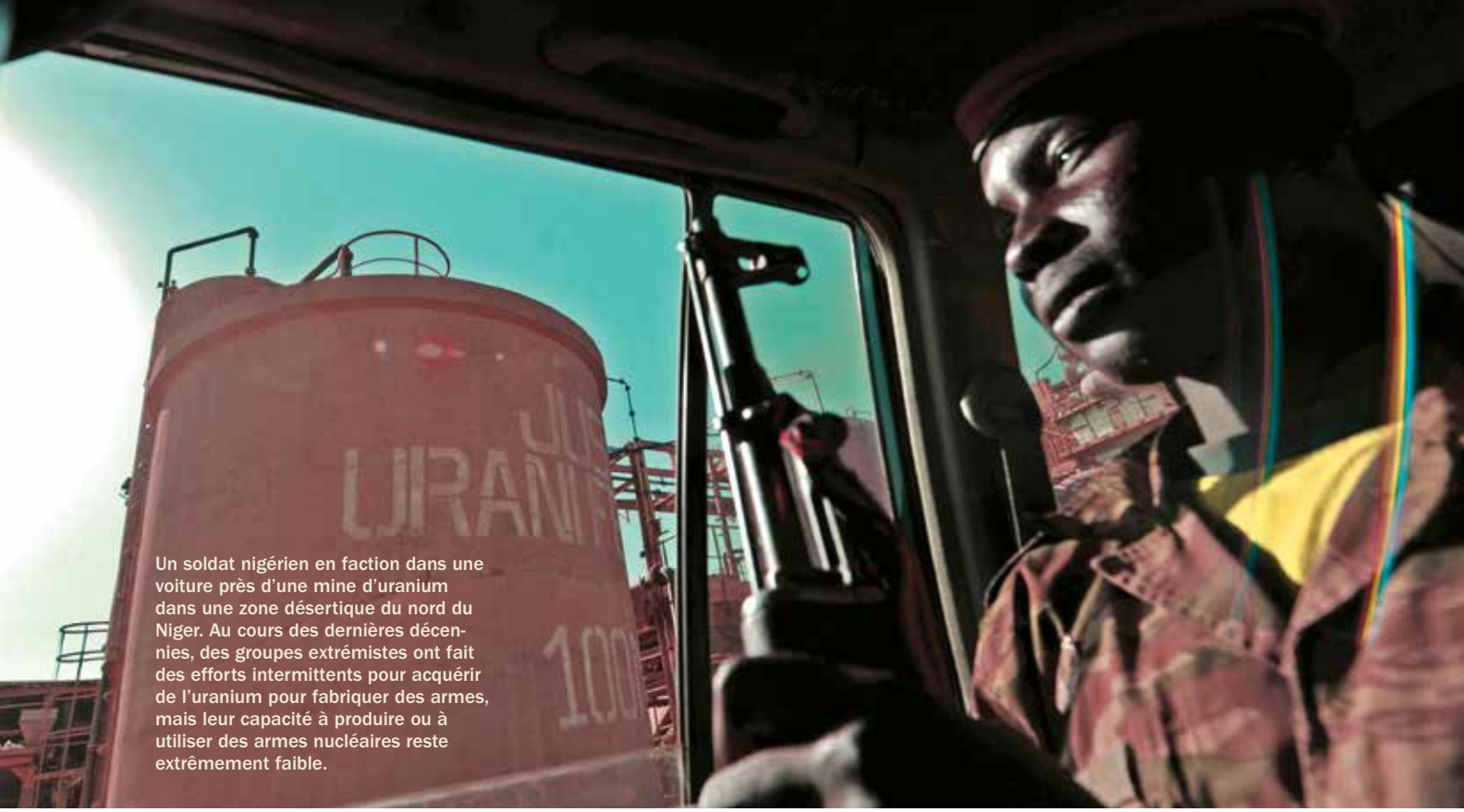
La méthode la plus simple d'utilisation d'armes chimiques est de libérer des agents chimiques dans la zone cible, comme cela a été fait lors de l'attaque de 1990 par les Tigres de libération de l'Eelam tamoul sur une base militaire sri-lankaise de Kiran. Les extrémistes pourraient également utiliser le système de chauffage, de ventilation et de climatisation de la structure pour disperser le produit chimique.

Des armes chimiques improvisées, fabriquées à partir d'explosifs conventionnels et de produits chimiques à double usage, comme les produits chimiques ou pesticides industriels toxiques, sont le type d'armes NRBC le plus probable pour le terrorisme. Le faible degré de complexité et la large disponibilité des composants nécessaires rendent ce genre d'arme chimique attrayant pour les extrémistes ayant des contraintes budgétaires.

Les complots d'al-Qaida, en 2004, qui visaient à utiliser des armes chimiques contre des bâtiments officiels à Amman, en Jordanie, et dans le métro de New York en 2003, impliquant des produits chimiques à double usage, montrent que les organisations terroristes ont déjà exploré ces méthodes. Un autre scénario possible du terrorisme avec des armes NRBC serait le rejet de substances toxiques par le biais d'une attaque ou du sabotage d'une installation industrielle contenant des produits chimiques toxiques, située à proximité de la zone cible. Une attaque terroriste de ce genre pourrait avoir le même impact que la fuite de gaz industriel, en 1984, à Bhopal, en Inde, qui a fait des milliers de morts et un demi-million de blessés.

### Acquisition d'armes biologiques

Les agents pathogènes nécessaires à la construction d'une arme biologique pourraient être récoltés dans la nature, acquis à travers des réseaux de CTCO ou volés dans des installations de recherche médicale. Bien que les organisations terroristes pourraient produire des agents pathogènes elles-mêmes, le processus impliquerait des installations de production high-tech, capables de produire des quantités adéquates et des moyens appropriés pour le stockage, le transport et le déploiement de




Un soldat nigérien en faction dans une voiture près d'une mine d'uranium dans une zone désertique du nord du Niger. Au cours des dernières décennies, des groupes extrémistes ont fait des efforts intermittents pour acquérir de l'uranium pour fabriquer des armes, mais leur capacité à produire ou à utiliser des armes nucléaires reste extrêmement faible.

AFP/GETTY IMAGES

l'agent spécifique. Aum Shinrikyo, par exemple, a été incapable de développer et d'utiliser des armes biologiques avec succès, malgré des investissements massifs, et a décidé d'utiliser des armes chimiques à la place.

## Utilisation des armes biologiques

Les agents pathogènes biologiques peuvent être dispersés à travers un système de ventilation ou d'approvisionnement en nourriture ou en eau, ou dans le courrier, ou peuvent être placés dans un engin explosif improvisé (EEI). Selon les recherches de James Forest, le problème avec la méthode impliquant un EEI est que jusqu'à 50 pour cent de l'agent pathogène est détruit par dispersion lors de l'explosion.

Selon une étude menée par Edward Hoffer, il y a moins de risque que des armes biologiques soient utilisées dans le terrorisme contemporain en raison de la complexité inhérente à l'acquisition, au stockage, au transport et aux vecteurs. En outre, une fois les problèmes d'identification de l'agent spécifique surmontés, son effet sur des cibles humaines peut généralement être atténué médicalement.

Selon James Forest, le degré élevé de complexité liée au développement et à la production de vecteurs, en comparaison avec d'autres types d'armes NRBC, et le manque d'impact immédiat sur la population cible, en raison du temps d'incubation d'agents pathogènes spécifiques, font des armes biologiques un mauvais choix pour un groupe terroriste contemporain.

## Acquisition d'armes radiologiques

Plusieurs éléments hautement radioactifs appropriés pour la construction de dispositifs de dispersion radiologique (DDR) ou de dispositifs émettant des radiations (DER) sont largement disponibles en raison de leur utilisation dans la médecine et l'industrie. Les terroristes peuvent acquérir ces matériaux à travers des réseaux criminels ou en les volant dans des installations médicales ou industrielles non sécurisées.

Bien que la construction d'un dispositif radiologique soit un processus mécanique assez simple, le personnel risque d'être exposé pendant la manipulation des substances radioactives, lors de l'acquisition des matériaux, de la construction du dispositif, de son stockage, de son transport et de son déploiement.

## Utilisation des armes radiologiques

Les DER peuvent être construits sous n'importe quelle forme actuellement utilisée pour les EEI classiques. Les substances radiologiques renforceraient les effets secondaires de l'EEI, comme la contamination de la zone cible et l'empoisonnement des victimes et des premiers intervenants par les radiations.

Malgré l'augmentation des mesures de sécurité et des mécanismes intégrés de sécurité contre les attaques directes et indirectes au sein des centrales nucléaires à travers le monde, une attaque terroriste contre une telle installation pour la transformer en un énorme DDR ne doit pas être exclue.

Les DDR contenant une substance radioactive sont placés là où les radiations affecteront le plus de gens possible, comme une station de métro ou un aéroport, un stade couvert, une église, une instance des pouvoirs publics ou un immeuble de bureaux. L'incident du parc Izmaïlovski à Moscou, en 1995, qui reste la seule tentative

connue d'utilisation d'armes radiologiques, démontre le potentiel d'un DER. Les armes radiologiques causeront très probablement une peur généralisée et sèmeront la panique, surtout lorsque la population cible prendra conscience de la contamination. « Les effets psychologiques seraient les plus dévastateurs, principalement en raison de l'association automatique du mot "radioactif" au mot "nucléaire" dans l'esprit de la majorité de la population mondiale», a écrit Adam Dolnik, en 2008, lorsqu'il était directeur des programmes de recherche du Centre de prévention de la criminalité transnationale en Australie. « En réalité, cependant, les gens seraient plus susceptibles de mourir dans les bousculades et les accidents de voiture résultant de la panique de la population désireuse de quitter immédiatement la zone affectée, qu'à cause des effets directs des radiations ».

En raison de l'impact psychologique élevé sur la population cible, l'utilisation d'une arme radiologique lors d'une attaque terroriste est possible. Ce type d'arme NRBC pourrait être utilisé pour une attaque terroriste à fort impact, sur une grande échelle, par une organisation extrémiste bien financée.

## Acquisition d'armes nucléaires

Après l'éclatement de l'Union soviétique, il était à craindre que des terroristes puissent se procurer des armes nucléaires ou des matériaux de qualité militaire dans l'une des anciennes républiques soviétiques.

Selon Rolf Mowatt-Larssen, ancien directeur du renseignement et du contre-espionnage du ministère américain de l'Énergie, al-Qaida a fait plusieurs tentatives d'acquisition de matériaux et de connaissances liés aux armes, auprès d'éléments dans les anciennes républiques soviétiques, au Pakistan et en Afrique.

Outre le risque de prolifération nucléaire posé par les arsenaux du Pakistan et de l'Inde et les programmes d'armement de la Corée du Nord et de l'Iran, les réseaux de CTCO demeurent les sources les plus probables d'armes nucléaires, de composants et de matériaux radioactifs.

L'Umma Tameer-e-Nau, mené par Bashiruddin Mahmood, et le réseau d'Abdul Qader Khan, sont deux exemples de réseaux de CTCO qui étaient actifs dans ce domaine avant leur neutralisation.

## Utilisation des armes nucléaires

Les États-Unis et d'autres pays considèrent un groupe terroriste équipé d'armes nucléaires comme le pire des cas. Al-Qaida a manifestement aussi reconnu ce potentiel, car on sait qu'il a exécuté un programme d'arme nucléaire avec Abdel Aziz al Masri, à partir de 1999, même s'il n'a pas poursuivi dans cette voie récemment, a écrit Rolf Mowatt-Larssen.

L'utilisation des armes nucléaires comme arme terroriste est très peu probable. Il est généralement admis que les acteurs non étatiques n'ont pas les moyens d'acquérir du matériel de qualité militaire dans les quantités requises, de fabriquer des pièces d'armes dans l'isolement, de construire un dispositif fonctionnel avec ces pièces et de stocker convenablement le dispositif pour le garder opérationnel.

Les organisations extrémistes ont l'intention d'acquérir des armes NRBC de tous types, dans une certaine mesure. La capacité d'une organisation à acquérir ou à construire des armes NRBC dépend du groupe et du type d'arme. Les capacités d'un groupe connu, bien financé, et expérimenté comme al-Qaida d'obtenir des armes NRBC, sont plus élevées que celles de groupes moins bien établis en Afrique ou dans des régions du Moyen-Orient.

L'intention d'acquérir et d'utiliser des armes biologiques et radiologiques est relativement faible. Les organisations extrémistes peuvent acquérir ou produire des armes biologiques, mais elles sont sérieusement limitées par la complexité et les coûts. Il était plus facile d'acquérir des matériaux et composants pour les armes radiologiques et nucléaires après l'éclatement de l'Union soviétique, mais les possibilités sont aujourd'hui limitées. Bien qu'al-Qaida ait affiché l'intention d'acquérir des armes nucléaires dans les années 1990 et au début des années 2000, cela ne semble plus être une priorité aujourd'hui.

Les capacités nucléaires des acteurs non étatiques, y compris des organisations extrémistes, peuvent être considérées comme très faibles, voire inexistantes.

Il n'existe aucune preuve d'un changement significatif dans les capacités concernant les différentes technologies NRBC au cours des dernières années. L'acquisition et l'utilisation d'armes chimiques semblent être d'une priorité plus élevée que les autres types d'armes NRBC. Les agents et les matériaux nécessaires pour fabriquer des armes chimiques sont généralement plus abordables, plus faciles à acquérir, plus sûrs et plus simples à construire, à gérer et à déployer. La guerre en cours en Syrie, où il y a encore des armes chimiques de qualité militaire, a sans aucun doute facilité l'acquisition de telles armes.

Au cours des dernières années, les extrémistes ont tenté à plusieurs reprises d'acquérir et d'utiliser des armes chimiques, généralement des produits chimiques toxiques à double usage, qui sont plus faciles à obtenir et moins complexes à utiliser dans des armes improvisées. La prise par l'EI du complexe irakien désaffecté d'armes chimiques à Muthanna est un indicateur alarmant de cette tendance.

En conséquence, le scénario extrémiste terroriste utilisant des armes NRBC le plus probable implique des attaques aux armes chimiques improvisées. Il y a la motivation et la possibilité d'utiliser ce type d'arme NRBC abordable et peu sophistiquée pour attirer l'attention des médias internationaux, dans une tentative d'établir une position dominante dans les querelles intestines extrémistes et les luttes de pouvoir actuelles. Considérant tout ce qui précède, l'utilisation de certains types d'armes NRBC par des organisations extrémistes contemporaines est devenue plus probable. ❑

Alexander Detert est un ancien élève du programme de maîtrise du Centre George C. Marshall pour les études de sécurité internationale, centré sur la lutte contre le terrorisme. Il a servi dans les Forces armées allemandes dans le domaine des opérations spéciales, comme aviateur et comme observateur militaire de l'ONU. Il a obtenu une maîtrise à l'Université de la Bundeswehr à Munich et est diplômé à la fois du programme du Centre Marshall sur les études de sécurité contre le terrorisme et du programme sur les études de sécurité appliquées.

# Défendre les gains durement acquis

## > Un entretien avec le commandant de la force de l'AMISOM

PHOTOS AMISOM

Le commandant de la force de l'AMISOM, le lt.-gén. Silas Ntigurirwa, inspecte les soldats de l'Union africaine avant de quitter la Somalie, le 15 décembre 2014.

*Le lieutenant-général Silas Ntigurirwa a commandé la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), forte de 22.000 hommes, de décembre 2013 à décembre 2014. Premier Burundais à remplir cette fonction, il est arrivé en Somalie après une longue carrière militaire, au cours de laquelle il s'est spécialisé dans la supervision de processus complexes de désarmement, de démobilisation et de réintégration au Burundi. Âgé de 46 ans, il est marié et père de quatre enfants. Il a rempli de nombreuses fonctions dans son pays, y compris des postes de commandement de sections, de compagnies et de bataillons. Il a aussi servi en Côte d'Ivoire comme président du programme de réforme du secteur de la sécurité et de la transformation de la défense et de la sécurité. Le lieutenant-général Ntigurirwa s'est entretenu avec ADF au téléphone depuis Mogadiscio, en décembre 2014. Cette interview a été écourtée pour des raisons d'espace et a été réalisée en anglais.*

***ADF* : L'un des derniers succès de l'AMISOM a été l'Opération Océan Indien, qui a permis de reprendre un grand nombre de territoires côtiers à al-Shebab, d'éliminer des chefs importants et de provoquer des défections chez al-Shebab. Pouvez-vous décrire cette opération ainsi que sa planification et les enseignements tirés ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** L'Opération Océan Indien a été une grande réussite et elle a été menée méthodiquement. Chaque secteur, par exemple, avait ses propres objectifs à atteindre. Elle a été planifiée de telle sorte que beaucoup de lignes de front étaient ouvertes en simultanément et les terroristes d'al-Shebab ont été confrontés à de nombreux problèmes d'un front à l'autre, en raison de la tactique utilisée. Cette opération avait aussi été annoncée par plusieurs organes de presse — locaux et internationaux — et tous les objectifs étaient parfaitement connus d'al-Shebab et des forces de l'AMISOM. Toutes les forces étaient donc prêtes et préparées. Cette couverture internationale a contribué au succès de l'opération, car lorsque les informations ont été annoncées, tout le monde était au courant et une bataille psychologique a été engagée avec al-Shebab.

***ADF*: Est-il vrai que ces villes côtières avaient une grande importance économique parce qu'elles finançaient al-Shebab ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** C'est tout à fait vrai. La prise et la libération de ces villes côtières, comme Baraawe, des mains du commandement d'al-Shebab les a affaiblis, parce qu'al-Shebab utilisait ces ports pour exporter du charbon de bois et importer des munitions et des armes. Alors, il ne fait aucun doute que la reprise de ces villes côtières affaiblira financièrement al-Shebab. Nous sommes convaincus que la libération de ces villes côtières incitera les partisans d'al-Shebab au sein de la population locale à retirer leur soutien et à rejoindre le gouvernement fédéral de Somalie.

***ADF*: Quelle est la structure de l'AMISOM ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** L'AMISOM est structurée en secteurs. Le secteur 1 est sous le commandement du contingent ougandais, renforcé par une partie du contingent burundais. Le secteur 2 est sous le commandement des forces de défense du Kenya ; le secteur 3 est sous le commandement des forces de défense nationale de l'Éthiopie ; le secteur 4 est sous le commandement du contingent de Djibouti, renforcé par un bataillon des forces de défense nationale éthiopiennes ; le secteur 5 est sous le commandement des forces de défense nationale du Burundi et le secteur de Kismayo, qui est un secteur multinational, est sous le commandement de la Sierra Leone. Ce secteur de Kismayo est aussi composé de troupes des forces de défense du Burundi et du Kenya.

L'AMISOM comprend trois composantes : une composante civile, une composante militaire et une composante policière. Normalement, la composante civile soutient la composante militaire et la composante policières, lesquelles collaborent étroitement avec le gouvernement fédéral de Somalie.

***ADF*: Avec autant de pays contributeurs de troupes, comment les forces de l'AMISOM ont-elles résolu les problèmes d'interopérabilité ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** L'AMISOM est une mission multinationale composée de contingents de plusieurs pays comme le Burundi, Djibouti, l'Éthiopie, le Kenya, la Sierra Leone et l'Ouganda. Ce sont les contingents qui ont des troupes sur le terrain, militairement parlant,

mais certains pays ont aussi des officiers d'état-major au sein de l'AMISOM. Alors la barrière linguistique est un problème commun à tous les contingents, en particulier lorsque nous voulons communiquer avec les Somaliens qui ne parlent pas anglais ni d'autres langues internationales. Pour résoudre ce problème, nous faisons normalement appel à des interprètes. L'AMISOM recrute des Somaliens qui parlent bien anglais et d'autres langues locales. Le deuxième problème se situe au niveau de la tactique et de la doctrine, parce qu'il y a des différences de points de vue entre plusieurs pays. Tous les contingents suivent une formation de pré-déploiement, organisée par ACOTA [Assistance et Formation aux Opérations de Contingence en Afrique] et d'autres partenaires. Cette formation, qui est la même en Ouganda et au Kenya, donne une vision commune aux soldats de la paix qui participent à la mission en Somalie. Tant que nous avons cette vision commune et le même mandat de libérer la Somalie de l'idéologie d'al-Shebab, il n'y a pas vraiment de problème d'interopérabilité. C'est aussi important au niveau du commandement, parce que lorsque nous avons une réunion avec tous les commandants de secteur, nous avons la même vision et le même objectif. Lorsque chaque commandant de secteur évoque un problème qui le préoccupe, tous se mettent d'accord sur la réponse et la solution. C'est une bonne stratégie que nous utilisons pour surmonter les différences qui compliquent parfois la mission.

***ADF*: Quel est le statut de l'Armée nationale somalienne ? Peut-elle déjà assurer la sécurité du pays ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** L'Armée nationale somalienne se trouve à un stade où elle ne peut pas agir seule ; elle a besoin du soutien de l'AMISOM. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous menons cette opération conjointe. Ces forces sont confrontées à des problèmes logistiques et il y a un manque de formation professionnelle au niveau du commandement. C'est pourquoi l'AMISOM et ses partenaires ont contribué à former l'Armée nationale somalienne et à l'assister en termes de capacités logistiques et techniques. En fait, l'AMISOM a déjà formé 17.950 hommes, par exemple dans le cadre d'un cours sur les droits de l'homme. Cette formation a permis de réaliser des progrès substantiels, que nous avons constatés lors des opérations conjointes. Nous nous sommes, par exemple, plus appuyés sur l'Armée nationale somalienne lors de l'Opération Océan Indien, que lors de la dernière, l'Opération Aigle. Nous espérons que grâce à ces efforts conjoints de l'AMISOM et de ses partenaires, l'Armée nationale somalienne atteindra ses objectifs dès que possible.

***ADF*: Dernièrement, al-Shebab a lancé un certain nombre d'attaques brutales, dont l'explosion d'une voiture piégée près d'un convoi des Nations Unies, à proximité de l'aéroport de Mogadiscio, le 3 décembre 2014. Que pensez-vous de ces attaques ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** Al-Shebab a changé de tactique et est passé à la guerre asymétrique. Cette tactique est une tactique de guérilla et ils utilisent parfois des jeunes de communautés ralliées à leur cause. Les militants se mêlent à la population. Alors pour contrer cette menace, l'AMISOM collabore, en particulier avec les institutions nationales et les institutions de sécurité somaliennes, pour gagner la confiance de toute la population. À ce sujet, nous ne doutons pas que cette tactique asymétrique sera affaiblie et vaincue, parce que nous chercherons à coopérer avec la population somalienne et nous utiliserons d'autres moyens de collecter les informations pour connaître les [cachettes] d'al-Shebab. Nous menons aussi, conjointement avec l'Armée nationale somalienne, des opérations de bouclage et de fouille, en particulier à Mogadsicio, afin d'éviter toute infiltration d'al-Shebab dans la capitale et dans les villes libérées. Cette tactique nous a permis de saisir des EEI, des fusils et des munitions, ainsi que beaucoup de matériaux utilisés pour la confection

*« Al-Shebab est à présent affaibli. Cela ne fait aucun doute. Mais nous devons continuer à renforcer le message contre al-Shebab pour les obliger à se détruire eux-mêmes ».*

*– Lt.-gén. Silas Ntigurirwa*

Le commandant de la force de l'AMISOM, le lt.-gén. Silas Ntigurirwa, du Burundi, au centre et le chef des forces de défense de la Somalie, le maj.-gén. Dahir Aden Elmi, à gauche, sont informés de l'attentat manqué du Parlement somalien en mai 2014.

d'EEI. Cette tactique a été très efficace, notamment dans les villes.

Nous avons enregistré de tels progrès avec l'Opération Océan Indien qu'aujourd'hui, 80 pour cent du territoire est sous le contrôle de l'AMISOM et du gouvernement fédéral de Somalie, à l'exception de quelques poches de résistance auxquelles il faudra s'attaquer dans l'avenir proche, probablement en 2015, pour libérer toute la Somalie.

***ADF*: Il semble que le changement de stratégie d'al-Shebab vers une tactique plus asymétrique indique qu'il ne pense pas conserver longtemps son emprise sur le territoire. L'AMISOM a libéré 26 villes l'année dernière. Pensez-vous que l'AMISOM puisse consolider ses gains en 2015 ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** Al-Shebab est à présent affaibli. Cela ne fait aucun doute. Mais nous devons continuer à renforcer le message contre al-Shebab pour les obliger à se détruire eux-mêmes. Maintenant, ils n'ont pas d'autre choix que de mener une guerre asymétrique. Ils ne sont pas capables d'attaquer nos forces de front. Il nous faut consolider nos mesures de sécurité. L'AMISOM a payé un lourd tribut, y compris en perte de vies humaines.

***ADF*: Maintenant que beaucoup de ces villes ont été libérées, l'AMISOM cherche-t-elle à ouvrir des voies d'approvisionnement, de sorte que l'aide humanitaire, des marchandises et des travailleurs humanitaires puissent entrer dans le pays ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** C'est une question très importante, parce que lorsque nous libérons des villes, la première chose que nous faisons, c'est séparer les innocents des terroristes. Nous savons que la plupart d'entre eux s'enfuient, et lorsque nous reprenons la ville, ils reviennent. Ces activités contribuent grandement à gagner la confiance de la population locale, parce que lorsque les gens reviennent, ils trouvent les forces de l'AMISOM et de l'Armée nationale somalienne prêtes à les accueillir et à leur fournir l'aide de base dont ils ont besoin. Cela crée un climat de bonne volonté entre la population locale, l'Armée et l'AMISOM. Aussi, vous vous souvenez que, sous le contrôle d'al-Shebab, les gens souffraient en raison de lourds impôts et parfois des mariages forcés. Alors, lorsque les gens voient que nos forces respectent les droits de l'homme et leur donnent l'occasion de s'exprimer, ils se sentent beaucoup mieux et acceptent la présence de nos forces.

Les projets civilo-militaires ont un impact rapide sur les communautés locales, qui font confiance à nos forces. Bien sûr, nous retrouvons un peu de cela dans l'aide humanitaire. Nous avons dû sécuriser les principales voies d'approvisionnement. Al-Shebab a utilisé beaucoup d'EEI et nous ne pouvons pas sécuriser les voies sur toute leur longueur. Alors nous avons établi un programme d'escorte de l'aide humanitaire à la population. Mais cela a été un énorme défi ; c'est pourquoi l'AMISOM et ses partenaires doivent former la police somalienne à apporter la sécurité et l'ordre dans toute la Somalie, parce que c'est la tâche de la police.

***ADF*: Le fait que vous soyez Burundais influence-t-il la manière dont vous concevez la mission de l'AMISOM ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** En tant que Burundais, je ne doute pas que mon pays puisse être un exemple pour la Somalie, non seulement en Somalie, mais aussi dans d'autres pays africains. Il y a de nombreuses années, le Burundi a été en proie à la guerre civile et, vous savez, en Afrique, toutes les crises et toutes les guerres civiles se ressemblent. Donc, je pense que mon pays peut servir d'exemple et peut aider la Somalie. Elle doit mettre en place une politique unie et des institutions nationales. Les Somaliens doivent abandonner le système de clans et adopter un esprit patriotique. Chaque conflit, chaque crise a ses racines, sa base. En Somalie, il y a ce système de clans qui crée de nombreuses différences entre les communautés. Alors, en tant que Burundais et général contribuant

> *« En tant que Burundais, je ne doute pas que mon pays puisse être un exemple pour la Somalie, non seulement en Somalie, mais aussi dans d'autres pays africains ».*
>
> *– Lt.-gén. Silas Ntigurirwa*

à apporter la paix et la stabilité à mon pays, j'encourage tous les Somaliens à œuvrer à un bel avenir pour la génération future. Je leur conseille aussi d'avoir une bonne volonté politique. Il est important que les parties au conflit aient la même vision de l'intérêt national. Parce qu'au bout du compte, la Somalie, en tant que pays, est pour tous les Somaliens.

***ADF*: Que diriez-vous en conclusion ?**

**LT.-GÉN. NTIGURIRWA :** À en juger par les enseignements tirés pendant mon service, en tant que commandant de l'AMISOM, il est très important que cette mission soit africaine. Oui, nous pouvons nous aider les uns les autres et l'aide de nos partenaires est très importante. Sans le soutien de nos partenaires, l'AMISOM ne peut pas opérer seule. L'autre enseignement est que l'Afrique est encouragée à défendre les populations vulnérables, parce que, parfois, l'aide intervient alors que la crise bat son plein. J'estime qu'il est important de ne pas attendre que les pays soient ravagés, comme la Somalie. Aujourd'hui, l'Afrique est capable de résoudre certains de ses problèmes. Je peux dire que nous progressons vers une solution africaine des problèmes africains. Enfin, il est important de souligner que l'Union africaine est en mesure de mettre en place une stratégie forte, dans le cadre d'une opération de maintien de la paix, pour pouvoir intervenir chaque fois que cela est nécessaire. ❑

> Le commandant de la force de l'AMISOM, le lt.-gén. Silas Ntigurirwa, informe la presse après que l'AMISOM et les forces somaliennes ont trouvé une cachette d'armes lors d'une opération de blocage et de fouille en août 2014.

# NOUVEL ÉCLAIRAGE, NOUVELLE VIE POUR LE BIDONVILLE DE KIBERA À NAIROBI

PERSONNEL D'*ADF*

Le gouvernement kényan apporte de l'éclairage — et de l'espoir — à Kibera, un bidonville tentaculaire à la périphérie de Nairobi. Les chiffres concernant la population et la superficie diffèrent d'une source à l'autre, mais on estime qu'au moins 200.000 personnes y vivent.

Kibera n'est pas épargné par la criminalité. Carolyn Njoroge se rappelle une soirée terrifiante fin 2007, lorsqu'elle est devenue une victime de la violence qui a éclaté suite au résultat des élections nationales. « Mon voisin a enfoncé ma porte d'un coup de pied, hurlant qu'il voulait nous tuer pour avoir élu le président », a raconté Carolyn Njoroge au quotidien *The Telegraph* en 2013. « Je me suis cachée sous le lit pendant que des individus armés de machettes et autres armes faisaient main basse sur tout objet de valeur — les chaises, les assiettes, nos vêtements. Mes enfants ont passé près de six heures cachés dans une latrine à fosse, tandis que des bandes recherchaient les Kikuyus » (membres d'une tribu kényane majeure).

Fin 2014, des ouvriers ont commencé à monter une série d'éclairages très puissants et à apporter de nouveaux aménagements et services.

En décembre, le président Uhuru Kenyatta a annoncé le Projet collectivités et éclairage public à l'occasion d'un rassemblement de résidents de Kibera. Uhuru Kenyatta a déclaré que rien ne justifiait le fait que cette collectivité n'a pas pu obtenir de services publics depuis l'indépendance, il y a plus de 50 ans. « Depuis l'indépendance, c'est la première fois que le gouvernement est allé au-devant de Kibera, et nous promettons qu'il ne repartira pas », a-t-il déclaré devant une foule de milliers de résidents, d'après la radio Capital FM.

En novembre 2014, les ouvriers ont commencé à installer 21 mâts d'éclairage, chacun de 30 mètres de hauteur et doté de neuf lampes. L'autorité nationale d'électrification rurale a supervisé ce projet d'un coût de 976.000 dollars, qui a été achevé vers la fin de l'année.

Selon Capital FM, le gouvernement va entreprendre plusieurs projets qui vont bénéficier à Kibera, notamment :

- le pavage d'une route pour faciliter le transport ;
- l'ouverture de cliniques pour offrir des soins médicaux gratuits ;
- la construction annoncée d'un stade pour la jeunesse, à l'endroit même où le rassemblement s'est tenu ;
- la planification du wi-fi gratuit au profit de la collectivité ;
- la construction de toilettes par le Service national de la jeunesse, et des opérations de nettoyage des réseaux d'égouts.

« Dans leur majorité, les Kényans ne vivent pas à Muthaiga [Country Club], ils vivent dans des bidonvilles », a déclaré le président. « Ce projet sera reproduit dans tous les bidonvilles, de telle sorte que nous puissions transformer le visage de Nairobi ».

« CE PROJET SERA REPRODUIT DANS TOUS LES BIDONVILLES, DE TELLE SORTE QUE NOUS PUISSIONS TRANSFORMER LE VISAGE DE NAIROBI ».

~ Président Uhuru Kenyatta

**Les mâts d'éclairage terminés font 30 mètres de hauteur et neuf lampes sont fixées à leur sommet.**

REUTERS

# MENACES ASYMÉTRIQUES + RIPOSTES EN MER

**FRANÇOIS VREY**

MAÎTRE DE CONFÉRENCES,DOCTORAT, FACULTÉ DES SCIENCES MILITAIRES,
UNIVERSITÉ DE STELLENBOSCH, AFRIQUE DU SUD

## Études de cas de L'IRAN, DU SRI LANKA ET DE LA SOMALIE

*Cet article a été adapté d'un article écrit par l'auteur en sa qualité de professeur invité au Collège royal danois de la défense à Copenhague*

L'asymétrie peut être utilisée pour décrire plusieurs types de conflits, mais c'est une erreur d'associer l'asymétrie exclusivement à des adversaires irréguliers combattant des forces armées conventionnellement structurées. Une autre erreur est de se focaliser uniquement sur l'asymétrie terrestre.

L'asymétrie est généralement comprise comme étant le résultat d'un processus dans lequel des acteurs plus faibles cherchent des moyens d'atténuer ou de réduire le plus possible l'effet d'une puissance supérieure employée par un adversaire plus fort. Des capacités technologiques supérieures, par exemple, peuvent être contrecarrées par des technologies de moindre puissance employées de façon créative. L'asymétrie des acteurs implique un adversaire inférieur adoptant une approche différente ou inattendue. Ceci conduit à l'opinion selon laquelle l'asymétrie est soit une circonstance donnée, soit une option exercée par un acteur qui doit décider comment répondre ou de ne pas y répondre. Les acteurs peuvent décider de se préparer à l'asymétrie et de l'employer ou simplement de l'exploiter pour survivre dans le cadre d'un scénario donné. Dans certains cas, l'asymétrie pourrait bien être un aspect culturel émanant de modes opératoires historiques lorsque l'on est confronté à des agresseurs, comme on l'observe dans la confrontation entre les forces russes et les rebelles tchétchènes.

La discussion suivante met en exergue trois menaces asymétriques qui compliquent et surchargent le programme auquel sont confrontées les marines modernes dans leur mission de maintien de l'ordre en mer. Le fait que les stratégies asymétriques constituent la toile de fond des menaces armées en Afrique est particulièrement important pour le continent, et il est possible que les forces irrégulières élargissent leurs capacités asymétriques de manière créative, comme stratégie visant à dégrader en mer les capacités des marines africaines actuelles et à venir, ainsi que les infrastructures maritimes émergentes de l'Afrique.

Un bateau de la marine du corps des gardiens de la révolution iranienne (IRGCN) attaque un navire de plus fort tonnage lors d'une manœuvre militaire dans le golfe Arabo-Persique en 2010. L'IRGCN venait de lancer un bateau « ultrarapide » capable de provoquer d'importantes destructions. AFP/GETTY IMAGES

## LA MARINE DU CORPS DES GARDIENS DE LA RÉVOLUTION IRANIENNE

Comme le fait ressortir le rapport de l'Office of Naval Intelligence (Bureau du renseignement naval) de la Marine américaine intitulé « Iran's Naval Forces, From Guerrilla Warfare to a Modern Naval Strategy » (Les Forces navales de l'Iran, depuis la guérilla jusqu'à une stratégie navale moderne), la marine du corps des gardiens de la révolution iranienne (IRGCN) constitue une menace pour une marine de force supérieure en combinant l'asymétrie et le zèle révolutionnaire. Ce dernier attribut est un important catalyseur pour les attaques en essaim et les missions suicide contre des forces supérieures. La menace est latente dans le golfe Arabo-Persique et le détroit d'Ormuz, où l'on estime que transitent chaque jour 17 millions de barils de pétrole. La guerre Iran-Irak (1980-1988) et la « guerre des pétroliers » qui se sont déroulées simultanément dans le golfe Arabo-Persique ont attesté de la position alors inférieure des forces navales iraniennes, qui devaient tolérer la présence dominante d'autres marines majeures (des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de la Russie). Ces marines traversaient le golfe Arabo-Persique pour protéger leurs intérêts, et ce faisant limitaient la marge de manœuvre des Iraniens dans la pression qu'ils tentaient d'exercer sur l'Irak en contrôlant la navigation dans le Golfe. À la suite de cela, les Iraniens se sont restructurés pour constituer une deuxième marine, plus petite, parallèlement à la marine iranienne conventionnelle. La deuxième marine a été dotée en personnel, entraînée et équipée exclusivement pour la guerre asymétrique.

La convergence du zèle révolutionnaire, de la vitesse d'intervention et de la puissance de feu sur un théâtre maritime convenant bien à de plus petits navires semble être une combinaison pratique contre des adversaires qui doivent riposter dans les limites de la doctrine conventionnelle au moyen de navires de guerre réguliers. En 2014, la menace navale iranienne dans le golfe Arabo-Persique était toujours représentée par une marine révolutionnaire parallèle qui s'était préparée depuis plus de 25 ans à une confrontation asymétrique. Les puissances occidentales ont reconnu les dangers physiques et émotionnels représentés par les mines, les petits sous-marins, les batteries côtières et de nombreuses petites embarcations lourdement armées.

**Les membres de l'équipage du croiseur lance-missiles USS Vella Gulf utilisent des embarcations gonflables à coque rigide pour se rapprocher de pirates présumés dans le golfe d'Aden.** REUTERS

L'IRGCN a pour mission principale de s'opposer aux forces navales dans le golfe Arabo-Persique et, de cette manière, fait intervenir l'asymétrie à toute confrontation entre deux marines, mais elle peut également être utilisée contre toute forme de navigation commerciale. C'est là que l'IRGCN démontre des capacités asymétriques au moyen d'équipements navals et de tactiques imprégnées d'une ferveur religieuse et idéologique, le golfe Arabo-Persique étant sa zone primordiale d'opérations.

Bien que le cas iranien illustre un profil régulier-irrégulier dirigé par l'État, les enseignements à tirer par les responsables et officiers de marine africains sont de deux ordres. Premièrement, il y a d'une manière générale un enseignement à tirer sur l'utilité d'une capacité navale irrégulière visant à contrecarrer un adversaire régulier, mais également d'une asymétrie navale pour faire face à un adversaire irrégulier en mer. Deuxièmement, et facteur encore plus important, l'asymétrie en mer conçue par l'adversaire est particulièrement dangereuse pour les marines africaines qui sont exposées à être confrontées en premier lieu à une telle asymétrie, plutôt qu'à un combat naval d'une nature traditionnelle.

## LES SEA TIGERS DU MOUVEMENT LTTE AU SRI LANKA

Le mouvement séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) a combattu le gouvernement sri-lankais de 1983 à 2009 sur terre et en mer. D'après l'article « A Guerrilla War at Sea: The Sri Lankan Civil War » (Une guérilla en mer : la guerre civile au Sri-Lanka) dans la revue *Small Wars Journal*, la mise en place d'une branche navale du groupe connue sous le nom de Sea Tigers (Tigres de la mer) a été une affaire importante pour les responsables politiques et militaires. Cette force insurgée a obtenu des succès contre la conventionnelle Marine du Sri Lanka (SLN), qui n'était pas préparée à ce changement de cap au large des côtes pour les opérations de contre-insurrection. Toutefois, la SLN s'est adaptée au fil des ans pour s'opposer avec succès à la menace asymétrique venant d'un ennemi insurgé.

Initialement, la SLN était mal équipée pour faire face même aux éléments essentiels de la menace irrégulière représentée par les Sea Tigers. Les Sea Tigers ont réussi à infliger des dommages importants à la SLN, en particulier contre les vedettes d'attaque rapide Dvora construites en Israël ; ils ont réussi à en couler environ huit au cours d'embuscades en mer. L'impact des tactiques asymétriques des Sea Tigers a rendu les eaux territoriales du Sri Lanka dangereuses. En effet, les insurgés du LTTE ont remis en question avec succès la juridiction maritime exercée par les autorités officielles sri-lankaises pendant un certain temps et ont sérieusement menacé l'ordre en mer.

Le changement de cap en matière maritime du mouvement LTTE a dépendu d'éléments clés. Le premier était la construction de petites embarcations rapides ayant un rayon d'action suffisant, et en nombre significatif, pour des attaques suicide au moyen de tactiques en essaim. Le deuxième était l'acquisition de navires-mères (navires civils de transport de marchandises) restant en haute mer et qui, lorsque l'ordre en était donné, acheminaient des fournitures cruciales sous escorte armée des Sea Tigers au LTTE à travers les eaux territoriales sri-lankaises. Leur entraînement et leur endoctrinement ont abouti à des attaques suicide en mer exécutées par les Black Sea Tigers (une unité spéciale des Sea Tigers), qui ont même réussi à couler un patrouilleur de la SLN. De cette manière, le LTTE a mis en place un contrôle maritime insurgé sur un secteur des eaux territoriales du nord du Sri Lanka. Une grande partie du succès des Sea Tigers était la résultante du manque de préparation de la SLN en matière d'équipement, d'entraînement et de doctrine, ainsi que l'inaptitude générale d'une marine conventionnelle à combattre une menace militaire de facto asymétrique dans ses eaux territoriales.

L'une des méthodes utilisées par la SLN pour s'adapter à l'asymétrie a été de développer sa propre utilisation de petites embarcations. La SLN a pu en conséquence élargir sa présence sur les eaux côtières du nord du Sri Lanka afin de contrecarrer la liberté relative de mouvement dont disposaient les Sea Tigers. La SLN a fini par exécuter ses propres attaques en essaim contre les Sea Tigers, grâce à un programme de construction de petites embarcations rapides. Elle a également utilisé de plus gros bâtiments pour mettre en place une capacité de riposte et une présence permanente en mer avec une meilleure panoplie de navires et d'équipages spécialement entraînés et davantage préparés à l'asymétrie à laquelle ils faisaient face. La mobilisation des navires de la SLN et de navires de commerce de haute mer a abouti à la destruction ultérieure des navires-mères du LTTE. S'appuyant sur la détermination de se doter d'un meilleur équipement et d'employer des unités d'intervention et des équipages bien entraînés, la SLN a systématiquement endigué la menace asymétrique et a mis un terme à la liberté de mouvement dont bénéficiaient les Sea Tigers. Ceci a contribué à la défaite militaire ultérieure du LTTE sur le terrain en 2009.

Pour les responsables africains des forces navales, le cas de la SLN met en évidence le sujet du changement opérationnel, faisant l'objet de vifs débats, en montrant comment une marine régulière peut s'adapter afin de combattre une menace asymétrique, mais existentielle, en mer. L'adaptation a une conséquence négative en ce sens que la marine, ultérieurement, doit réadapter son entraînement, son équipement et ses objectifs à ceux d'une marine régulière, mais ceci est peut-être un défi de deuxième ordre qui est beaucoup plus facile à relever.

## PIRATERIE AU LARGE DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

L'IRGCN et les Sea Tigers constituent des menaces asymétriques à la poursuite d'objectifs politiques, mais la piraterie au large de la Corne de l'Afrique est mise en relief comme une forme de criminalité transnationale avec incitation financière dans la publication « Characterizing and Exploring the Implications of Maritime Irregular Warfare » (Caractérisation et analyse des implications de la guerre

**L'Opération Atalanta de la Force navale européenne est l'une de trois initiatives multinationales majeures entreprises pour mettre un frein à la piraterie somalienne.** GETTY IMAGES

irrégulière maritime) de la Rand Corp. La piraterie affaiblit l'État somalien et est liée à des acteurs de premier plan en Somalie et dans les pays limitrophes. La signification de la menace de la piraterie vient principalement de la perturbation de la navigation dans une voie maritime internationale. En réponse, des forces opérationnelles internationales et nationales patrouillent désormais dans cette étendue océanique. Toutefois, les contingents navals ont découvert que l'objectif de porter un coup d'arrêt à la menace de la piraterie est complexe et requiert de la part de nombreux intervenants un effort important, en mer et sur terre, en vue d'instaurer une sécurité permettant le transit normal du trafic maritime. Cette interface terre-mer de ripostes à une menace asymétrique composée d'intérêts locaux et transnationaux a donné lieu à une réaction internationale sans précédent.

Les initiatives de lutte contre la piraterie ont réuni des pays et organisations ayant une grande diversité de profil. L'intervention ne pouvait pas supprimer rapidement la menace de la piraterie en raison de règles d'engagement et de droits différents ou mal compris qui entravaient les opérations. Pendant une période, l'asymétrie a tiré parti des contraintes provenant des règles internationales affectant l'une des parties et de la culture de non-régulation autonome par l'autre partie (les pirates).

Les Nations Unies, en partenariat avec les organisations non gouvernementales et l'industrie, ont fait beaucoup pour obtenir la coopération intergouvernementale désirée en mer. Les résolutions du Conseil de sécurité qui ont été adoptées depuis 2008 et qui ont temporairement levé les obstacles constitués par la souveraineté maritime somalienne, afin de laisser aux marines étrangères plus de marge de manœuvre pour intervenir contre les pirates, et qui ont préconisé une coopération navale pour protéger les flux d'aide vers la Somalie ainsi qu'une assistance internationale pour les poursuites judiciaires, revêtent une importance particulière. Les patrouilles de lutte contre la piraterie ont protégé la marine marchande et les convois apportant des vivres en Somalie, en appréhendant des pirates ou en les empêchant d'attaquer les navires. En 2014, le nombre des incidents avait graduellement diminué, et cette baisse est attribuée à l'effet conjoint d'une volonté internationale d'intervention, d'interventions navales significatives et de l'adoption par la marine marchande de meilleures pratiques de sécurité pour sa propre protection.

La riposte navale a été compliquée par une législation intérieure inappropriée et par le risque de demandes d'asile si les poursuites n'aboutissaient pas ainsi que de procédures difficiles pour faire venir les pirates dans les pays hôtes et les traduire devant les tribunaux. Initialement, les bonnes intentions ont achoppé sur les institutions de l'Afrique de l'Est, mal préparées pour amplifier la gouvernance en matière de sécurité maritime. Une menace asymétrique constituée par un regroupement criminel a également rendu plus difficiles les tâches des forces navales. Les pirates pourraient réorienter leurs activités dans l'océan Indien et éviter les concentrations navales ou aggraver le coût des déploiements supplémentaires. La réaction mondiale face à la piraterie a néanmoins démontré les forces et les faiblesses de la coopération internationale. La coopération, en réagissant à travers de nombreuses agences, a lentement restreint le champ libre laissé aux pirates. Le revers de la médaille est que l'asymétrie de la menace de la piraterie a permis à de nombreux pirates d'éviter les poursuites et de réorienter leurs opérations vers des zones maritimes où les résolutions des Nations Unies ont perdu de leur effet. Cette réorientation a mis à rude épreuve les forces navales disponibles en raison de l'accroissement des coûts.

La lenteur des progrès réalisés pour surmonter les avantages asymétriques inhérents à la menace de la piraterie a eu plusieurs conséquences. Elle a mis en danger la marine marchande à cause des retards, des détours et des coûts. Les vivres expédiés au peuple somalien ont continué d'être menacés, ce qui a exacerbé la crise sur le territoire. La menace a empêché une solution rapide, ce qui a également eu des implications régionales pour les pays et États insulaires limitrophes, tels que les Seychelles, qui ont été entraînés dans des poursuites onéreuses, des attaques et des ripostes dans leurs propres eaux territoriales. Depuis le début 2011, la Communauté de développement de l'Afrique australe a commencé à patrouiller dans ses eaux orientales dans un secteur approximativement délimité par le Mozambique, la Tanzanie et Madagascar, pour éviter que l'insécurité maritime ne se répande plus au sud.

Les événements au large de la Corne de l'Afrique (HOA) présentent trois importants enseignements pour

les responsables africains. Premièrement, la piraterie est devenue la menace maritime africaine la plus répandue lorsque les gouvernements laissent des ennemis irréguliers exploiter les espaces non gouvernés en mer. Deuxièmement, compte tenu du fait que l'Union africaine s'oriente vers la reconnaissance de l'importance des océans entourant l'Afrique, des ripostes délibérées ou tangibles en mer par le biais d'organismes maritimes sont indispensables. Troisièmement, la lutte contre la piraterie au large de la Corne de l'Afrique offre une plate-forme de connaissances primordiale aux commandements des forces navales africaines, dont ils peuvent s'inspirer dans leur réponse face aux menaces extrémistes telles que celle de l'État islamique en Libye, qui se répand si rapidement dans tous les espaces faiblement gouvernés en mer et sur terre.

## CONCLUSION

Ces trois cas montrent comment les menaces asymétriques pénètrent dans le domaine de la sécurité maritime parallèlement aux voies empruntées par les forces conventionnelles, insurgées et criminelles. Le cas iranien démontre la réalité de l'introduction de l'asymétrie aux côtés d'une marine conventionnelle pour compenser les avantages dont disposent en haute mer les marines de puissants gouvernements. Toutefois, l'Iran doit essentiellement maintenir et employer deux marines, car chacune est basée sur une culture, une plate-forme et une doctrine fondamentalement différentes. Le cas du Sri Lanka montre que les mouvements insurrectionnels peuvent reproduire en mer l'asymétrie traditionnelle sur terre dont les forces régulières échouent si souvent à venir à bout. Les marines ne sont pas hors de portée des menaces irrégulières en mer et, comme les Sea Tigers l'ont démontré, sont devenues des cibles primaires. Le symbolisme de navires de guerre modernes coulés par des forces insurgées flexibles est une image particulièrement forte de succès et donc mobilisatrice pour les forces insurgées. La SLN, toutefois, démontre qu'une marine peut s'adapter lorsque les insurgés réorientent les opérations au large en accordant provisoirement une importance prioritaire au risque irrégulier par rapport à la symétrie (marine contre marine) préférée par la culture navale conventionnelle. Finalement, le cas de la Somalie rompt la tradition du combat armée contre armée parce qu'il agite le spectre des menaces criminelles transnationales surgies de la mer, qui exigent des ripostes internationales presque disproportionnées. Selon toute probabilité, le cas de la Somalie met en évidence un processus d'apprentissage progressif quant à ce que les responsables africains doivent préparer pour leurs domaines maritimes. Les causes de la piraterie somalienne, ses retombées et les réponses qui y sont apportées forment des faisceaux de variables complexes. L'enseignement le plus important à retenir est que l'impact de la coopération coordonnée regroupant une pluralité d'organismes et de pays est la meilleure pratique pour restreindre les effets de la mauvaise gouvernance maritime. En dernier lieu, le problème nécessite un leadership judicieux, un phénomène qui doit encore parvenir à maturité sur terre, mais qui montre des progrès en mer. ❑

**La Marine du Sri Lanka a dû adopter les petites embarcations comme méthode permettant de contrecarrer des embarcations similaires utilisées par le mouvement séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul.** THE ASSOCIATED PRESS

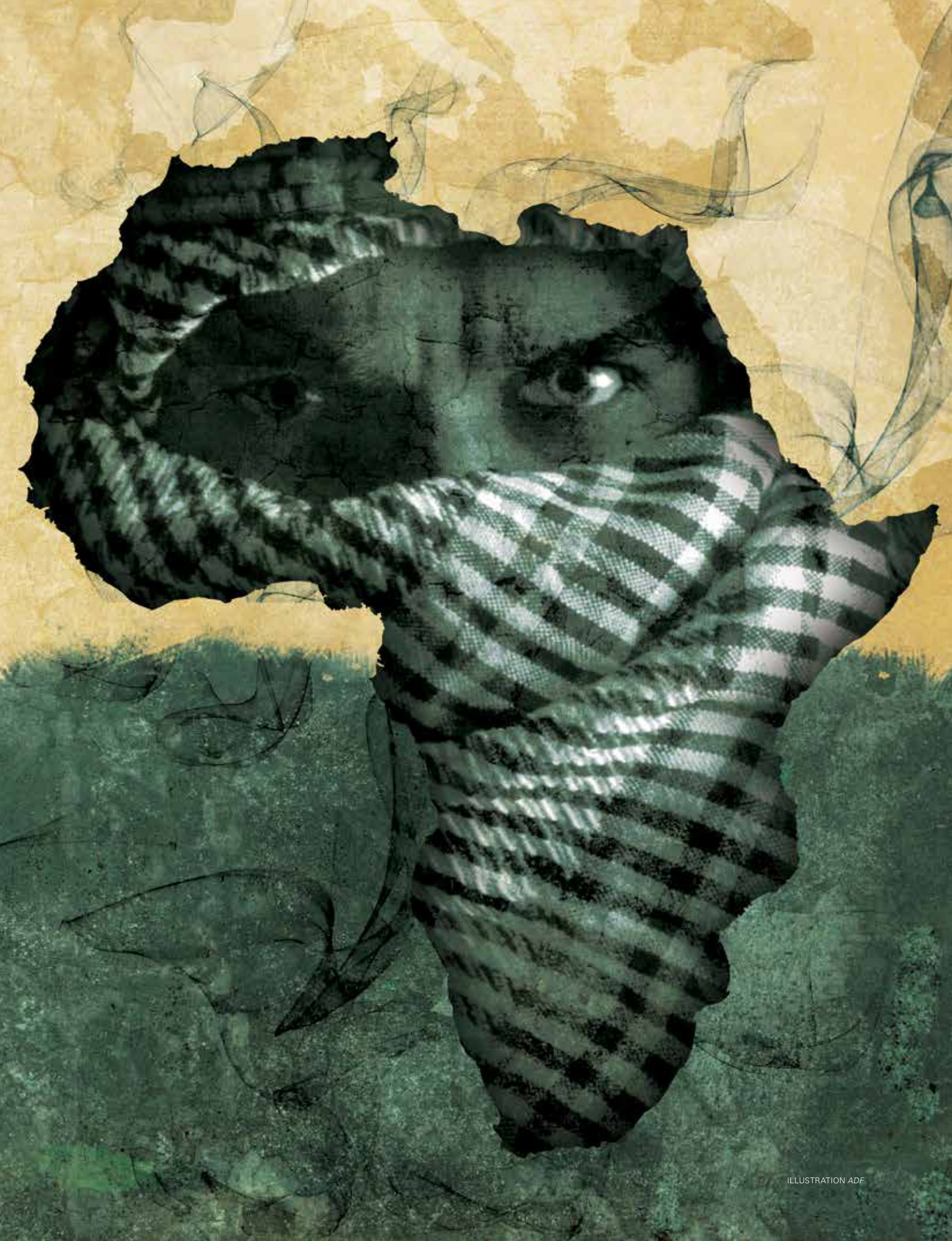


ILLUSTRATION *ADF*

# L'EI

## PÉNÈTRE EN AFRIQUE

*EN AFRIQUE DU NORD, LES EXTRÉMISTES AYANT COMBATTU AUX CÔTÉS DE L'EI SUR LE CHAMP DE BATAILLE RENTRENT CHEZ EUX*

PERSONNEL *D'ADF*

Début 2015, des combattants au nombre estimé à 31.000 dans l'entité autoproclamée « État islamique en Irak et en Syrie », ou EI, avaient resserré leur emprise sur une vaste bande de territoire. Parmi ces combattants, des milliers étaient africains. Et à mesure que l'EI tente d'élargir son emprise à de nouveaux territoires, les combattants africains ont commencé à retourner dans leurs pays d'origine, ramenant leur extrémisme dans leurs bagages.

L'EI, également connu sous le nom de EIIS ou EIIL, a commencé en 1999 en Irak, où il a été fondé par Abu Musab al-Zarqawi, un extrémiste islamiste de Jordanie, depuis lors décédé. En 2004, le groupe a fait allégeance à al-Qaida. Sa version actuelle a commencé en 2010, lorsqu'Abu Bakr al-Baghdadi en a pris le commandement. En février 2014, al-Qaida a coupé les ponts avec le groupe, en raison de différends sur la doctrine et les tactiques.

Al-Qaida aurait été particulièrement troublée par l'interprétation faite par l'EI du Takfîr, qui est la déclaration par un musulman qu'un autre musulman est un hérétique. L'EI s'est servi de cette affirmation comme d'une justification pour tuer d'autres musulmans dans les régions qu'il contrôle.

Les deux groupes ont des philosophies légèrement différentes. Al-Qaida se considère comme un groupe de vengeurs, essayant de propager son projet politique par la violence. L'EI a recours à des tactiques tout aussi violentes, mais il est davantage intéressé par la gouvernance, en essayant d'administrer des régions et des villes qu'il contrôle.

La vie dans les zones contrôlées par l'EI est brutale. L'EI interdit l'alcool, le tabac, la musique profane et les droits des femmes. Des musulmans et des non-musulmans ont été régulièrement assassinés, crucifiés, battus et fouettés. Début 2015, des soldats de l'EI ont enfermé un pilote jordanien dans une cage et l'ont brûlé vif. Au cœur de son idéologie, l'EI, tout comme Boko Haram au Nigeria, paraît rejeter tout ce qui est occidental.

Sous la direction d'Abu Bakr al-Baghdadi, l'EI est indiscutablement devenu le groupe terroriste le plus riche du monde. Le journaliste sud-africain Simon Allison, dans une note de synthèse destinée à l'Institute for Security Studies, a expliqué que l'EI tirait sa richesse des champs de pétrole, des banques pillées et de la perception d'impôts dans les régions qu'il contrôle. À un moment en 2014, il a été confirmé que les avoirs de l'EI s'élevaient à 2 milliards de dollars.

*The Guardian* a fait état que l'EI avait également tiré des revenus de la contrebande de matières premières pillées en Syrie ainsi que d'antiquités inestimables provenant de sites archéologiques. Dans un cas, l'EI a monnayé pour 36 millions de dollars des antiquités prises dans un seul site de fouilles archéologiques. Certaines remontaient à plus de 8.000 ans.

## AMBITIONS MONDIALES

L'ambition du groupe est sans limites. Le 29 juin 2014, l'EI s'est proclamé califat mondial avec Abu Bakr al-Baghdadi à sa tête. L'EI affirme à présent être l'autorité définitive sur l'islam et revendique sa prééminence absolue sur tous les musulmans du monde.

Pour accomplir cela, les extrémistes d'Abu Bakr al-Baghdadi utilisent les outils modernes de la propagande, y compris les vidéos et les médias sociaux. Ils représentent un changement de méthode marqué par rapport aux longs sermons en ligne des dirigeants d'al-Qaida.

« Les vidéos diffusées par l'EI tendent à faire participer des membres de base avec lesquels les recrues potentielles peuvent s'identifier beaucoup plus facilement qu'avec les figures dirigeantes faisant des discours dont les vidéos d'al-Qaida sont remplies », indique un rapport de décembre 2014 du Centre de lutte contre le terrorisme de West Point. « Cette «faculté d'identification», conjuguée à des techniques de production astucieuses et à des succès militaires sur le terrain, séduit une nouvelle génération de recrues pour l'EI ».

Shiraz Maher, attaché principal de recherche au Kings College de Londres, fait remarquer que l'EI se déploie au-delà des sites Internet traditionnels protégés par un mot de passe que les extrémistes ont utilisé dans le passé.

« Les forums Internet ont moins d'importance à l'heure actuelle, ils cèdent le pas à des plates-formes telles que Twitter, Facebook et Instagram », indique Shiraz Maher dans *The Guardian*. « À cet égard, l'EI a tiré parti du pouvoir de ces plates-formes mieux que tout autre mouvement djihadiste actuel. En ligne, il a créé une marque, a diffusé un récit séduisant et a employé une puissante iconographie. Le fait que des milliers d'hommes du monde entier aient été incités à se joindre au groupe a été attribué à cette stratégie. »

Avec al-Shebab, Boko Haram, al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et d'autres groupes extrémistes déjà établis en Afrique, plusieurs régions du continent sont déjà mûres pour la dissémination de l'idéologie de l'EI. Si l'EI progresse sur le continent, cela sera presque assurément avec la coopération de certains de ces groupes. En réalité, certains ont déjà promis leur appui.

Les régions de l'Afrique dépourvues de services publics, telles que le nord-est du Nigeria, où la police et l'armée n'ont pas été capables de donner un coup d'arrêt aux opérations de Boko Haram, sont particulièrement préoccupantes à cet égard. La Somalie, avec son histoire récente d'occupation par al-Shebab, pourrait également constituer une cible pour l'EI. En Égypte et en Libye, on compte déjà des bastions de l'EI.

En février 2015, Boko Haram a officiellement fait allégeance à l'EI.

**Des soldats irakiens s'entraînent en vue d'un assaut visant à reprendre la ville de Mossoul aux envahisseurs de l'EI.**

AFP/GETTY IMAGES

Simon Allison a observé que le plus grave danger pour les pays africains, en particulier l'Algérie, la Libye, le Maroc et la Tunisie, est « l'impact potentiel que représente la présence de milliers de combattants bien entraînés, aguerris, choisissant de revenir ou recevant l'ordre de rentrer chez eux après avoir combattu avec [l'EI] ou d'autres groupes djihadistes en Syrie ».

## L'EI EN AFRIQUE

Tels sont quelques-uns des pays africains confrontés aux combattants de l'EI :

**ALGÉRIE :** En septembre 2014, le groupe Soldats du Califat, également connu sous le nom de Jund al-Khilafa, a fait allégeance à l'EI. Ce groupe, issu de l'AQMI, a accusé ce dernier de dévier du « vrai chemin ». Ses membres ont proclamé leur obéissance absolue à l'EI, et deux semaines plus tard, ils ont décapité un citoyen français en représailles contre la participation de la France aux frappes aériennes sur l'EI en Irak.

Veryan Khan, directrice de la rédaction du Consortium d'analyse et de recherche sur le terrorisme, observe dans le magazine *New York* que la décapitation était particulièrement significative en ce sens qu'elle avait été décidée « au nom de l'État islamique ».

**ÉGYPTE :** L'EI a engagé des opérations

# LE DIRIGEANT DE L'EI ENTOURÉ DE SECRET

PERSONNEL D'*ADF*

Abu Bakr al-Baghdadi est le dirigeant incontesté de l'EI. Mais au-delà de ce fait, on ne sait vraiment que très peu de choses sur lui. Il prétend être un descendant direct du prophète Mohammed. En majeure partie, il est un mystère. Même les détails concernant son enfance font l'objet d'âpres controverses.

Il n'autorise pas que soient prises des photographies ou des vidéos de lui. Il évite de se mettre en avant et on dit qu'il porte un masque lorsqu'il est en présence de prisonniers.

Abu Bakr al-Baghdadi a rejoint un petit groupe armé dans l'est de l'Irak après l'invasion américaine. En 2005, il a été capturé et envoyé dans le camp d'internement de Bucca dans le sud de l'Irak. Là, on pense qu'il a rencontré des combattants d'al-Qaida et qu'il s'est entraîné avec eux. Au cours de son séjour en prison, il a consolidé son pouvoir.

En 2010, après la mort de deux des dirigeants d'al-Qaida en Irak, Abu Bakr al-Baghdadi a pris les rênes. À cette époque, la rébellion sunnite était en train de sombrer. La guerre civile en Syrie a tout changé. L'absence soudaine d'autorité dans des zones étendues de la Syrie a ouvert la voie à l'expansion d'al-Qaida dans ce pays.

En juin 2013, il a rejeté al-Qaida et son leader, Ayman al-Zawahiri.

« L'essor de l'EI aux dépens du mouvement d'Ayman al-Zawahiri est le signe qu'un nouveau mouvement hybride dangereux fondé sur le développement d'un État en détruisant tout sur son passage est en train de voir le jour à partir de l'incubateur terroriste syrien », a écrit Theodore Karasik, de l'Institute for Near East and Gulf Military Analysis (INEGMA). « Au bout du compte, l'EI cherche à créer un État islamique à partir duquel il pourrait lancer une guerre sainte mondiale. Peut-être que cette guerre est en train de commencer à mesure que l'EI d'Abu Bakr al-Baghdadi éclipse l'al-Qaida d'Ayman al-Zawahiri. »

Certains observateurs affirment qu'Ayman al-Zawahiri est désormais considéré comme inefficace, comparé à son rival de l'EI.

« Depuis les dix dernières années ou davantage, [Ayman al-Zawahiri] est terré dans une zone frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, et il n'a pas vraiment fait grand-chose de plus que publier quelques déclarations et vidéos », précise à l'Agence France-Presse Richard Barrett, un ancien responsable de la lutte contre le terrorisme au service du renseignement britannique. « En revanche, Abu Bakr al-Baghdadi a accompli un nombre d'actions étonnant, il a capturé des villes, il a mobilisé un très grand nombre d'individus et il a tué impitoyablement dans tout l'Irak et toute la Syrie. »

dans la péninsule du Sinaï, au nord de l'Égypte, à la mi-2014, attaquant des soldats, policiers et civils égyptiens. Une vidéo de l'EI a indiqué que le groupe avait établi des postes de contrôle militaire en Égypte près de la mer Méditerranée, le long d'une route majeure reliant El-Arish à la ville palestinienne de Rafah. Dans la vidéo, l'EI a déclaré qu'il attaquerait les soldats égyptiens et les « espions au service des juifs ». À la mi-décembre 2014, l'EI a diffusé une vidéo montrant le groupe tuant trois soldats égyptiens lors d'une fusillade exécutée d'un véhicule en marche.

La faction égyptienne de l'EI se désigne elle-même sous le nom de Wilayat Sinaï (province du Sinaï). Le *New York Times* explique que la faction est composée principalement d'un groupe appelé Ansar Beit al-Maqdis, comptant environ 1.000 radicaux. Le groupe, formé durant la révolution égyptienne de 2011, était considéré comme l'organisation extrémiste la plus dangereuse en Égypte. Il a fait allégeance à l'EI en novembre 2014, dans l'espoir d'obtenir des ressources et des armes destinées à renverser les dirigeants du Caire en proie à une agitation considérable.

Avant son ralliement à l'EI, le groupe était déjà une force non négligeable. La Voix de l'Amérique a rapporté que le groupe était « devenu de plus en plus expert dans l'exécution d'attaques » et était devenu de plus en plus sophistiqué dans sa sélection des cibles en fonction de leur valeur stratégique. Il a intensifié ses attaques après le renversement en juillet 2013 du Président Mohamed Morsi par l'armée égyptienne. Dans une première phase, les attaques étaient limitées à la péninsule du Sinaï, mais il a élargi le rayon de ses opérations pour y inclure Le Caire.

En janvier 2015, les autorités égyptiennes ont arrêté neuf individus qui essayaient de pénétrer en Égypte à partir de la Libye. Le quotidien koweïtien *Al-Rai* a rapporté que leur mission était de tuer des ministres du gouvernement, des personnalités des médias et des hommes d'affaires. Les neuf hommes venaient du Pakistan, de l'Afghanistan et de l'Égypte.

**LIBYE :** L'instabilité du pays remonte au renversement de Mouammar Kadhafi en 2011. Des quantités considérables d'armes stockées à travers le pays ont depuis lors été pillées et vendues au marché noir. La Libye elle-même est devenue un terrain d'entraînement pour les combattants extrémistes.

Un nouveau groupe se dénommant Conseil consultatif de la jeunesse islamique (Majlis Shura Shebab al-Islam) s'est emparé de la ville côtière libyenne de Derna en avril 2014. Initialement, le groupe a fait alliance avec al-Qaida, mais il a changé d'allégeance en se ralliant à l'EI en juin 2014. Dans une déclaration, le groupe a affirmé : « Il nous incombe de soutenir cet État islamique opprimé qui est considéré comme un ennemi par ceux qui sont près et ceux qui sont loin, parmi les infidèles ou les hypocrites, ou ceux dont les âmes sont pareillement mortes ».

Même si le contrôle absolu exercé par le groupe sur une ville tout entière de plus de 80.000 habitants est alarmant, il ne saurait surprendre outre mesure. CNN International a rapporté que la ville a fourni 800 combattants à l'invasion de l'Irak par l'EI. La chaîne a également indiqué que c'est de cette ville qu'étaient partis un grand nombre de combattants pour la guerre civile en Syrie. Selon le *Washington Times*, ce sont ces combattants de retour qui ont dirigé le siège de la ville. Le groupe s'est emparé des bâtiments gouvernementaux, des véhicules de sécurité et des principaux édifices locaux, et utilisait un stade de football pour des exécutions publiques.

« L'EI représente une grave menace en Libye », a déclaré l'ex-extrémiste libyen Noman Benotman à CNN. « Il est en bonne voie de créer un émirat islamique dans l'est de la Libye. Dans leur majorité, les habitants de Derna sont opposés à la prise de contrôle de la ville par l'État islamique, mais avec l'absence complète de toute présence du gouvernement central, ils ne sont pas en mesure de faire grand-chose à ce sujet pour le moment».

L'une des atrocités les plus brutales et les plus médiatisées commises par le groupe a eu lieu en Libye en février 2015, lorsque les extrémistes de l'EI ont décapité 21 chrétiens coptes égyptiens. L'EI a diffusé une vidéo des exécutions, dont l'authenticité a été confirmée par le gouvernement égyptien et par l'Église copte.

> *Les combattants de Boko Haram « utilisent des équipements lourds, ils défilent avec des chars pris à l'armée nigériane arborant le drapeau noir, comme ils l'ont vu dans les vidéos de l'EI. L'EI offre un modèle mobilisateur. Al-Qaida est une marque dépassée ».*
>
> *— J. Peter Pham, directeur du centre Afrique de l'Atlantic Council, un think tank de Washington*

**MAROC :** En janvier 2015, le Maroc a annoncé avoir démantelé une cellule extrémiste islamiste qui envoyait des combattants en Syrie et en Irak rejoindre l'EI. L'agence Reuters a rapporté que les instructions données aux combattants étaient d'attaquer leur pays d'origine à leur retour.

Les autorités marocaines ont fait savoir que la cellule avait été active dans la cité de Meknès et dans les villes d'El-Hajeb et d'El-Hoceima dans les montagnes du Rif au nord du pays. L'un des responsables a déclaré que, d'après le gouvernement, près de 2.000 Marocains auraient combattu aux côtés de l'EI en Syrie et en Irak.

Des vidéos de combattants armés marocains de l'EI faisant le serment de renverser le gouvernement marocain ont circulé dans le pays, diffusées dans les médias sociaux.

**NIGERIA :** Bien que l'on n'ait pas signalé de mouvements de l'EI au Nigeria, les observateurs ont remarqué son influence dans les tactiques et la rhétorique des rebelles de Boko Haram dans le nord-est.

« Il n'y a pas de contacts

Des combattants pro-irakiens aident à sécuriser une zone qu'ils ont reprise aux extrémistes de l'EI à 75 kilomètres au nord de Bagdad.

AFP/GETTY IMAGES

opérationnels directs », estime J. Peter Pham, directeur du centre Afrique de l'Atlantic Council, en décembre 2014. « Cependant, il est tout à fait clair que Boko Haram est attentif à [l'EI], et que [l'EI] est attentif à Boko Haram ».

Jacob Zeen, spécialiste de l'Afrique à la Jamestown Foundation, a indiqué à l'Agence France-Presse que Boko Haram, initialement, avait reçu l'appui de l'AQMI, mais que « plus récemment, il avait commencé à s'inspirer de la doctrine idéologique et militaire de l'État islamique, et qu'en retour, il avait commencé à être reconnu par l'État islamique ».

Pour J. Peter Pham, Boko Haram a commencé à faire sa propre promotion de la même manière que l'a fait l'EI.

« Ils utilisent des équipements lourds, ils défilent avec des chars pris à l'armée nigériane arborant le drapeau noir, comme ils l'ont vu dans les vidéos de l'EI », rappelle-t-il. « L'EI offre un modèle mobilisateur. Al-Qaida est une marque dépassée. »

L'EI, à son tour, a été influencé par Boko Haram. Lorsque l'EI a pris en otages les Yazidis en Irak en 2014, il a cité l'enlèvement, de sinistre mémoire, de 276 filles à Chibok, au Nigeria. Début 2015, Boko Haram a adopté une autre tactique de l'EI : en plus des attaques-surprises, il a commencé à tenir le territoire.

**TUNISIE :** La Tunisie, un pays laïc, est largement considérée comme un modèle de réforme démocratique, à la suite des révolutions du Printemps arabe. Mais cela pourrait changer. *The Guardian* a estimé qu'il y avait davantage de Tunisiens parmi les extrémistes étrangers combattant en Syrie et en Irak que de ressortissants venant d'autres pays.

La Tunisie estime qu'au moins 2.400 de ses citoyens sont devenus des combattants en Syrie depuis 2011, et que, début 2015, environ 400 étaient revenus. D'après le quotidien, « à Douar Hicher, un district pauvre à la périphérie de Tunis, tout le monde sait que 40 ou 50 jeunes gens sont partis combattre et que peut-être une dizaine ont été tués ».

Deux extrémistes tunisiens qui ont assassiné des hommes politiques laïcs en 2013 ont déclaré en décembre 2014 que depuis cette époque ils ont rejoint l'EI. « Nous allons revenir et tuer plusieurs d'entre vous », a déclaré l'un des extrémistes dans une vidéo. « Vous ne mènerez pas une vie tranquille avant que la Tunisie ne mette en œuvre la loi islamique. »

## MAINTENIR L'ÉTAT DE DROIT

L'EI espère planter son drapeau en Afrique. Aaron Y. Zelin, dans un article pour la fondation The Washington Institute, explique que l'occupation de Derna inspirée de l'EI pourrait être un modèle pour « une future acquisition de territoire par l'État islamique au-delà de sa base en Irak et en Syrie ».

« D'autre part, ce modèle divergerait très nettement de la façon dont al-Qaida a opéré dans le passé, à savoir, le fait de compter en premier lieu sur les organisations de franchises locales autonomes », avance-t-il.

Au regard de la confrontation avec l'EI, les experts sont d'accord sur un point : l'intervention militaire sera sans aucun doute nécessaire, mais une approche coercitive à elle seule s'avèrera inefficace. L'Institute for Security Studies explique que, d'après ses recherches, le fait de mettre un coup d'arrêt à des groupes extrémistes, quels qu'ils soient, exige l'adhésion à la primauté du droit et à une approche fondée sur la justice pénale, à l'intérieur du cadre juridique de tout pays en question. Ce point de vue est partagé par d'autres organisations.

« Trop souvent, au nom de la lutte contre le terrorisme, les forces de sécurité oublient que les violations des droits de l'homme telles que les mauvais traitements infligés aux détenus, le refus de garanties d'un procès équitable, les exécutions extrajudiciaires et les remises illégales de détenus, engendrent de l'instabilité en portant atteinte à l'état de droit et en s'aliénant les populations affectées », a fait valoir l'organisation new-yorkaise Open Society Justice Initiative (Projet de justice Société ouverte). Selon cette initiative, de telles tactiques « font peu pour endiguer les violences causées par le terrorisme », et « pourraient bien aggraver encore la situation ». ❑

# RECONQUÉRIR LA CÔTE

## Une organisation kényane lutte contre l'extrémisme en conférant aux jeunes une autonomie accrue

**Phyllis Muema est la directrice du KECOSCE. En 2013 elle a reçu le prix « Head of State Commendation » (mention élogieuse décernée par le chef de l'État), une distinction présidentielle en reconnaissance de son travail et de celui du KECOSCE en faveur de la promotion de la paix et de la sécurité dans la région côtière du Kenya.**

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

**PHYLLIS MUEMA**/DIRECTRICE EXECUTIVE DU KENYA COMMUNITY SUPPORT CENTRE (CENTRE KENYAN DE SOUTIEN COMMUNAUTAIRE)

Si une bataille contre l'extrémisme se livre en Afrique de l'Est, la région côtière du Kenya est bien en première ligne.

Quelque 3,2 millions d'habitants, dont environ la moitié sont des musulmans et l'autre moitié sont des chrétiens, vivent dans les six comtés qui constituent la région côtière du Kenya. Cette région a une superficie d'environ 600 kilomètres carrés et s'étend de la frontière au sud du Kenya avec la Tanzanie jusqu'à sa frontière au nord-est avec la Somalie. L'histoire de cette région, en particulier de sa plus grande ville portuaire Mombasa, est marquée par des tensions avec le gouvernement central. La population côtière pense avoir été négligée pendant des décennies du point de vue du développement et des dépenses d'infrastructure. Ces dernières années, Mombasa est également devenue un terreau fertile pour l'extrémisme. Plusieurs mosquées où des religieux au discours incendiaire prêchent une idéologie radicale y ont élu domicile. Un mouvement séparatiste du nom de Conseil républicain de Mombasa a fait des adeptes et menace de faire sécession du Kenya, par la force si nécessaire.

En plus de ce mélange explosif, les résidents de la région côtière du Kenya sont jeunes et le chômage y est endémique. Environ 60 pour cent de la population a moins de 25 ans, et le chômage dans cinq des six comtés est plus élevé que la moyenne nationale. À Mombasa, le taux de chômage des jeunes s'élève à 44 pour cent — environ le double de la moyenne nationale.

Il n'est donc pas étonnant que des éléments radicaux, dont le groupe al-Shebab, aient recruté et planifié des attentats dans la région. L'attaque la plus retentissante a été l'attentat à la bombe dont le Paradise Hotel de Mombasa a été la cible en 2002 et qui a fait 13 victimes. En 2014, les extrémistes d'al-Shebab se sont emparés d'un bus près de la ville frontalière de Mandera et ont exécuté 28 passagers. Par la suite, al-Shebab a déclaré que les passagers avaient été tués en représailles du raid contre les mosquées effectué par les forces de sécurité kényanes à Mombasa.

Étant donné que le Kenya est encore en train d'élaborer une stratégie nationale cohérente pour faire échec à la violence extrémiste, les organisations locales essaient de combler le fossé en offrant aux jeunes une alternative à la radicalisation.

Le Kenya Community Support Centre (KECOSCE, Centre kényan de soutien communautaire) est une organisation non gouvernementale créée en 2006 ayant pour mission de mobiliser et organiser les citoyens et leur conférer une autonomie accrue en vue de les faire participer aux processus sociaux, économiques et politiques. Le KECOSCE travaille avec des personnes âgées de 15 à 35 ans, en mettant particulièrement l'accent sur l'établissement de relations avec les élèves et étudiants, les femmes et les leaders religieux. Le groupe travaille aussi avec des organismes gouvernementaux locaux, notamment la police, les administrateurs civils et les commissions nationales, pour se pencher sur les conditions sous-jacentes à même de susciter la violence extrémiste.

Au cours des huit dernières années, le KECOSCE a introduit diverses initiatives dans la région côtière du Kenya :

- Organiser des rassemblements

communautaires et des événements scolaires avec des élus, des policiers et des membres des forces de sécurité pour jeter les passerelles de la compréhension. Étant donné que de nombreux policiers affectés dans la région côtière du Kenya viennent d'autres régions du pays, il est d'importance cruciale de les familiariser avec la communauté locale et sa culture.

- Offrir des formations et des forums de discussion pour contribuer à la compréhension des enseignements et des récits religieux fréquemment utilisés de manière abusive par les extrémistes pour recruter des jeunes.
- Apporter des messages qui s'inscrivent à l'encontre de la propagande extrémiste en radiodiffusant les témoignages des victimes dans les médias au moyen de la radio et de supports imprimés.
- Former les jeunes à des qualifications débouchant sur des emplois. Une fois qu'ils acquièrent des compétences et démarrent des activités à petite échelle, le KECOSCE contribue à les former à la commercialisation de leurs activités et les aide à proposer leur candidature à des micro-prêts et à d'autres sources de financement. Le centre a formé avec succès environ 2.000 personnes.
- Conférer une autonomie accrue aux jeunes marginalisés par le biais de l'éducation civique et de la sensibilisation, et promouvoir la compréhension de la Constitution, de la citoyenneté et de l'exercice des responsabilités.

## ACCOMPLISSEMENTS

- Le KECOSCE a lancé le réseau « Women Against Violent Extremism » (Femmes opposées à la violence extrémiste) afin de porter assistance aux victimes féminines du terrorisme. Ce réseau organise la solidarité à l'égard des femmes dont les enfants ont rejoint des groupes extrémistes violents. Le réseau offre également aux femmes des moyens d'action leur permettant de contester la validité de l'idéologie qui promeut la violence, et leur enseigne à utiliser leur influence en tant que mères et dispensatrices de soins pour détourner leurs enfants de l'extrémisme.
- Le centre a mis en place un programme pour la jeunesse appelé Kataa Kutumiwa, ce qui signifie « Refuse que l'on se serve de toi », qui a fourni une plateforme permettant aux jeunes de parler avec des personnes plus âgées, des responsables religieux et des responsables des pouvoirs publics. Ces conversations traitent de l'idéologie et des récits religieux qui sont interprétés abusivement par les agents de recrutement dans leur stratégie de cautionnement de la violence. Ceci a donné aux jeunes des moyens leur permettant de débattre avec les tenants de la radicalisation et de contester leurs points de vue. Le projet a donné aux jeunes des informations à propos de la Constitution, des qualités permettant l'exercice des responsabilités et du patriotisme. Il a ouvert des canaux de communication entre les jeunes et les responsables des pouvoirs publics afin d'examiner les questions liées aux arrestations, à la marginalisation et au chômage.
- Le KECOSCE a utilisé les outils multimédias pour favoriser les conversations au sein des communautés en situation de risque. Des forums de discussion pour les jeunes à travers la radio, les médias sociaux, les groupes de discussion et les affichages ont permis des débats conduits par des modérateurs au sujet d'une diversité de sujets, dont l'extrémisme, la bonne gouvernance et la nécessité pour les jeunes de participer à l'exercice des responsabilités. Le centre a également travaillé à réhabiliter d'anciens membres d'al-Shebab et les a aidés à partager leurs témoignages au sujet de la brutalité du groupe.
- Le centre a organisé des ateliers en commun de cartographie et de formation entre des responsables du maintien de l'ordre et ceux des collectivités, en vue d'édifier une collaboration et un partenariat plus étroits favorisant la paix, la sécurité et le respect des droits de l'homme. Ces ateliers ont ouvert des canaux de communication alternatifs entre la police et les superviseurs de la paix, en relevant les défis de l'échange de renseignements et en montrant aux autorités chargées du maintien de l'ordre l'importance du respect des pratiques culturelles et religieuses.

## L'AVENIR

Le moment est venu d'une discussion nationale sur la manière d'empêcher la radicalisation de la jeunesse et d'offrir des opportunités aux jeunes gens du Kenya. L'adoption en 2010 de la nouvelle Constitution, qui prévoit un transfert de pouvoir et donne aux comtés un plus grand contrôle sur leurs finances, est un développement positif. Ceci pourrait permettre aux comtés tels que ceux de la région côtière du Kenya de s'investir davantage dans des programmes ciblant spécifiquement les jeunes qui sont marginalisés et risquent de se radicaliser.

De nombreux défis restent à relever. Un large fossé d'incompréhension s'est développé entre les jeunes de la région côtière du Kenya et les figures publiques. Les organismes de sécurité kényans ont mené des raids arbitraires et ont fondé leur action sur le profilage de communautés lors de leurs investigations sur les extrémistes violents. Ces formes d'intervention ont donné à certains membres de ces communautés l'impression d'être des victimes de harcèlement policier. Elles ont également renforcé le potentiel d'engendrer encore plus de radicalisation et peuvent rendre inefficaces les interventions du KECOSCE.

Au KECOSCE, nous sommes convaincus que les membres de ces communautés doivent unir leurs efforts et travailler avec les autorités à empêcher l'extrémisme. La police et les figures publiques doivent également respecter les communautés et leurs valeurs culturelles. Ensemble, nous pouvons élaborer une stratégie conjointe sur la meilleure façon de protéger nos frontières, de préserver les valeurs que nous partageons et d'empêcher des individus venus de l'extérieur ou de l'intérieur de se servir de la religion pour entraîner le chaos et détruire des vies. ❑

# DANS LE SILLAGE d'ebola

L'épidémie ouest-africaine met en lumière la nécessité d'une infrastructure d'eau et d'assainissement

PERSONNEL D'*ADF*

Vers la fin 2013, Ebola a pris racine en Afrique de l'Ouest, se propageant comme un feu de brousse et précipitant la région dans le chaos. Début mars 2015, il avait fait près de 10.000 victimes, pour la plupart en Guinée, au Liberia et en Sierra Leone.

Au moment où sévissait Ebola, un tueur plus discret, moins insidieux, faisait des ravages dans tout le continent : le manque d'eau salubre. L'organisation non gouvernementale londonienne WaterAid estime que l'eau insalubre a fait 73.000 victimes — plus de sept fois plus qu'avec Ebola — rien qu'au Nigeria, en 2014.

ISTOCK

Le Nigeria n'est pas un cas unique en Afrique lorsqu'il est question de problèmes d'eau et d'assainissement. Il n'y a qu'à se pencher sur les incidents suivants observés seulement au cours des cinq dernières années :

- Le choléra s'est propagé en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en 2011, infectant au moins 85.000 personnes et faisant près de 2.500 victimes.
- Un an après, la Guinée et la Sierra Leone ont enregistré plus de 14.000 cas de choléra — provoquant jusqu'à 300 décès — au mois d'août 2012.
- La fièvre de Lassa est propagée par des rats et produit des symptômes similaires à ceux d'Ebola. Elle infecte entre 100.000 et 300.000 Ouest-Africains chaque année, faisant environ 5.000 victimes.

Toutes ces menaces peuvent être directement liées à de mauvaises pratiques en matière d'assainissement, à un manque d'eau salubre et à des infrastructures de santé et d'assainissement insuffisamment développées. Et toutes ces menaces affligent le continent depuis plus longtemps et avec une plus grande fréquence que ne l'a fait la crise d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

## L'épidémie d'Ebola sert de sonnette d'alarme

Le manque d'eau salubre, la pratique de la défécation en plein air et le fait que les centres de santé ont été décimés par des années de guerre civile, se sont ajoutés à Ebola pour attirer l'attention sur les déficiences en matière d'assainissement. En conséquence, les observateurs du continent ou de l'extérieur préconisent un accroissement de l'investissement ainsi que des changements dans le style de vie en vue de la prévention adéquate des maladies et des problèmes liés à la santé.

« Parfois une flambée épidémique est nécessaire pour que se produisent des choses positives. Peut-être a-t-il fallu Ebola pour que l'assainissement et l'eau deviennent une priorité absolue », a déclaré Bai-Mass Taal, secrétaire exécutif du Conseil des ministres africains chargés de l'eau (AMCOW) à la Thomson Reuters Foundation. « C'est comme si c'était paradoxalement une bonne chose : personne ne souhaite que cela se produise, mais vous en tirez parti comme moyen d'obtenir plus d'engagement et d'investissement dans l'eau et l'assainissement ».

Calestous Juma, professeur d'origine kényane enseignant la pratique du développement international à l'Université Harvard, affirme que les solutions durables à la crise d'Ebola devront traiter les questions de l'insuffisance d'infrastructures et d'investissements dans la santé publique. « La flambée épidémique d'Ebola n'est pas un épisode ; c'est une sonnette d'alarme exigeant une action politique stratégique », écrit Calestous Juma pour le site aljazeera.com.

« La disponibilité limitée de commodités de base telles que l'eau salubre et l'assainissement accroît la pression sur des services de santé surchargés. L'infrastructure et la santé publique sont étroitement associées », ajoute Calestous Juma.

## L'assainissement est lié à la sécurité publique

Le choléra déferle en Afrique de l'Ouest et ailleurs pendant les saisons des pluies annuelles. Des zones sont inondées — en particulier les bidonvilles surpeuplés — et les eaux de crue se mélangent aux égouts à ciel ouvert et aux déchets humains, ce qui fait que les résidents tombent malades par milliers à cause de l'eau contaminée.

« Si votre zone est inondée par les eaux de pluie, et si les gens défèquent en plein air, les déjections vont pénétrer dans l'approvisionnement d'eau », explique au New York Times Jane Bevan, spécialiste régionale de l'assainissement pour l'UNICEF. « Nous savons que les gouvernements ont de l'argent pour d'autres choses. J'ai bien peur que l'on n'accorde jamais à l'assainissement la priorité qu'il mérite ».

**Des gens marchent près d'eaux souillées stagnantes et d'ordures dans le bidonville Mukuru kwa Njenga de Nairobi.** AFP/GETTY IMAGES

En novembre 2014, les Nations Unies ont saisi l'occasion offerte par la « Journée mondiale des toilettes » pour demander à ce qu'il soit mis fin à la défécation en plein air. Un rapport des Nations Unies, publié pour coïncider avec l'événement, note que de nombreux habitants du Liberia et de la Sierra Leone — des pays durement touchés par Ebola — n'ont pratiquement aucun accès à des toilettes.

Ce problème ne concerne pas seulement l'Afrique. Dans le monde entier, 2,5 milliards d'habitants sont dépourvus de toilettes adéquates. En Afrique, cette situation concerne environ 644 millions d'habitants sur 1 milliard, soit 64 pour cent.

Chris Williams, directeur exécutif du Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) de Genève, a observé que la défécation en plein air propage les maladies, nuit à la productivité économique et se traduit par une mortalité évitable. « Les gens qui n'ont pas accès à des toilettes hygiéniques et à un endroit pour se laver les mains sont exposés à un nombre élevé de maladies transmissibles

**Une Kényane transporte de l'eau après avoir attendu des heures pour atteindre le robinet, dans le bidonville de Kibera à Nairobi. Comme d'autres femmes dans son cas, elle se lève avant l'aube, se fraie péniblement un chemin dans la boue et fait la queue, seulement pour l'eau qu'elle peut transporter.**
REUTERS

par les matières fécales et potentiellement mortelles, qui seraient facilement évitables avec un assainissement amélioré », a expliqué Chris Williams à IPS en mai 2014.

Dans les pays affectés par la récente épidémie d'Ebola, de 25 à 40 pour cent de la population manque d'eau salubre, selon l'Organisation mondiale de la Santé. Parfois, il arrive même que des centres de traitement d'Ebola ne disposent pas d'eau courante. Le Dr David L. Heymann, professeur d'épidémiologie des maladies infectieuses à la London School of Hygiene and Tropical Medicine, a indiqué à *ADF* que l'absence de bonnes habitudes en matière d'assainissement et de contrôle infectieux dans les hôpitaux a été problématique lors des épidémies passées et actuelles d'Ebola.

La défécation en plein air et l'absence d'infrastructure d'égout n'ont pas été identifiées comme étant des causes d'Ebola ou liées à sa transmission. Toutefois, le contact direct avec des fluides corporels et des déchets humains sont des modes de transmission bien établis et peuvent amplifier les épidémies. Il ne semble pas qu'Ebola se transmette par le biais de l'eau potable contaminée, a précisé le Dr Heymann. Cependant, il a ajouté que comme c'était la première flambée majeure de la maladie, il y a des questions à son sujet auxquelles on n'a pas encore trouvé de réponses.

Ce qui est clair, pour le Dr Heymann, c'est que la contamination fécale peut propager des maladies telles que la polio et le choléra par le biais de l'eau potable souillée ou par le contact direct avec les eaux d'égout et les déchets humains. La diarrhée est également fréquente en Afrique où elle a fait bien plus de victimes qu'Ebola.

Rien qu'en 2013, un total de 129.064 cas de choléra a été signalé à l'OMS par 47 pays. De ce total, 43 pour cent des cas, soit plus de 55.000, ont été signalés en Afrique. On sait toutefois que le total mondial est bien plus élevé : l'OMS estime que le nombre de cas est 1,4 million à 4,3 millions chaque année, et que la mortalité totale serait de 28.000 cas à 142.000 cas annuellement.

## Les solutions peuvent inclure les ONG, les armées et les entreprises

WaterAid s'est efforcée d'améliorer l'accès à l'eau salubre et à un assainissement adéquat dans le monde entier. Pour l'exercice budgétaire 2013-14, l'organisation a fourni un accès à de l'eau salubre à 885.000 Africains, et a amélioré l'assainissement et les toilettes pour près de 1,5 million de personnes sur le continent.

L'agence a collaboré avec des administrations et communautés locales en Sierra Leone afin de reconstruire les services d'eau et d'assainissement dévastés après une décennie de guerre civile. Les combats ont abouti à la destruction d'un grand nombre de puits et de toilettes. Près de la moitié des Sierra-Léonais, soit 5,7 millions d'habitants, ont dû fuir de chez eux à mesure que les combats se poursuivaient, ce qui les a laissés dépourvus d'eau et d'assainissement adéquat. WaterAid raconte l'histoire de Hawa Turay, qui, en revenant à son village de Vaama, a collecté de l'eau d'une rivière contaminée par des déchets provenant d'un hôpital voisin. Trois de ses enfants sont morts du choléra. WaterAid a collaboré avec les partenaires locaux pour réparer les infrastructures détruites. Désormais, à Vaama, un comité de résidents formés entretient l'infrastructure d'eau et d'assainissement.

WaterAid accompagne également ses services d'un volet éducatif. « Lorsque je suis venue pour être formée, j'ai reçu une instruction sur l'assainissement, et lorsque j'ai terminé mon cours, je suis partie dans les villages», explique Francesca Banji, facilitatrice en matière d'hygiène en Zambie. « Je suis allée dans chaque village et je me suis rendue dans les lieux d'habitation et j'ai formé les villageois à former d'autres villageois. »

Au Sénégal, l'armée a joué un rôle primordial dans la fourniture d'infrastructures de toutes sortes, y compris pour les services d'assainissement. Le programme militaire Armée-Nation est un modèle de coopération civilo-militaire

depuis des années et a contribué à instaurer la stabilité et une attitude de bonne volonté. Les nombreux projets de travaux publics de l'armée incluent la construction d'installations de traitement des déchets, de puits ainsi que de bassins de rétention des eaux. Les soldats ont également revitalisé et nettoyé les espaces publics.

Selon des estimations de 2012, 67 pour cent de la population urbaine du Sénégal et près de 41 pour cent des ruraux avaient accès à des installations d'assainissement améliorées. Cela représente environ 52 pour cent de la population totale, selon The World Factbook, bien plus que dans les trois pays les plus affectés par Ebola en 2014. Au Ghana, le 48e Régiment du génie des Forces armées réalise aussi des projets de travaux publics.

Habituellement, les armées disposent du personnel, de l'équipement et de l'expertise leur permettant de réaliser un large éventail de projets de construction et de services. Toutefois, les soldats doivent être considérés comme des alliés par les civils ayant besoin de ces services.

## Le problème des priorités

Les infrastructures de toutes catégories nécessitent un financement. Pourtant, la volonté politique est aussi importante que l'argent pour faire de la santé et de l'assainissement une priorité nationale. Ceci n'a pas toujours été le cas en Afrique, rappelle le Dr Earl Conteh-Morgan, originaire de la Sierra Leone et professeur d'études internationales à l'Université de Floride du Sud. Souvent, le développement se présente sous la forme d'une « industrialisation manifeste », observe-t-il.

« À mon avis, les gouvernements africains pensent probablement que le développement se traduit uniquement par un grand stade, un beau bâtiment pour le conseil municipal, et peut-être l'affectation de beaucoup d'argent aux universités », explique le Dr Conteh-Morgan. « Et ils oublient, en réalité, qu'un système d'approvisionnement en eau, avec un système d'eau salubre, est vraiment tout à fait nécessaire ».

« Je crois qu'ils ont un problème de priorités », conclut-il. « Ils n'accordent pas la priorité à un élément tel qu'un bon système de santé ».

Le Dr Offei « Bob » Manteaw, directeur de la recherche, de l'innovation et du développement chez Zoomlion Ghana Ltd., acquiesce. L'entreprise se spécialise dans un large éventail de services de traitement des déchets, depuis les travaux d'entretien jusqu'à la gestion des décharges. Pour lui, le défi pour le Ghana et pour de nombreux autres pays africains, en particulier au regard de l'infrastructure d'assainissement, est une absence de planification et de volonté politique.

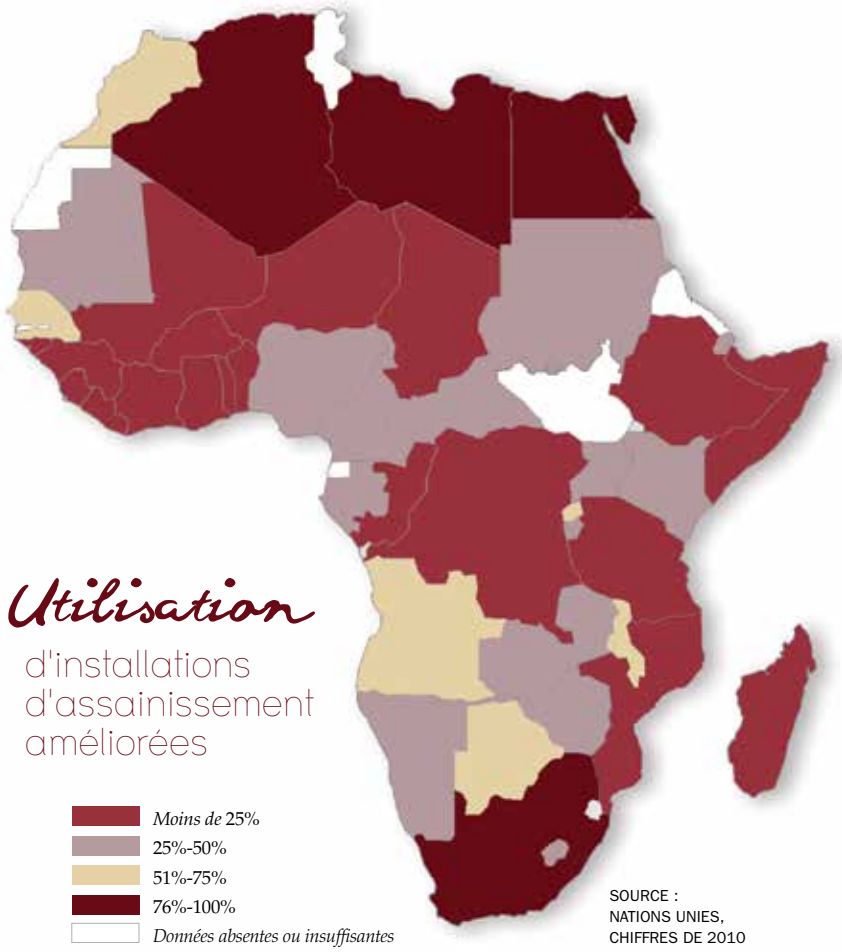
« S'il y avait un classement par ordre de priorité, si on se rendait compte de l'importance de la santé publique et de tous les autres enjeux liés à la santé concernant le développement national, alors, quels que soient les fonds disponibles, nous en consacrerions une partie à s'occuper de quelques-unes de ces choses élémentaires », fait valoir le Dr Manteaw à *ADF*.

Zoomlion construit des toilettes mobiles et a travaillé avec les pouvoirs publics pour les installer dans les bidonvilles et les zones densément peuplées. Il estime que son entreprise, comme d'autres, pourrait fournir davantage de services de ce type, mais que l'appui des pouvoirs publics est crucial. L'entreprise exerce également ses activités en Angola, en Guinée équatoriale, au Liberia, au Togo et en Zambie.

Le Dr Manteaw joue également un rôle actif auprès de l'Africa Institute of Sanitation & Waste Management (Institut africain pour l'assainissement et la gestion des déchets), qui a vu le jour à Accra en novembre 2013. L'institut, qui est affilié à l'Université Kwame Nkrumah de Sciences et de Technologie, forme des personnes et des entreprises de l'ensemble du continent à la gestion des déchets grâce à des programmes de deuxième et troisième cycles.

« Nous espérons qu'à travers cet engagement et ces échanges nous développerons et partagerons des connaissances qui pourront être reproduites et adaptées à des cultures et à des contextes spécifiques dans toute l'Afrique, afin de contribuer à relever le défi de l'assainissement auquel la plupart des villes africaines sont confrontées », déclare-t-il.

Le Dr Manteaw a vu des opportunités apparaître depuis que la crise d'Ebola a suscité des appels à améliorer l'assainissement. Premièrement, il a plaidé en faveur d'« opérations de nettoyage post-Ebola » sous-régionales auprès de




SOURCE : NATIONS UNIES, CHIFFRES DE 2010

**Des ouvriers creusent une tranchée pour installer des latrines dans un camp pour personnes déplacées à Bangui, en République centrafricaine.** REUTERS

la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Il y a eu quelques échanges de communications à ce propos, et il espère que l'idée suivra son chemin. Deuxièmement, il a indiqué que les pays devraient chercher des manières d'« ajouter de la valeur » aux déchets afin qu'il y ait pour les citoyens une forme d'incitation à maintenir la propreté publique. À titre d'exemple, il a évoqué les bouteilles d'eau en plastique, une vue très répandue au Ghana et ailleurs. Il envisage des parcs d'assainissement où les gens pourraient apporter des bouteilles d'eau et les vendre à des installations de broyage et de recyclage, afin que d'autres produits, tels que des poubelles, puissent être fabriqués à partir de ce matériau. « Si nous pouvons officialiser ceci, y apporter une forme d'organisation, cela résoudra le problème dans les rues. »

« Les opérations de nettoyage post-Ebola ne devraient pas être limitées à enlever les déchets quelque part et aller les jeter ailleurs », fait remarquer le Dr Manteaw. « Changeons la culture de la gestion des déchets dans la sous-région ». ❑

# La sécurité et l'assainissement sont imbriqués

**BENJAMIN AWUVAFOGE**/CENTRE INTERNATIONAL KOFI ANNAN DE FORMATION AU MAINTIEN DE LA PAIX

La compréhension de la sécurité se limite souvent aux conflits armés ou aux situations violentes. De ce fait, l'essentiel de la planification de la sécurité par les gouvernements est axé sur l'armée et la police, au détriment de secteurs importants tels que la santé et l'assainissement. Cette conception étroite de la sécurité a compliqué la lutte contre la maladie en Afrique.

Selon le chercheur Mohammed Ayoob, la sécurité est définie par rapport à des vulnérabilités internes et externes pouvant sensiblement affaiblir les structures et systèmes étatiques sur le plan territorial et institutionnel. Cela signifie que tout ce qui constitue une menace envers la survie et la vie d'une personne est un enjeu de sécurité.

L'insuffisance de l'assainissement de base, ajoutée aux effets d'un conflit tels que la destruction de l'infrastructure et des systèmes de santé d'un pays, entrave les tentatives de lutter efficacement contre les flambées épidémiques. Il n'est pas étonnant que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ait observé que nombre des pays les plus gravement affectés par la récente épidémie d'Ebola ont des systèmes de santé inférieurs et manquent de ressources humaines et infrastructurelles, après de longues périodes de conflit et d'instabilité.

Le contrôle infectieux et l'hygiène sont des problèmes majeurs. Le savon et l'eau salubre ne sont pas disponibles dans certaines zones. On note l'insuffisance à grande échelle de désinfectants pour les mains à base d'alcool. Les installations d'isolement sont cruciales pour contenir Ebola, tout comme le sont les laboratoires de tests en raison de l'importance d'un diagnostic rapide. Dans certains endroits, l'isolement n'est rien de plus qu'un endroit derrière un rideau.

**Benjamin Awuvafoge**

Les déficiences d'assainissement compromettent également la santé publique. Le Département OMS Santé publique et environnement indique que même si environ 1,8 milliard de personnes ont pu accéder à des installations élémentaires d'assainissement depuis 1990, plus de 2,5 milliards de personnes, soit 37 pour cent de la population mondiale, sont encore dépourvues d'un tel accès.

Le Ghana, comme de nombreux pays africains, est affecté par un problème de déchets et d'élimination des ordures, en particulier autour de la capitale, Accra. Les conteneurs de collecte des déchets débordent souvent dans les stations de transport en commun urbaines, et il n'est pas rare de voir des gens uriner et déféquer en plein air. Les flambées de choléra surviennent régulièrement durant la saison des pluies au Ghana et ailleurs, soulignant l'importance d'une gestion et d'une élimination des déchets appropriées. En 2014, la flambée de choléra au Ghana a infecté plus de 27.900 personnes et a fait 217 victimes, selon les Centres de prévention et de contrôle des maladies infectieuses des États-Unis. La maladie se propage lorsque l'eau est contaminée par les déchets humains. Alors que la flambée de choléra se propageait, le président John Dramani Mahama a lancé un appel aux autorités municipales et aux citoyens, leur demandant de participer aux opérations régulières de nettoyage. Il a également insisté sur la nécessité de se laver les mains et s'est engagé à distribuer des poubelles gratuites à tous les foyers, de telle sorte que les déchets ne finissent pas dans les rigoles.

On dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir, et c'est effectivement le cas dans la lutte contre la maladie. La nature d'Ebola, qui est une maladie infectieuse ne se propageant pas par voie aérienne, en fait une cible idéale pour la prévention. Les mécanismes de prévention sont économiques et incluent le port de vêtements de protection et le lavage des mains avec des produits tels que le savon et du chlore. En revanche, le traitement nécessite des ressources considérables et est souvent infructueux. Par exemple, la construction d'un centre de traitement d'Ebola de 70 lits à Bong County, au Liberia, coûte 170.000 dollars et son exploitation revient à environ 1 million de dollars par mois.

Bien que le début de l'année 2015 ait montré des signes prometteurs dans la lutte contre Ebola, les dirigeants africains doivent tirer d'importants enseignements de cette flambée épidémique. Le moment est venu pour eux de réexaminer leur perception des questions de sécurité, en particulier pour réorienter les dépenses publiques vers d'autres secteurs importants et pourtant élémentaires tels que la santé et l'assainissement. La mission du secteur de la sécurité est d'éviter la perte de vies humaines. Si les dirigeants nationaux pouvaient réorienter les priorités dans les prochaines années et approfondir leur compréhension de la sécurité, davantage de vies pourraient être sauvées.

*Benjamin Awuvafoge a achevé sa maîtrise en genre, paix et sécurité en mars 2015 au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix à Accra.*

ARMÉS
et
DANGEREUX

# LE NIGERIA CHERCHE À JUGULER LE TRAFIC D'ARMES VERS BOKO HARAM

PERSONNEL D'*ADF*

Dans une vidéo passablement floue tournée quelque part dans le nord-est du Nigeria, un homme portant un bonnet noir et lisant à partir d'une liasse de papiers se dresse à côté d'une cache d'armes.

« Nous montrons à présent au monde entier toutes les armes et les munitions dont nous nous sommes emparés dans les casernes de l'armée nigériane », a déclaré Abubakar Shekau, le leader de Boko Haram, s'exprimant d'abord en arabe, puis en haoussa. « Ce que nous détenons à présent dans notre armurerie, ajouté à ce que nous détenions auparavant, est suffisant pour mener une guerre victorieuse contre le Nigeria tout entier ».

Abubakar Shekau a poursuivi en proférant des menaces d'attaques telles que celle de janvier 2015 au cours de laquelle la ville de Baga a été détruite et qui a fait au moins 2.000 victimes. Il a indiqué que ce n'était « que la pointe de l'iceberg », d'après une traduction donnée par le quotidien nigérian *Premium Times*. Plus loin dans la vidéo, un autre individu vêtu d'un caftan faisait fièrement visiter l'arsenal de Boko Haram. D'un geste, il indiquait des piles de balles de guerre, de AK-47 entreposés comme du bois d'allumage, et des caisses de munitions et de grenades empilées à hauteur d'épaule.

« Comme vous pouvez le voir, nous avons des milliers de fusils AK-47. Nous en avons tellement que nous en acheminons encore dans notre camp ici », a expliqué le combattant non identifié, vantant la présence d'armes antiaériennes, d'engins lanceurs de grenades (RPG) et d'un char.

Parmi les nombreux problèmes auxquels sont confrontées les forces de sécurité nigérianes, il y a le sentiment d'être moins bien armées que les combattants de Boko Haram, qui disposent d'un matériel digne d'une armée professionnelle. En septembre 2014, par exemple, les soldats gouvernementaux ont été stupéfaits de voir que les insurgés utilisaient un char T-55 et un véhicule blindé de transport de troupes.

La question reste posée : comment les insurgés se procurent-ils cet armement et ce matériel perfectionnés ?

Le Dr Freedom Onuoha, conférencier à l'École de défense nationale du Nigeria et expert dans le domaine de Boko Haram, explique que le groupe a acquis des armes et du matériel militaire de trois manières : le trafic de part et d'autre des frontières internationales, le vol d'armes et de véhicules dans des installations de défense, ainsi que l'acquisition d'armes faisant l'objet d'un trafic illicite à l'intérieur du pays.

## LE TRAFIC INTERNATIONAL

Les frontières du Nigeria traversent des territoires au relief divers et accidenté dans lesquels il est difficile de patrouiller. De plus de 4.000 kilomètres de long, elles traversent un désert au nord du pays, le repaire tristement célèbre de la forêt de Sambisa au nord-est, ainsi que les marécages et les îles du lac Tchad. La plus grande partie de la frontière orientale avec le Cameroun est montagneuse et inhospitalière. Les trafiquants tirent parti de cet environnement difficile.

Il existe plus de 1.500 voies d'entrée illégales dans le pays, contre environ 84 voies d'entrée officielles, selon le ministère de l'Intérieur nigérian. La plupart des observateurs estiment que le nombre réel des voies d'entrée illégales est beaucoup plus élevé.

Le Dr Onuoha, qui s'entretient régulièrement avec des membres du personnel des douanes et des unités militaires stationnés près des frontières, affirme que la mission de sécurisation des frontières leur paraît insurmontable.

« Les organismes de sécurité sont confrontés à la difficulté croissante de surveiller les flux d'armes », précise le Dr Onuoha à ADF. « Essentiellement, les frontières maritimes sont très poreuses, et les frontières terrestres

le sont tout autant. Il faut ajouter que dans cet environnement, vous avez affaire à une corruption massive ainsi qu'à des taux de chômage et de pauvreté élevés. Une fois que quelqu'un a fait main basse sur ces armes, il peut aisément trouver à qui les vendre. »

Les trafiquants ont découvert des manières créatives d'introduire furtivement des armes le long de la frontière du nord-est. L'une des méthodes est d'attacher des sacs recouverts de paille sur des chameaux ou des animaux d'élevage introduits par des éleveurs nomades. Dans la région du lac Tchad, les trafiquants utilisent des pirogues de petits pêcheurs pour y cacher des armes. Pour les cargaisons plus importantes, les trafiquants ont parfois recours à des caches sur des camions transportant légitimement des marchandises sur de longues distances.

John Pokoo, expert en armes légères et de petit calibre (ALPC) et instructeur au Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix, au Ghana, explique que fréquemment, les camions de transporteurs routiers bien connus franchissent les postes frontaliers en ne faisant l'objet que d'une inspection minimale. « Si j'arrive avec ma réputation d'entreprise ayant pignon sur rue et que tout le monde me connaît, en règle générale, en Afrique, je ne ferai pas l'objet des mêmes fouilles qu'une personne ordinaire », indique-t-il à *ADF*. « Déjà, il y a des camions qui sont vidés de leur cargaison, et dans la plate-forme desquels des ouvriers découpent un orifice, dissimulent de l'argent ou des armes dans l'espace ainsi dégagé, et scellent le tout hermétiquement. Ensuite, ils recouvrent cet espace de marchandises

normales. Aussi, à moins d'utiliser un scanner performant, un tel chargement est difficile à détecter. »

Le Dr Onuoha précise que des rapports isolés suggèrent que les tentatives des trafiquants d'introduire illicitement des armes par les postes de contrôle officiels se sont ralenties vers la fin 2014 et au début 2015. Ceci pourrait résulter de deux facteurs : d'une part, le flux des armes qui ont été pillées en Libye après la chute du dictateur Mouammar Kadhafi commence à se tarir. D'autre part, Boko Haram a réussi à prendre le contrôle de certaines étendues de territoire frontalier, supprimant de la sorte la nécessité de franchir les frontières aux postes de contrôle officiels.

**Un soldat camerounais surveille la frontière avec le Nigeria. Les experts affirment que la coopération accrue entre les pays du bassin du lac Tchad sera essentielle pour tarir les sources d'approvisionnement en armes de Boko Haram.** AFP/GETTY IMAGES

« L'accaparement de territoire par Boko Haram et sa capacité à en conserver le contrôle permettent aux insurgés de mettre en place des itinéraires de trafic plus longs et plus durables, un facteur qui aggrave encore une situation déjà difficile à maîtriser pour le gouvernement », conclut le Dr Onuoha.

En février 2015, l'armée nigériane a libéré Baga avec l'assistance de forces régionales.

Une étroite coopération entre les systèmes policiers et judiciaires de tous les pays limitrophes sera un élément essentiel. Le *Premium Times* a rapporté qu'un accord portant sur l'échange de renseignements entre le Bénin, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria s'avère déjà fructueux. En avril 2014, les forces camerounaises ont arrêté des trafiquants près de la frontière tchadienne. Ils ont été trouvés en possession de 288 fusils, 35 RPG et 35 engins explosifs improvisés. Les trafiquants détenaient également 50 passeports camerounais.

Boko Haram a toutefois démontré ses capacités à diversifier les voies d'accès par lesquelles le groupe se procure des armes et à en trouver d'autres en cas de repérage par les forces gouvernementales. Les armes finissant par aboutir au Nigeria proviennent de diverses origines, depuis les pays limitrophes tels que la Côte d'Ivoire et le Liberia jusqu'à la Turquie et les pays de l'Europe de l'Est, notamment la Bulgarie, le Kosovo et l'Ukraine. En 2011, les autorités ont découvert une cargaison d'armes et de munitions dans un port nigérian et ont arrêté un trafiquant d'armes iranien.

John Pokoo observe que les services de sécurité ne représentent qu'un aspect de l'action visant à porter un coup d'arrêt au trafic international. Pour réduire véritablement les flux d'armes à travers les frontières, le gouvernement central devra s'assurer de l'allégeance des populations vivant dans les communautés locales frontalières et gagner leur confiance. « L'État doit travailler avec les habitants de ces zones et observer ce qu'il s'y passe quotidiennement », précise-t-il. « Tout comportement excessivement autoritaire de l'armée ne facilite pas la coopération des communautés locales vivant le long des frontières. »

John Pokoo est particulièrement préoccupé par les liens de plus en plus étroits noués entre les extrémistes des communautés frontalières et d'autres groupes ethniques de l'Afrique du Nord. Cette sorte d'alliance pourrait permettre à Boko Haram d'avoir accès à des communautés locales s'étendant du sud du Nigeria en remontant jusqu'au Sahara et qui auraient une attitude bienveillante envers le groupe. L'International Crisis Group (ICG) a indiqué que Boko Haram avait développé des liens importants avec les groupes extrémistes Ansar al-Dine, al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Il a également établi des bases arrière d'entraînement au Niger.

« Les trois groupes islamistes ont renforcé Boko Haram. En particulier, l'AQMI a mis à la disposition du groupe ses ressources financières, ses arsenaux militaires et ses installations d'entraînement », a indiqué l'ICG dans un rapport paru en 2014.

En 2015, Boko Haram a fait allégeance à l'État islamique.

**Un soldat de la Force interarmées d'intervention nigériane positionne son fusil sur des sacs de sable dans la ville de Maiduguri, dans l'État de Borno, au nord-est du Nigeria.** AFP/GETTY IMAGES

# À NOUVEL ENNEMI, NOUVELLE STRATÉGIE

LE GÉNÉRAL DE DIVISION
Ibrahim Sani

PERSONNEL D'*ADF*

Le général de division Ibrahim Sani, responsable de la transformation et de l'innovation pour l'armée nigériane, explique que c'est « en sortant des sentiers battus » que son pays contrecarre la menace de Boko Haram et d'autres menaces asymétriques. L'armée poursuit le combat sur le terrain de ce qu'il appelle « les réseaux obscurs » des terroristes, en combinant la technologie, l'amélioration de la formation et un nouveau service, le Commandement des opérations spéciales de l'armée nigériane (NASOC).

Interviewé par *ADF* en février 2015 lors de la conférence de la Global Special Operations Forces Foundation (Fondation mondiale des forces des opérations spéciales) à St Petersburg, en Floride, le général Sani a expliqué que sa mission était de chercher des solutions innovantes pour lutter contre les menaces émergentes. « Je me penche sur l'administration, sur les opérations, sur la logistique, sur tout ce que l'on peut imaginer, et je me pose la question suivante, « Qu'est-ce qui est nécessaire à l'armée nigériane pour être en mesure de relever les défis d'aujourd'hui ?» », précise-t-il. « Lorsque je vois que cela n'existe pas, je cherche la possibilité de découvrir comment y arriver ».

**Technologie :** parmi les toutes dernières technologies que son bureau s'est employé à introduire figure la station placée sur une plate-forme à faible altitude de l'armée nigériane. Cette plate-forme basée sur ballon a un rayon de surveillance de 5 kilomètres et fournit des images en temps réel aux unités de l'armée. L'armée introduit également un dispositif mobile de télédétection du nom de TM-1. Cette unité peut détecter des engins explosifs improvisés (EEI) ou des gilets bourrés d'explosifs transportés par l'homme à une distance de 500 mètres ou plus. Le plan est de permettre l'utilisation de ces dispositifs à tous postes ou points de contrôle militaires.

Pour collecter des données provenant du plus large éventail de ressources possibles, l'armée a mis en place le Centre de traitement de l'information de l'armée nigériane. Ce centre de collecte de données de sources ouvertes demande au public de téléphoner ou d'envoyer par courriel ou SMS des messages visant à alerter l'armée de la présence de situations d'urgence ou d'activité terroriste. En plus de collecter des informations sur les menaces envers la sécurité, le centre permet aux citoyens de signaler les comportements non professionnels de certains soldats, sans crainte de représailles.

« Quoi que ce soit que nous obtenions du public, nous le collectons, nous l'analysons, et dans le quart d'heure, nous le transmettons à l'emplacement, à la formation ou à l'unité où s'est produite la situation d'urgence », précise le général Sani. « Aussi obtenons-nous des informations sur-le-champ à propos de ce qui se produit en temps réel à distance ».

**NASOC :** l'armée nigériane met en place une Force d'opérations spéciales composée de moins de 1.500 soldats excellemment formés. Ce processus, mis en place sur cinq ou dix ans, a été engagé en 2014 avec l'aide du Commandement des opérations spéciales de l'armée américaine en Afrique. L'armée sélectionnera et formera la force combattante en mettant l'accent sur les opérations de vitesse, de précision et à faible visibilité.

« Les personnes sont plus importantes que le matériel et la qualité est plus importante que la quantité, et elles ne peuvent pas être reproductibles en série », ajoute le général Sani. « Si vous avez 5.000 soldats se portant candidats, au maximum il en sortira 500 ».

**Formation :** pour lutter contre les EEI, le Nigeria a collaboré avec l'U.S. Office of Security Cooperation (Bureau américain de coopération pour la sécurité) afin d'élaborer un guide traitant des modes de détection et de désactivation des explosifs, et a développé la formation sur la guerre asymétrique. Aux postes de contrôle frontaliers, le Nigeria adopte l'approche par groupes sectoriels (« cluster approach ») dans le cadre desquels des personnels venant de divers organismes des pouvoirs publics, de l'armée, de la police, des douanes et des services d'immigration reçoivent une formation en commun et travaillent ensemble dans un avant-poste. « Cette approche a favorisé l'intégration de tous les organismes concernés par la formation et la conduite des opérations », poursuit Ibrahim Sani. « Dans l'ensemble, nous nous lançons dans de nouvelles structures de formation, avec les services des douanes, de l'immigration, de la sécurité de l'État et de la police. Nous intégrons donc chacun d'eux, en renforçant leurs responsabilités et les tâches correspondant à leurs attributions officielles. »

## LES ARMES A L'INTERIEUR DU PAYS

L'Afrique de l'Ouest est devenue un point chaud pour les ALPC, dont environ 8 millions seraient en circulation dans la région, selon la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Du total de ces armes, 70 pour cent se trouvent au Nigeria.

Les méthodes utilisées pour dissimuler les armes transportées à l'intérieur du pays sont similaires à celles utilisées pour traverser les frontières internationales. Les trafiquants se livrant à la contrebande d'armes et liés à Boko Haram dissimulent les ALPC dans des sacs de grain et les enveloppent même dans des sacs en plastique empilés à l'intérieur de camions-citernes vides, précise le Dr Onuoha.

L'un des aspects uniques du trafic intérieur est l'utilisation de tunnels pour y transporter les armes en évitant leur détection. En juillet 2013, près de la ville de Maiduguri, au Nigeria, les autorités ont découvert un réseau de tunnels et de bunkers utilisés par les combattants de Boko Haram pour y transporter des armes entre les habitations en évitant leur détection. Certains des bunkers étaient assez grands pour y faire entrer 100 combattants.

La CEDEAO a lancé un programme comprenant l'impression de son logo, des numéros de série, des détails du fabricant ainsi que d'autres détails sur les armes dans les pays membres. Les armes officielles seront marquées avec des détails supplémentaires. Pour contrôler le trafic interne, le Nigeria a entrepris un plan d'action quadriennal supervisé par le Comité présidentiel sur les armes légères. Parmi ses tâches, il y aura l'identification des fabricants d'armes non enregistrés et l'institution d'un programme à l'échelle nationale pour le marquage et l'enregistrement des armes.

La plupart des observateurs conviennent toutefois que la prolifération des ALPC au Nigeria a peu de chances de diminuer tant que les populations n'ont pas le sentiment d'être davantage en sécurité. La régularité des conflits et la capacité insuffisante de la police et de l'armée à assurer la sécurité au nord du Nigeria font que les citoyens ont une nécessité impérative de conserver leurs armes.

« C'est un pays qui est sous tension

MESURES VISANT À METTRE UN TERME

## AU TRAFIC D'ARMES

### VERS BOKO HARAM

- **REPRENDRE** le territoire frontalier contrôlé par Boko Haram.
- **FAIRE INTERVENIR** un appui aérien pour frapper les camps de Boko Haram et la surveillance aérienne pour repérer les activités de trafic.
- **FAIRE APPLIQUER** une surveillance stricte des agents de contrôle frontalier pour empêcher la corruption ou la collusion.
- **CONTROLER EN INTERNE** les armes en circulation, au moyen de leur marquage et de leur enregistrement.
- **INSTAURER** la coopération au sein des patrouilles frontalières et l'échange de renseignements entre les pays concernés.
- **FORMER** les agents frontaliers pour chercher à identifier les méthodes communes de dissimulation.
- **FAIRE EN SORTE QUE LES POUVOIRS PUBLICS** nouent des contacts avec les communautés locales transfrontalières.

depuis plus de 40 ans », observe John Pokoo. « Comment pouvez-vous dire à des gens soumis à de telles conditions d'existence de remettre tout simplement leurs armes ? C'est quasiment impossible. »

#### DEPOTS D'ARMES

À environ 5 heures du matin, le 3 janvier 2015, les combattants de Boko Haram ont pris d'assaut la base militaire de Baga, quartier général de la Force opérationnelle multinationale créée pour restaurer la paix dans cette région en proie aux troubles. Les extrémistes y ont pénétré en moto et ont lancé des engins explosifs artisanaux. Bien que les soldats nigérians leur aient opposé une résistance pendant plusieurs heures, ils ont finalement été contraints de fuir.

La victoire pour Boko Haram lui a permis d'accéder à l'énorme cache d'armes montrée dans la vidéo dans laquelle apparaissait Abubakar Shekau. Le vol des armes prises dans les installations de l'armée et de la police est depuis la création du groupe un élément fondamental de la stratégie de Boko Haram pour se procurer de l'armement. Le groupe a également mené des raids stratégiques sur des emplacements dans lesquels il pouvait obtenir des composants pour les explosifs.

Le Dr Onuoha fait remarquer qu'une meilleure protection des installations militaires ne signifie pas nécessairement procurer davantage d'armes aux soldats. Au lieu de cela, il pense que l'appui aérien est indispensable pour repousser les assauts de Boko Haram et pour s'assurer que ses combattants ne sont pas en mesure de se regrouper et de poursuivre leurs attaques.

« À mon avis, le problème le plus important ayant permis à Boko Haram de s'emparer de tant de territoires ne réside pas dans l'insuffisance de la puissance de feu, mais plutôt dans l'incapacité, en termes de force d'intervention aérienne, de l'armée de l'air nigériane », fait valoir le Dr Onuoha. « Certains des aéronefs qui peuvent être utilisés pour la surveillance, mais avant tout pour le combat, ne font pas partie des matériels disponibles. L'armée de l'air a vraiment besoin de cette sorte de force d'intervention aérienne sous la forme d'hélicoptères d'attaque ou d'autres éléments pouvant être utilisés pour une réaction immédiate… lesquels pourraient réellement changer la donne. »

Il y a également la nécessité d'une meilleure sécurité dans les dépôts d'armement militaires et d'un meilleur enregistrement de l'armement militaire. La supervision et la formation des soldats affectés à la garde des dépôts sont essentielles. John Pokoo indique qu'au Ghana, grâce à un programme de formation des officiers à l'enregistrement et au marquage de leurs armes, on a réussi à diminuer le détournement des armes officielles. Dans certaines des informations les plus inquiétantes parvenant du Nigeria, il a été signalé que des soldats corrompus avaient, dans certains cas rares, intentionnellement laissé des dépôts d'armes déverrouillés, de telle sorte que les combattants de Boko Haram ont pu y mener des attaques-surprises.

« Nous savons que Boko Haram se procure certains de ses approvisionnements dans les armureries officielles », ajoute John Pokoo. « Les camionnettes, les véhicules blindés, les pièces d'artillerie lourde, ce genre de matériel. Certains proviennent des armureries officielles. Ils ont pu faire cela parce qu'ils ont réussi à infiltrer la hiérarchie de l'armée. » ❑

# LES GUERRIERS MASAÏ VISENT *la médaille d'or*

Un concurrent participe à l'épreuve du lancer de lances, au cours des Jeux olympiques masaï annuels au sanctuaire Sidai Oleng Kimana, au Kenya.

AFP/GETTY IMAGES

AGENCE FRANCE-PRESSE

De génération en génération, les guerriers de la tribu masaï du Kenya prouvaient leur virilité en tuant un lion. Toutefois, une campagne menée par le champion olympique David Rudisha s'efforce de remplacer l'usage traditionnel des lances par la performance sportive.

À mesure que décline rapidement la population des grands fauves en raison du braconnage et de l'empiètement croissant des humains sur leur territoire, les Jeux olympiques masaï, organisés par les défenseurs de l'environnement et de la faune, entendent offrir aux guerriers une autre manière de prouver leur force.

David Rudisha, médaille d'or du 800 mètres et détenteur du record du monde sur la distance, lui aussi masaï, parraine ces jeux.

Les épreuves traditionnelles ont été mâtinées d'une petite touche locale kényane : en guise de javelots, ce sont leurs lances que projettent les guerriers.

Visage luisant d'ocre rouge, corps drapé de tuniques masaï aux couleurs vives, cou ceint de rangées de perles, les guerriers s'affrontent sur les plaines dominées par la calotte de neige du Kilimandjaro, le plus haut sommet d'Afrique. Ils projettent également les lourdes massues de bois qui remplacent les disques, le vainqueur étant déterminé par la précision du lancer.

Pour les épreuves de course, les hommes s'affrontent sur des distances de 200, 800 ou 5.000 mètres, les femmes sur 100 ou 1.500 mètres. Les athlètes ont également pris part au saut en hauteur masaï, où ils se mesurent en bondissant dans les airs à la verticale et non au-dessus d'une barre.

Les jeux ont offert aux guerriers une chance de rivaliser en utilisant des compétences traditionnelles utilisées pour la chasse, mais évaluées cette fois dans une épreuve sportive où ils se mesurent entre eux.

Selon les organisateurs, ces jeux représentent pour les Masaï « une occasion de montrer leurs prouesses physiques à travers un événement sportif plutôt que lors d'une chasse traditionnelle », tout en les sensibilisant aux menaces qui pèsent sur les lions. « Les lions sont en danger », souligne Fiesta Warinwa, de la Fondation pour la faune sauvage africaine (AWF), l'une des organisations parrainant les jeux, ajoutant qu'il reste moins de 2.000 lions au Kenya.

# LE TOUR DU RWANDA

## ATTIRE 2 MILLIONS DE SPECTATEURS

BBC NEWS AT BBC.CO.UK/NEWS

Surnommé « le pays des mille collines », le Rwanda peut vite faire perdre leur souffle même aux coureurs cyclistes les plus endurcis. Pendant les huit jours du Tour du Rwanda, dans un décor de plantations de café, de thé et de bananeraies, les coureurs dévalent un parcours de 934 km, avec 19.500 m de dénivelé et des pics culminant à 2.500 mètres.

Le cyclisme au Rwanda, comme dans le reste de l'Afrique, est en phase ascendante, et c'est également le cas du dernier Tour du Rwanda, organisé en novembre 2014.

« On a commencé avec cinq coureurs et des vélos des années 1980 à cinq vitesses, dont la plupart ne fonctionnaient pas, c'étaient des épaves », se souvient Jonathan Boyer, le premier coureur américain à avoir participé au Tour de France en 1981, et qui est devenu en 2006 le premier entraîneur de l'équipe rwandaise.

Au Rwanda, le cyclisme de compétition « progresse petit à petit », analyse-t-il, expliquant que la plupart des coureurs sont d'anciens chauffeurs de vélo-taxi, habitués à transporter des personnes et des marchandises ayant développé leur force musculaire en pédalant sur les collines ondulées du Rwanda.

La Fédération rwandaise compte une centaine de membres. En juin 2014, un centre d'entraînement doté d'équipements modernes a ouvert ses portes au Rwanda dans la ville de Musanze, au nord du pays.

« C'est un environnement où les collines sont vraiment dures à grimper », observe le coureur camerounais Damien Tekou.

**Le cycliste rwandais Valens Ndayisenga célèbre sa victoire après avoir franchi la ligne d'arrivée en remportant le Tour du Rwanda.** LE TOUR DU RWANDA

Les organisateurs estiment que plus de 2 millions de spectateurs, soit près d'un cinquième des 11 millions d'habitants du pays, ont regardé le Tour du Rwanda de 2014. Les amateurs locaux de ce sport ont savouré une performance historique, le cycliste rwandais Valens Ndayisenga ayant remporté l'épreuve, et étant de ce fait devenu le premier coureur de son pays à remporter le Tour. « Nous avions le pays derrière nous », se réjouit Valens Ndayisenga. « Chaque jour je me réveillais avec la conviction que nous pouvions y arriver. Beaucoup de gens nous encourageaient, et je suis heureux que nos efforts aient été récompensés ».

L'épreuve prend de l'ampleur. Quatorze équipes y ont participé en 2014, avec des cyclistes de l'ensemble du continent - de l'Algérie, du Burundi, de l'Érythrée, de l'Éthiopie et du Maroc - mais aussi de France, d'Allemagne et de Suisse.

**Le milieu de terrain algérien Yacine Brahimi, le visage tendu par l'effort, pendant une rencontre en janvier 2015 jouée avec son équipe, le F.C. Porto.** AFP/GETTY IMAGES

# L'ALGÉRIEN YACINE BRAHIMI

## EST DÉSIGNÉ FOOTBALLEUR DE L'ANNÉE

AGENCE FRANCE-PRESSE

Yacine Brahimi s'est vu décerner le prix BBC du meilleur joueur de football africain de l'année pour 2014. Le milieu de terrain de 24 ans est le premier Algérien à remporter cette distinction, conférée par un vote de passionnés de football.

« C'est un grand honneur pour moi de recevoir ce formidable trophée », a déclaré Yacine Brahimi, milieu de terrain offensif du club portugais le F.C. Porto. « Je dois cela à mon pays, l'Algérie, et à toutes les personnes qui ont voté pour moi. C'est aussi un trophée pour l'Afrique tout entière, parce qu'il récompense un joueur africain. Donc je suis réellement heureux ».

Après qu'un nombre record de votes ont été soumis par les amateurs des 207 pays enregistrés à la FIFA, Yacine Brahimi est arrivé en tête, devant le Nigérian Vincent Enyeama, le Gabonais Pierre-Emerick Aubameyang et les deux Ivoiriens Gervinho et Yaya Touré.

En 2014, Brahimi a eu un parcours brillant avec l'équipe d'Algérie lors de la Coupe du Monde au Brésil, aidant son équipe à atteindre les huitièmes de finale pour la première fois de son histoire. Il a marqué son premier but international au cours de la rencontre remportée par l'Algérie sur la Corée du Sud (4-2) en phase préliminaire. En club, Yacine Brahimi a commencé l'année au club espagnol de Grenade, où ses excellentes performances l'ont amené à être désigné meilleur joueur africain du pays de l'année, ce qui a ouvert la voie à son transfert au F.C. Porto.

# *L'Afrique du Sud collabore avec des partenaires pour produire un carburant d'aviation*

DEFENCEWEB

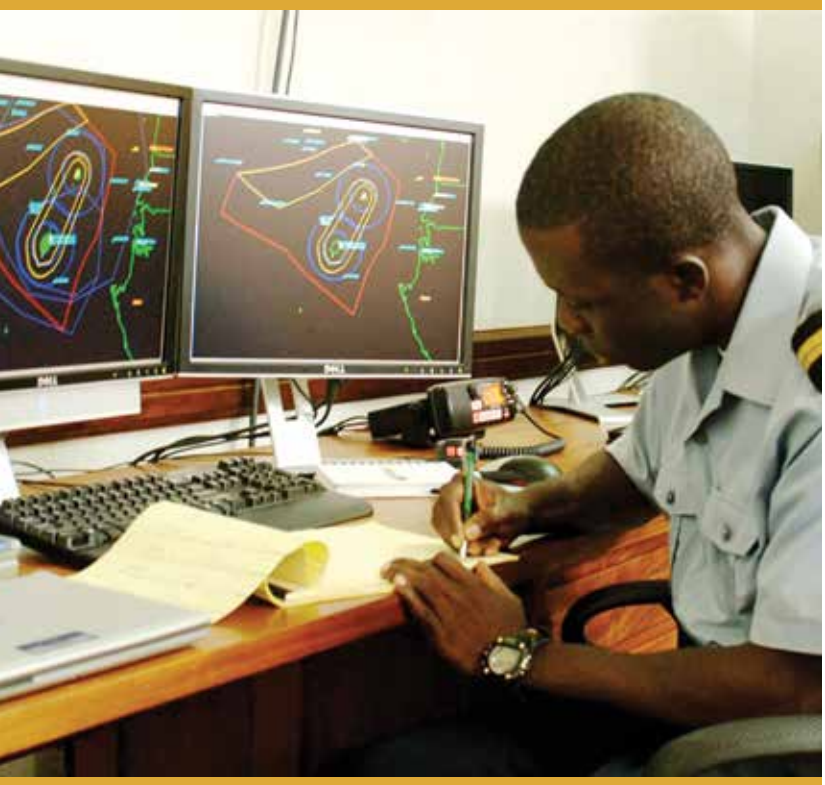
Les cultivateurs sud-africains de la province du Limpopo espèrent faire une première récolte de plants de Solaris, riches en énergie, pour les utiliser comme carburant d'aviation.

Le géant de l'aviation Boeing et la compagnie aérienne nationale South African Airways (SAA) ont lancé le Projet Solaris. Ce projet est une initiative de collaboration visant à développer une chaîne d'approvisionnement de biocarburant d'aviation avec le plant Solaris, une variante de tabac sans nicotine. Plus de 300 variétés de tabac ont été croisées pour créer la variété Solaris. L'huile des graines de la plante pourrait être transformée en biocarburéacteur dès 2015, la SAA procédant à un vol d'essai dès que possible.

« La SAA continue de s'employer à devenir la compagnie aérienne la plus écologiquement viable au monde et est déterminée à adopter de meilleures façons d'exercer ses activités », a déclaré Ian Cruickshank, spécialiste des affaires environnementales du groupe SAA. « Les retombées de ce programme de biocarburant pour les Sud-Africains sont remarquables : des milliers d'emplois, principalement dans les zones rurales, de nouvelles compétences et technologies, la sécurité et la stabilité énergétiques, les bénéfices macro-économiques pour le pays, ainsi qu'une réduction du montant des émissions de dioxyde de carbone ».

Si l'exploitation d'essai dans le Limpopo est fructueuse, le projet sera élargi à l'Afrique du Sud et potentiellement à d'autres pays. Dans les années à venir, les technologies émergentes devraient accroître la production de biocarburant d'aviation à partir des feuilles et des tiges de la plante. D'ici 2020, on compte sur la mise en œuvre du Projet Solaris sur au moins 50.000 hectares de cultures du plant Solaris en Afrique du Sud. Ceci créerait également 50.000 emplois directs et indirects.

**Les travailleurs agricoles des plantations de tabac de Marble Hall, en Afrique du Sud, transportent des semences du plant Solaris depuis une pépinière jusqu'aux champs.** BOEING



# LA MARINE BRÉSILIENNE

VA S'ASSOCIER À

## São Tomé et Príncipe

PERSONNEL D'*ADF*

La Marine brésilienne a annoncé des plans visant à établir une mission à São Tomé et Príncipe, la nation insulaire du golfe de Guinée au large des côtes du Gabon.

La mission a pour but d'améliorer la coopération en matière de défense entre les deux pays, a déclaré Julio Soares de Moura Neto, chef d'état-major de la Marine brésilienne, dans une interview accordée au *New York Times.*

Les deux pays ont en commun la langue et des liens culturels depuis le temps où ils étaient des colonies portugaises. Le Brésil a également fait don d'ordinateurs, de fusils et de deux dinghies aux garde-côtes de São Tomé. Selon l'agence Panapress, les dinghies permettront aux garde-côtes d'améliorer leurs capacités d'inspection dans les eaux territoriales du pays et dans la zone hautement stratégique du golfe de Guinée.

**Un garde-côtes de São Tomé et Príncipe surveille les opérations quotidiennes au Regional Maritime Awareness Capability Center (centre régional des capacités de connaissance de la situation maritime) du pays.**

ÉTAT-MAJOR UNIFIÉ DES ÉTATS-UNIS POUR L'AFRIQUE

# *L'UE prévoit de former* 1.200 SOLDATS SOMALIENS EN 2015

DEFENCEWEB

La mission de formation de l'Union européenne en Somalie projette de former 1.200 sous-officiers, officiers subalternes, spécialistes et instructeurs militaires de l'Armée nationale somalienne (SNA) en 2015. Cette initiative entre dans le cadre d'un programme de renforcement des capacités des forces de sécurité somaliennes, appuyé par la communauté internationale.

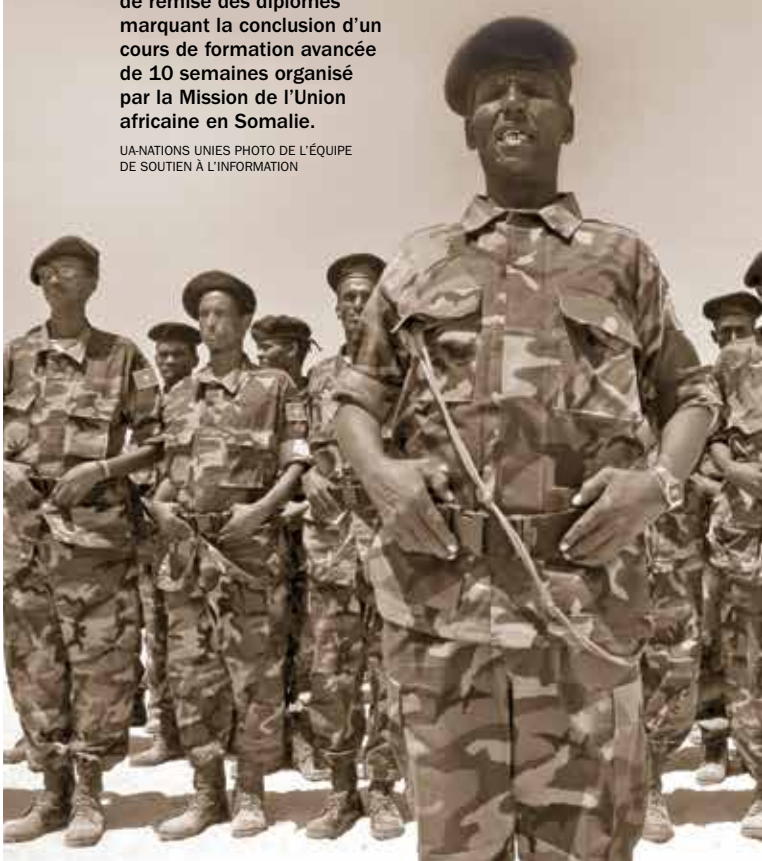
La mission de sécurité et de stabilisation a formé 1.150 soldats de la SNA en 2014 et a l'ambition de continuer à former environ autant d'officiers diplômés en 2015, selon divers organes de presse basés à Bruxelles. La mission a quitté l'Ouganda pour s'installer dans la capitale somalienne, Mogadiscio, en janvier 2014. Elle a organisé 11 cours de formation et a conféré des diplômes à près de 4.000 officiers et spécialistes de la SNA depuis sa création en 2010.

La formation est axée sur le commandement jusqu'au niveau du bataillon et de la compagnie, en plus d'une formation spécialisée dans les domaines de la police militaire, de la coopération civilo-militaire, du renseignement et du génie de combat.

Le camp d'entraînement Jazeera de l'UE à Mogadiscio organise également des conférences sur le droit international humanitaire, les droits de l'homme et la protection des civils en situation de combat.

**Des soldats de l'Armée nationale somalienne se préparent à une cérémonie de remise des diplômes marquant la conclusion d'un cours de formation avancée de 10 semaines organisé par la Mission de l'Union africaine en Somalie.**

UA-NATIONS UNIES PHOTO DE L'ÉQUIPE DE SOUTIEN À L'INFORMATION



Deux policiers de la Marine nigériane gardent des pirates présumés, en 2013, près de Lagos. REUTERS

## La Marine nigériane et la Croix-Rouge font équipe pour la formation

PERSONNEL D'*ADF*

La Marine nigériane a annoncé son intention de collaborer avec le Comité international de la Croix-Rouge pour former des marins sur les lois internationales en matière d'armement et sur la résolution des conflits.

Le contre-amiral Atiku Abdulkadir, commandant du Collège de la Marine nigériane à Onne, a annoncé la nouvelle lors d'un événement de formation de trois jours en décembre 2014.

« Tous les officiers et les stagiaires doivent être correctement informés sur ce que sont leurs responsabilités quand ils se trouvent dans des situations où ils doivent appliquer la teneur de cette loi [internationale sur les armements] », a déclaré le contre-amiral au quotidien nigérian *Daily Independent*. « Les forces armées, en particulier la marine, sont toujours impliquées dans la résolution de l'un ou l'autre conflit, que ce soit dans une guerre conventionnelle directe et de contre-insurrection ou dans la lutte contre le terrorisme ».

Le contre-amiral Abdulkadir a indiqué que l'état-major de la marine a demandé l'aide de la Croix-Rouge pour former ses marins sur les lois internationales humanitaires et les droits humains. « Il est prévu que le personnel entre en contact avec des personnels armés qui ne sont plus en mesure de continuer le combat ou avec des civils qui ont enfreint la loi et qui pourraient porter des armes », a-t-il expliqué au *Daily Independent*. « Nous devons donc éduquer nos officiers et nos hommes sur la manière dont ils doivent interagir et se comporter dans les conflits et la résolution des conflits ».

Le contre-amiral Abdulkadir a précisé que les officiers nouvellement diplômés de l'Académie de défense nigériane et les cadets du service court direct participeront à cette formation.

## INTERPOL OUVRE UN BUREAU À ADDIS-ABEBA

PERSONNEL D'*ADF*

Interpol a annoncé son projet d'ouvrir un bureau permanent au siège de l'Union africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie.

Selon le *Sudan Tribune*, le chef d'Interpol, le commandant de police Girmay Kahsay, a déclaré qu'Interpol a conclu un accord avec le gouvernement éthiopien et l'Union africaine pour l'ouverture du bureau.

Il s'agira du troisième bureau permanent en dehors de son siège à Lyon, en France, a précisé le *Sudan Tribune*.

Les autres bureaux se trouvent aux Nations Unies à New York et à l'Union européenne à Bruxelles. La démarche marque une autre étape vers la création d'une force de police continentale connue sous le nom d'AFRIPOL.

Interpol a été fondé en 1923, et collabore avec toutes les polices du monde pour rechercher et endiguer le terrorisme, le crime organisé, le trafic de drogue, la criminalité environnementale, le génocide, les crimes de guerre et la piraterie. Il compte 190 États membres.

# LA MARINE GHANÉENNE LIBÈRE UN PÉTROLIER DÉTOURNÉ

REUTERS

La Marine ghanéenne a annoncé qu'elle avait libéré un pétrolier détourné au large des côtes nigérianes et qu'elle avait arrêté huit pirates présumés être responsables du détournement du navire.

Ces dernières années, les attaques de pirates se sont multipliées en Afrique occidentale, entraînant l'augmentation des frais d'assurance des compagnies de navigation. Selon des experts, des gangs basés dans les eaux au large du Nigeria, le premier producteur de pétrole d'Afrique, étendent leur rayon d'action à travers la région du golfe de Guinée.

Le colonel Aggrey Quarshie n'a pas révélé à quel moment les pirates se sont emparés du MT Mariam, mais selon des bulletins d'information, il a été libéré le 17 janvier 2015. Grâce à un GPS embarqué, les propriétaires du petit pétrolier ont informé les autorités ghanéennes de la position du navire dans les eaux ghanéennes.

Le *Daily Guide* a rapporté qu'une équipe de patrouille à bord du patrouilleur GNS Blika, a suivi le pétrolier pendant 26 miles en mer. Les forces ghanéennes ont alors arraisonné le navire et arrêté les suspects en deux groupes, car l'un était caché dans la salle des machines et l'autre dans la soute.

« La Marine ghanéenne a réagi rapidement avec une équipe de patrouille dans la région et a réussi à maîtriser les pirates et libérer le navire », a expliqué le colonel Quarshie à Reuters. « Mais lorsque la patrouille est arrivée, la cargaison avait déjà été transférée sur un autre navire ». Les membres de l'équipage étaient sains et saufs, a-t-il ajouté.

Selon le *Daily Guide*, les pirates armés, tous soupçonnés d'être de nationalité nigériane, ont été arrêtés et remis au Bureau ghanéen des enquêtes nationales. Parmi les objets récupérés, on comptait de l'argent liquide, deux fusils AK-47, un stock de chargeurs de munitions, des appareils photo numériques et des téléphones portables.

Le colonel Quarshie a assuré que la Marine ghanéenne et d'autres forces du Bénin, du Nigeria et du Togo avaient lancé des recherches pour retrouver le navire transportant la cargaison volée.

**Le GNS Blika, un patrouilleur de classe snake, a été mis en service en 2012.**
MINISTÈRE GHANÉEN DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

SAHNOUNI VIA WIKIMEDIA COMMONS

**Un Su-30MKA algérien vole au-dessus de la base aérienne d'Oum el Bouaghi.**

# L'Algérie et l'Afrique du Sud créent un Centre d'excellence pour la recherche aéronautique

DEFENCEWEB

Le Conseil de la recherche industrielle et scientifique (CSIR) d'Afrique du Sud et l'université de Blida, en Algérie, ont signé un protocole d'accord pour créer un centre d'excellence conjoint pour la recherche aéronautique.

La signature a eu lieu lors du Salon international des véhicules aériens autonomes, en Algérie, vers la fin 2014. Le centre renforcera les capacités de l'Algérie dans le domaine de l'aéronautique et permettra au ministère sud-africain de la Science et de la Technologie d'étendre sa relation avec l'Algérie.

Parmi les domaines potentiels de coopération, on compte les technologies pour les drones, les systèmes avioniques et terrestres, les structures d'aéronefs, les turbines à gaz, les tunnels aérodynamiques, l'intégration des charges externes, le flux hypersonique, le contrôle du flux, les technologies de l'espace, les méthodes informatiques, l'aéroélasticité, l'optronique, les radars et l'aéroacoustique.

Des programmes d'échange de personnel, des programmes postuniversitaires, des séminaires conjoints et des ateliers seront organisés au centre.

« En dehors de l'Afrique du Sud, il n'y a pas vraiment d'autres capacités et installations de recherche en Afrique », a souligné le général de l'Armée de l'air Des Barker, directeur par intérim du CSIR. L'Algérie « reconnaît la nécessité pour l'Afrique de prendre possession de ses besoins en matière de recherche aéronautique et est ravie de combler le fossé de la recherche aéronautique en Afrique en collaborant avec l'Afrique du Sud ».

CORGENIX MEDICAL CORP.

# UN TEST DE DIAGNOSTIC DU VIRUS EBOLA DE 15 MINUTES A ÉTÉ APPROUVÉ

BBC NEWS SUR BBC.CO.UK/NEWS

Le premier test sanguin rapide de diagnostic du virus Ebola a été approuvé par l'Organisation mondiale de la Santé. Il devrait permettre aux patients d'être identifiés, isolés et soignés le plus rapidement possible, dans le but de mettre fin à l'épidémie qui a fait plus de 9.300 victimes à la date de février 2015.

Il est moins précis que les tests classiques, mais il ne faut que quelques minutes pour en afficher le résultat. Le test fonctionne également sans électricité et peut donc être utilisé dans des régions reculées.

Les tests classiques du virus Ebola nécessitent un laboratoire pour analyser le sang des patients en vue de dépister des fragments de matériel génétique du virus. Il peut falloir entre 12 et 24 heures pour obtenir une réponse définitive.

Le test ReEBOV de détection rapide des antigènes consiste à déposer une goutte de sang sur une bande de papier et à attendre 15 minutes pour avoir une réaction. Ce test, développé par la société américaine Corgenix, analyse le sang pour y détecter une différente partie du virus. Les essais cliniques réalisés en Afrique de l'Ouest suggèrent que le test identifie correctement environ 92 pour cent des personnes atteintes du virus Ebola.

Voici ce qu'en dit l'OMS : « Bien qu'il soit moins précis, le test de détection des antigènes est rapide, facile à mettre en œuvre et ne nécessite pas d'électricité. Il peut par conséquent être utilisé dans des centres de soins de santé plus faiblement équipés ou dans des unités mobiles pour les patients résidant dans des zones reculées. » L'OMS ajoute que, lorsque cela est possible, les résultats du test rapide doivent être confirmés par un test classique plus précis.

Plus de 23.250 personnes ont été infectées lors de la flambée épidémique, et 9.380 sont mortes à la date de février 2015.

« Le nouveau test pourrait aider à confirmer rapidement l'existence de flambées épidémiques dans les zones reculées, sans qu'il soit nécessaire d'envoyer des échantillons dans une clinique de dépistage et d'attendre les résultats », affirme le Dr Ben Neuman, maître de conférences en virologie à l'Université de Reading, en Angleterre. « Ce nouveau test n'est pas destiné à sauver les vies des personnes infectées, mais il peut aider, à terme, à détecter plus facilement et plus rapidement les flambées épidémiques du virus Ebola. »

AFP/GETTY IMAGES

**Un virologue travaille dans un laboratoire de test à la périphérie de Freetown, en Sierra Leone, l'une des installations construites par les autorités britanniques pour lutter contre le virus Ebola.**

# LA NAMIBIE PASSE AU VOTE ÉLECTRONIQUE

REUTERS

**Lorsque les Namibiens ont voté en novembre 2014, ils ont participé à un événement historique : la première élection électronique de l'Afrique.**

**Malgré un recours de dernière minute par le parti d'opposition contestant les dispositifs de vote, la commission électorale a utilisé 4.000 machines à voter pour la présidentielle et les législatives, au lieu des bulletins en papier.**

**Dans l'isoloir, les électeurs ont découvert un appareil électronique gris doté de photos ou de logos des candidats ainsi que d'un bouton vert à côté de chaque photo ou logo. Au lieu de faire une croix sur un bulletin en papier, les électeurs ont fait leur sélection en appuyant sur le bouton.**

**« C'est bien mieux et beaucoup plus rapide », a affirmé l'électrice Sara Isaacs.**

**Bien qu'il n'y ait pas d'historique de fraude électorale en Namibie, à la différence de nombre des pays voisins, en raison de problèmes logistiques il a fallu une semaine pour voir apparaître les résultats de l'élection de 2009.**

**Le chef de la commission électorale namibienne, Paul Isaak, a déclaré qu'au lieu de dépenser 1,81 million de dollars pour l'impression des bulletins, la commission avait réalisé une « économie considérable » en dépensant seulement 181.000 dollars en papier, une seule feuille pour chaque machine à voter.**

**La SWAPO a remporté l'élection de 2014, prolongeant ainsi sa suprématie politique s'exerçant depuis 24 ans. La Namibie, riche en minerai, a l'une des économies les plus prospères de l'Afrique, et la SWAPO, l'ancien mouvement de libération ayant obtenu l'indépendance de l'Afrique du Sud, a conservé le soutien de la population, bien que la contestation gagne du terrain au regard des inégalités et de l'insuffisance des logements.**

**Une scrutatrice scanne électroniquement une empreinte digitale d'un électeur namibien pendant les élections qui se sont tenues dans le pays en novembre 2014.**

THE ASSOCIATED PRESS

**Zakariya Ismail Hersi, un ancien commandant d'al-Shebab de haut rang, s'exprime lors d'une conférence de presse au palais présidentiel de Mogadiscio, en Somalie.**

THE ASSOCIATED PRESS

# *La Somalie offre l'amnistie aux membres d'al-Shebab*

VOIX DE L'AMÉRIQUE

Le président de la Somalie a renouvelé une offre d'amnistie aux membres du groupe extrémiste al-Shebab, lié à al-Qaida.

En janvier 2015, le président Hassan Sheikh Mohamud a déclaré que son gouvernement assurerait la sécurité des membres d'al-Shebab qui reconnaîtraient leurs crimes, rejetteraient le groupe extrémiste et adhèreraient au processus de paix et de réconciliation de la Somalie.

Hassan Sheikh Mohamud a également déclaré que son gouvernement aiderait les transfuges à apprendre un métier ou à trouver du travail. L'annonce a été faite à la suite de la défection de l'ancien chef du renseignement d'al-Shebab, Zakariya Ismail Hersi, et dans le contexte de ce qui a été décrit par le gouvernement comme un flux régulier de recrues de base abandonnant l'extrémisme.

Hassan Sheikh Mohamud a précisé que certains crimes, tels que le meurtre et le viol, n'entrent pas dans le cadre de l'amnistie, mais il a ajouté que ceux qui ont commis de tels crimes pourraient se joindre au processus de paix après avoir purgé leur peine.

Zakariya Ismail Hersi a dénoncé le groupe extrémiste durant sa première apparition publique après sa reddition au gouvernement somalien. Il a affirmé que les dirigeants du groupe avaient induit les militants en erreur en les faisant combattre pour une forme dénaturée du djihad, et il s'est engagé à persuader les combattants de renoncer à la violence et de se rendre au gouvernement somalien.

Jusqu'à sa défection, Zakariya Ismail Hersi, également connu sous le nom de Zaki, avait été le chef du renseignement du groupe al-Shebab, basé en Somalie. Il s'agit du commandant d'al-Shebab au rang le plus élevé à se rendre au gouvernement de Mogadiscio depuis la reddition de Said Atam, le chef d'al-Shebab dans la région de Puntland, en juin 2014. Un autre dirigeant, Hassan Dahir Aweys, s'est rendu en juin 2013.

Al-Shebab contrôlait à un moment donné une bonne partie de la Somalie méridionale et centrale, et a imposé une forme brutale de droit islamique interdisant la musique et a procédant à des amputations publiques sur les personnes accusées de vol.

Les troupes gouvernementales et de l'Union africaine ont repris la plus grande partie du territoire, mais les extrémistes ont encore été en mesure de tuer plusieurs membres du Parlement en 2014 et de lancer deux assauts majeurs sur le palais présidentiel. Le gouvernement somalien a pour la première fois offert l'amnistie aux combattants d'al-Shebab en septembre 2014, après que le chef suprême du groupe, Ahmed Abdi Godane, a trouvé la mort dans une frappe aérienne.

LE KENYA CONSTRUIT

# UN VÉHICULE SANS FIORITURES

Le Mobius II est un véhicule bon marché construit au Kenya et conçu pour les routes africaines.

MOBIUS MOTORS

REUTERS

En bordure de Nairobi, à deux pas d'un étalage étincelant de Porsches de luxe, un autre showroom propose la réponse de l'Afrique aux routes défoncées du continent.

On l'appelle le Mobius. Il n'y a pas de cadrans tape-à-l'œil, de jantes en alliage, ni de fenêtres électriques. En fait, il n'y a pas de fenêtres du tout, sauf pour le pare-brise. Au lieu de cela, cette voiture-camionnette carrée, avec ses panneaux en aluminium, a été dépouillée du superflu pour en faire un véhicule robuste et bon marché.

« Nous ne cherchons pas à réinventer la roue ; nous essayons seulement de faire quelque chose de plus solide », explique le directeur des ventes, Aman Ghai, dans le showroom, où des ingénieurs sont aussi à l'œuvre.

Mobius Motors aspire à concevoir, construire et vendre un produit en Afrique, continent qui a longtemps fourni les matières premières aux usines dans le monde, mais a eu du mal à créer une base de fabrication sur le continent.

Mobius fait face à des défis prodigieux. Il a dû louvoyer à travers la bureaucratie gouvernementale, ce dont se plaignent continuellement les entreprises. Cinquante voitures sont en cours de construction dans le premier lot, chacune se vendant à 10.500 dollars avant impôt.

Le démarrage du projet sur le sol africain a également eu des avantages, permettant à l'équipe d'ingénierie au Kenya de se concentrer sur les besoins des Africains ruraux. Les sièges arrière de la voiture sont placés le long des côtés et se replient pour créer un espace pour les marchandises, tandis que la suspension robuste est adaptée aux routes accidentées. L'électronique étant réduite à un minimum, cela diminue les risques de pannes.

« Le défi est essentiellement de surmonter cette peur que les Africains ne peuvent pas fabriquer », souligne Ghai, un Kenyan qui a travaillé autrefois pour des concessionnaires étrangers. « Nous avons ici toutes les ressources. Nous avons ici un vivier de talents. Il s'agit uniquement de surmonter la peur ».

L'entreprise pourrait fabriquer deux véhicules par jour à son usine et projette la construction de plusieurs modèles, dont un avec quatre roues motrices. Le modèle Mobius II, conçu au Kenya, aura environ 45 pour cent de contenu local, bien que le moteur et d'autres pièces soient importés, une pratique courante dans l'industrie, en particulier pour les nouveaux entrants.

# UN DISPOSITIF *pour* ÉLOIGNER LES REQUINS

AGENCE FRANCE-PRESSE

Dans les eaux bleues, au large du Cap, en Afrique du Sud, une expérience révolutionnaire avec une barrière électronique cherche à exploiter l'hypersensibilité du museau des requins pour protéger les nageurs.

La technologie a été mise au point par des experts sud-africains, ayant inventé l'appareil de répulsion, appelé « shark pod » (aujourd'hui commercialisé par une société australienne), en vue d'une utilisation par les surfeurs et les plongeurs, et pourrait être appliquée dans le monde entier, si elle s'avère un succès.

Des années de recherche ont révélé que les requins s'éloignent lorsqu'ils rencontrent un courant électrique. C'est sur ce fait que l'expérience a été basée et étendue à une plus large échelle.

Un filin de 100 mètres de long avec des « antennes » verticales émettant un champ électronique à basse fréquence a été fixé sur le fond marin au large de la plage de Glencairn, pour un essai de cinq mois, à compter de la fin 2014.

« En cas de succès, cela nous donnera les bases pour développer un système de barrière pouvant protéger les baigneurs sans tuer ni blesser les requins, ou tout autre animal marin », souligne le Kwazulu-Natal Sharks Board, qui a mis au point le système.

En revanche, pour les êtres humains, « si quelqu'un entre en contact avec la petite partie exposée d'une électrode du filet cela n'occasionnera qu'un simple picotement sans danger ».

La barrière marquerait un changement majeur par rapport aux filets anti-requins utilisés depuis 50 ans au KwaZulu-Natal sur la côte est de l'Afrique du Sud , qui tuent aussi de petits animaux et sont critiqués parce qu'ils détruisent l'environnement.

Des recherches ont révélé qu'un gel, dans le museau des requins, les rend plus sensibles aux courants électriques que d'autres espèces. D'autres poissons et mammifères marins comme les phoques et les dauphins ne devraient pas être affectés par la barrière.

# UNE CLASSE MOYENNE *émerge* EN ÉTHIOPIE

JULIA RAINER/IPS

Avec des taux de croissance économique annuelle dépassant 10 pour cent et un climat d'investissement attrayant dû aux faibles coûts d'infrastructure et de la main d'œuvre, l'Éthiopie met tout en œuvre pour s'élever du statut de pays à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire, dans les dix prochaines années.

Avec 94 millions d'habitants, l'Éthiopie est le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique après le Nigeria, mais il demeure principalement rural. Seulement 17,5 pour cent de la population vit dans des villes, en majeure partie à Addis-Abeba.

C'est aussi l'une des économies à la croissance la plus rapide du continent. Selon une étude de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, entre 2015 et 2018, la croissance devrait atteindre une moyenne de 7,3 pour cent.

Depuis 2006-2007, la croissance économique a doublé en termes de revenu par habitant pour atteindre 550 dollars en 2012-2013, et le pourcentage de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté national est tombé de 38,9 en 2004, à 29,6 en 2011. Toutefois, des sources gouvernementales admettent que l'éradication de la pauvreté reste un problème urgent.

L'objectif officiel d'atteindre un niveau de revenu intermédiaire est considéré comme réaliste, mais, un diplomate a averti que, bien que les investissements étrangers directs soient passés de 0,5 pour cent en 2008, à 2 pour cent en 2013, les investisseurs sont confrontés à des contraintes commerciales.

L'ONU observe que les contraintes sont principalement liées à la logistique des frontières. Djibouti, le principal port maritime d'import-export utilisé par l'Éthiopie, est situé à 781 kilomètres d'Addis-Abeba, faisant des coûts de transport terrestre un facteur critique.

L'ONU a choisi l'Éthiopie et le Sénégal comme pays pilotes pour son programme de développement industriel inclusif et durable visant à réaliser l'industrialisation dans les pays en développement pour éradiquer la pauvreté et instaurer la prospérité.

Des responsables de l'ONU ont affirmé « qu'il n'y a pas un seul pays dans le monde qui ait atteint un haut degré de développement économique et social sans avoir développé un secteur industrialisé avancé ».

Promouvant la viabilité qui devrait être inhérente à l'industrialisation, l'ONU a précisé que le programme tient compte des facteurs environnementaux et de ses organisations et pays partenaires. Elle encourage aussi une industrialisation inclusive, partageant les bénéfices de la prospérité générée pour toutes les parties concernées.

**Une femme récolte des roses dans une ferme horticole en Éthiopie. Les industries éthiopiennes contribuent à un taux de croissance annuel de plus de 10 pour cent. Le pays aspire à passer du statut de pays à bas revenu à celui de revenu intermédiaire, au cours la prochaine décennie.**

AFP/GETTY IMAGES

# Un homme intègre

PERSONNEL D'*ADF*

Dans la courte histoire du Burkina Faso, un nom domine tous les autres : celui de Thomas Sankara.

Né dans une famille ouvrière catholique dans la ville de Yako, au nord du pays, Thomas Sankara s'est enrôlé dans l'armée à l'âge de 19 ans. Il a gravi les échelons, impressionnant ses camarades militaires par son charisme et son éthique du travail. À l'âge de 26 ans, il a assumé le commandement du prestigieux Centre national d'entraînement commando, où il a formé une force combattante d'élite. Ultérieurement, il est devenu secrétaire d'État à l'Information. Il était connu pour son habitude particulière de se rendre à son travail en vélo et même pour son habitude encore plus étrange d'encourager les journalistes à écrire des articles critiques à propos des malversations gouvernementales. Après un séjour en prison sur la base d'accusations fondées sur des considérations politiques, il a pris le pouvoir en 1983, à l'occasion d'un coup d'État bénéficiant du soutien populaire. Il avait 33 ans.

En tant que président, Thomas Sankara s'est fixé comme mission l'éradication de la corruption. Il a diminué son salaire et a demandé instamment que tous les ministres du gouvernement en fassent autant. Il a remplacé le parc officiel des Mercedes par des véhicules plus modestes, et lorsqu'il s'est rendu à New York pour prononcer un discours aux Nations Unies, il a fait dormir les ministres du gouvernement sur des matelas posés à même le sol, pour économiser de l'argent.

Il a également lutté contre les abus de pouvoir dans l'armée, renvoyant ceux qui ne satisfaisaient pas aux exigences les plus élevées. Il a mis en garde les militaires : « Un soldat sans formation politique et idéologique est un criminel au pouvoir. »

Ses attitudes non conventionnelles en ont fait un héros dans son propre pays, et son influence s'est répandue dans le monde entier. Il a adopté le rôle de porte-parole pour les déshérités et a commencé à prendre fait et cause pour des enjeux de plus grande envergure, notamment l'autosuffisance et les droits des femmes. Il a nommé des femmes à des postes ministériels élevés, les a encouragées à s'enrôler dans les forces armées, et a dénoncé les mariages forcés et la mutilation génitale féminine. « Les femmes portent à bout de bras l'autre moitié du ciel », déclarait-il.

Son aptitude à galvaniser la nation était célèbre. Il a lancé « l'opération vaccination commando », dans le cadre de laquelle 2,5 millions d'habitants ont été vaccinés contre la polio, la rougeole et la méningite en une semaine. Il a été le premier chef d'État africain à mettre en garde contre la désertification, et il a commencé des campagnes de plantation d'arbres dans le nord du pays pour contenir l'avancée du désert saharien. En 1985, il a commencé la « bataille du rail », pour laquelle ont travaillé des milliers de civils, dont beaucoup n'utilisaient que leurs mains nues, afin de construire une ligne ferroviaire reliant la capitale Ouagadougou aux mines de manganèse tout au nord du pays.

Son héritage concerne également l'unité nationale. Lorsqu'il a pris le pouvoir, le pays était appelé la Haute-Volta. Ses frontières étaient un vestige du colonialisme, et ses nombreux groupes ethniques considéraient qu'ils avaient entre eux peu de choses en commun. Pour contribuer à édifier une identité nationale, il a appuyé les efforts visant à préserver les coutumes et les langues autochtones, et il a changé le nom du pays en Burkina Faso, un amalgame de deux langues que l'on pourrait traduire par « le pays des hommes intègres ».

Toutefois, son mandat n'était pas exempt de controverse. Il a fait emprisonner des opposants politiques et a pris des mesures répressives contre les dirigeants syndicaux. Amnesty International a donné au Burkina Faso une note très négative en matière de libertés publiques et de droits politiques durant son mandat.

Du fait de ses exigences extrêmement élevées et de son message anticorruption, il ne s'était pas fait beaucoup d'amis au sein de l'élite politique. Le 15 octobre 1987, un attentat fut commis contre lui lors d'une réunion avec 12 autres responsables gouvernementaux. Tous furent abattus. Son corps fut démembré et enterré sous le couvert de la nuit. Nombreux sont ceux qui ont suspecté que le commandant en second et ami proche de Thomas Sankara, Blaise Compaoré, était de connivence. Ce dernier prit le pouvoir après l'assassinat.

Thomas Sankara

Depuis sa mort, la stature de Thomas Sankara n'a fait que grandir, et il est évoqué comme un exemple de président au comportement éthique et humble. Au moment de sa mort, il n'y avait que 350 dollars sur son compte en banque. Son bien le plus conséquent était une simple maison en briques d'argile dont il remboursait encore le crédit.

« Les grands hommes, d'une certaine manière, irradient leur époque bien après leur départ », a déclaré Jean-Hubert Bazie, un journaliste burkinabè. « Parce que, c'est quand vous avez perdu quelque chose que vous vous rendez compte de sa véritable valeur ».

# INDICES

- Cette ancienne colonie romaine a été fondée au premier siècle, sous le règne de l'empereur Nerva.
- Ce site comporte une vaste collection de dalles de mosaïque, illustrant les mythes et la vie quotidienne.
- À 900 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce site est un exemple de planification urbaine romaine adaptée à un emplacement montagneux.
- Ce site bien préservé comprend un amphithéâtre pouvant accueillir 3.000 personnes.

WIKIPEDIA

ISTOCK

RÉPONSE : les ruines romaines de Djémila près de Sétif, en Algérie

# PARTAGEZ VOTRE EXPERTISE

Vous désirez être publié ? *Africa Defense Forum (ADF)* est un magazine militaire professionnel qui sert de cadre international d'échanges aux spécialistes militaires et de la sécurité en Afrique. Le magazine est publié tous les trimestres par l'état-major unifié des États-Unis pour l'Afrique et traite des rubriques suivantes : stratégies de lutte contre le terrorisme, opérations de défense et de sécurité, criminalité transnationale, ainsi que les problèmes affectant la paix, la stabilité, la bonne gouvernance et la prospérité. Ce cadre d'échanges permet une discussion et des échanges d'idées en profondeur. Nous voulons entendre le point de vue de personnes qui se trouvent dans nos pays partenaires africains et qui comprennent les intérêts et les défis du continent. Soumettez un article pour publication à *ADF* et faites entendre votre voix.

## directives à l'attention de l'auteur concernant une soumission à *ADF*

### EXIGENCES RÉDACTIONNELLES

- La préférence est donnée aux articles d'une longueur approximative de 1.500 mots.
- Les articles peuvent être remaniés pour des questions de style et d'espace. Mais, *ADF* collaborera avec l'auteur sur les changements finaux.
- Incluez une courte biographie de vous-même avec vos coordonnées.
- Si possible, incluez une photographie haute résolution de vous-même ainsi que des images liées à votre article avec une légende et une mention de l'auteur de la photo.

### DROITS D'AUTEUR

Les auteurs conservent les droits à leur texte original. Cependant, nous nous réservons le droit de revoir et corriger les articles pour qu'ils soient conformes au style de l'Associated Press et s'intègrent dans l'espace disponible. Le fait de soumettre un article ne garantit pas sa publication. Votre contribution à *ADF* signifie votre acceptation de ces modalités.

### SOUMISSIONS

Envoyez vos idées de sujet d'article, vos contenus et vos questions à la Rédaction d'ADF à l'adresse électronique : ADF.EDITOR@ADF-Magazine.com. Ou par courrier à l'une des adresses suivantes :

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
Unit 29951
APO AE 09751 USA

OU

Headquarters, U.S. Africa Command
ATTN: J3/Africa Defense Forum Staff
KELLEY KASERNE
GEB 3315, ZIMMER 53
PLIENINGER STRASSE 289
70567 STUTTGART GERMANY

VEER

adf AFRICA DEFENSE FORUM